

RÉCITS DU TEMPS PASSÉ

Maurice Maindron

LE COMBAT DES TRENTE

L'opinion à des injustices singulières, des caprices qui s'expliquent mal, des affections qui sont un défi à la raison. Quand elle a magnifié par la légende quelque fait souvent peu important, il est impossible de redresser l'erreur, car celle-ci devient plus vraie que la vérité et défie désormais la science et le temps, toutes choses dont les foules n'ont jamais eu et n'auront jamais la notion.

Je n'en veux point, pour aujourd'hui, d'autre exemple que le combat des Trente, rencontre en soi assez ordinaire, et qui est plus célèbre que cent batailles où l'on lutta plus durement et où l'on ne se fit point de quartier. C'est, dira-t-on, que le combat des Trente est un fait patriotique : les Bretons y ont battu les Anglais. Je n'y contredis point ; mais je ferai remarquer que du côté des Anglais il n'y avait aussi guère que des Bretons, avec quelques rares Anglais, des Allemands et des Flamands, et que la cause de ce combat en champ clos doit être recherchée en dehors de tout principe de nationalité.

On sait qu'au ^{xiv}e siècle les villes de Bretagne furent loin de donner le spectacle d'une parfaite entente. Si les unes tenaient pour la maison de Montfort, soutenue par les Anglais, les autres tenaient pour Charles de Blois, qu'appuyait le roi de France. Mais, en cette guerre dynastique, les Français comme les Anglais étaient des étrangers pour la Bretagne. Et, du reste, à travers le temps, on voit que les Bretons ne laissèrent jamais Anglais ni Français mettre la main sur eux. Il fallut des siècles de politique, puis la

brutalité administrative de la Révolution pour annexer complètement une province qui, moralement encore, garde une autonomie intime, un esprit séparatiste de race, vis-à-vis des éléments franco-germaniques qui dominent dans la France considérée comme nation. Je ne parlerai point des Celtes, parce que personne ne sait ce que c'est, et que les Bretons ont été dépossédés de ce titre, à une certaine époque, au profit des Auvergnats. Quoi qu'il en soit, les Bretons appartiennent à une race complètement différente de celles qui composent la France actuelle, et je renonce à vous développer les théories qui s'appuient sur le seul témoignage de Diodore de Sicile.

C'est du combat des Trente dont je veux ici m'occuper. Il eut lieu Le 27 mars 1351, le quatrième dimanche de Carême, sur le territoire de la Croix-Halléan, dans le Morbihan. Cet emplacement est situé dans l'arrondissement de Ploërmel, canton de Josselin, à peu près à mi-chemin entre ces deux villes. C'est pourquoi on nommait le chêne qui se dressait dans la plaine le chêne de Mi-Voie. Non loin de là coule le Ninant, petit ruisseau qui est un affluent de l'Oust.

Le sire de Beaumanoir, châtelain de Josselin, avait sans cesse, à chevaucher contre les Anglais. du, parti de Montfort, dont le capitaine Guillaume de Bramborc ou Bramboroug était réputé comme un homme de guerre hardi, et déterminé. Robert de Beaumanoir avait cependant des loisirs ; mais, comme tout bon batailleur doit le faire, il les consacrait à des combats particuliers, à des joutes, car il estimait qu'il n'y a point de meilleur délassement, entre deux faits de guerre, que de rompre quelques fûts, de lance sur le plastron d'acier ou le bassinnet d'un chevalier ou d'un écuyer.

Il s'en, fut donc un jour, avec une troupe de nobles hommes, caracoler devant le château où résidait Guillaume de Bramborc et fit appeler ce seigneur à grand cris et à son de cor : Personne ne sortit du château, les Anglais étant gens d'armes avisés, et prudents et qui ne se hasardent point à l'aventure. Cependant Beaumanoir, voyant, qu'il n'y avait point moyen de lier partie, fit prier par un héraut messire de Bramborc de, vouloir bien l'écouter, car il avait à lui communiquer des choses d'importance.

Le capitaine anglais parut entre deux Merlons et ouït Beaumanoir, qui de l'autre côté du fossé lui prodiguait des bravades, de telle sorte que l'Anglais put croire que ce Breton était devenu Gascon.

« Si vous m'en croyez, monsieur Bramborc, nous courrons deux contre deux, trois contre trois, voire quatre contre quatre, avec des glaives bien affilés, et nous nous occirons de gentille manière pour l'amour de nos dames.

Par saint Georges, monsieur ! répondit assez raisonnablement l'Anglais, ce serait

une mauvaise besogne, et je tiendrais en petite estime les dames qui voudraient voir cette course. Vous voulez faire quelque belle apertise d'armes pour en parler devant elles ; mais que devra-t-on penser de dames qui prennent plaisir à voir leurs maris en danger de recevoir de mauvais coups ? En cette affaire, il n'y aurait à gagner que le ridicule, arme plus dangereuse qu'un glaive de Bordeaux ou qu'un vireton de Catalogne. »

Et comme Beaumanoir ne semblait pas convaincu, l'Anglais ajouta, tant ce peuple prend froidement les résolutions les plus bizarres comme les plus extrêmes :

« Nous ferons mieux, s'il plaît à Votre Honneur. Nous nous en irons, à jour dit, dans quelque bonne plaine, trente compagnons contre trente, dûment montés et armés. Viendront nous voir qui voudront ; mais on fera un cri ordonnant à chacun, sous peine d'être pendu haut et court, de ne proférer aucune parole ni clameur durant le combat : car il ne faut pas qu'on puisse avertir ou encourager les combattants.

— Voilà qui est parler, répondit Beaumanoir, et j'accepte ce défi, m'en remettant à votre plaisir pour le jour et le lieu du combat. On réglera quand il vous plaira les cérémonies et gages de bataille. »

Beaumanoir et Bramborc firent donc choix, chacun, des vingt-neuf combattants les plus courageux et les plus solides qu'ils purent trouver. Puis, ayant bien réglé les conditions du combat, ils s'ajournèrent au dimanche suivant. Et tous, ayant entendu la messe, se rendirent dans la plaine, non loin du grand chêne isolé que l'on apercevait de loin. De nombreux spectateurs étaient venus de tous les châteaux d'alentour, et, rangés en cercle, formaient comme une vaste enceinte où se rangèrent les combattants. Les Anglais arrivèrent les premiers, montés sur leurs chevaux de guerre harnachés de grandes housses, de chanfreins d'acier et de pièces de mailles.

Tous ces hommes de guerre étaient revêtus de harnais complets, avec le bassinnet en tête, et sur leurs armes ils portaient un surcot brodé où leurs armoiries brillaient sur les couleurs du champ, de manière qu'ils pussent se reconnaître dans la mêlée. Ils avaient des épées de Bordeaux, courtes, raides et pointues ; des dagues d'Écosse à lame déliée et aiguë ; certains avaient des haches, des épieux et des faucharts, voire des guisarmes, armes d'hast dont le fer tranchant et acéré portait à son dos des crochets pouvant servir à renverser les gens.

Les Bretons se firent assez longtemps attendre. Ils arrivèrent enfin. Et tous, d'un côté comme de l'autre, descendirent de leurs chevaux, car c'était alors l'habitude de combattre à pied. Mais cinq Bretons demeurèrent à cheval, massés en arrière des autres

selon les ordres de Beaumanoir.

Celui-ci avait sous ses ordres force nobles hommes, comme les sires de Tinténiaç, de Rochefort et de la Marche, Charruel le Bon, Huon de Saint-Yvon, Caro de Bodegat, Robin Raguenel, Geoffroy du Bois, Olivier Arrel, Guillaume de Montauban, je ne puis les nommer tous.

Du côté des Anglais étaient Caverley, Knolles, Helcoq, Richard le Gaillard, Croquart, Dagworth, Thommelin Bélifort, qui, à en croire le poème contemporain, « combattait avec un maillet de fer pesant bien vingt-cinq livres, » et Hucheton de Clamaban, « avec un fauchart tranchant d'un côté, garni de crochets de l'autre, et plus aiguisé qu'un dard. »

Au premier engagement quatre hommes tombèrent mortellement frappés du côté des Bretons. Les Anglais perdirent deux combattants. Le choc fut rude, et l'on se porta de terribles coups ; puis, d'un commun accord, on s'arrêta pour prendre quelque repos. La plupart des armures étaient faussées : il fallut en déboucler les courroies, et les champions se firent desserrer par leurs pages. Car c'était alors la mode de porter des harnois tellement justes, que les hommes de guerre étouffaient sous leur épais gambison piqué sur quoi pesaient une chemise de mailles et l'armure de fer. En gens de précaution, ils s'étaient fait apporter de quoi boire, et ils vidèrent quelques bouteilles de vin d'Anjou.

Je crois, pour ma part, que la fameuse phrase de Geoffroy du Bois : « Bois ton sang, Beaumanoir, ta soif passera ! » est de l'invention du trouvère inconnu qui écrivit : le poème, dont les vers si pauvres furent traduits en prose par le chroniqueur Jean de Saint-Paul, en 1470. Froissart, qui paraît si bien renseigné sur toutes les choses de son époque, ne parle pas de ce mot héroïque ; mais il parle des bouteilles de vin. L'incident est plus prosaïque, mais plus naturel.

Quand les Bretons et les Anglais eurent fait ressangler leurs armures, la bataille reprit, et plus âpre qu'avant. Croquart, l'ancien page du seigneur de Herck, en Hollande, frappa rudement sur les Bretons. Il acquit une telle gloire en ce combat, que le roi de France lui offrit par la suite une pension de dix mille livres s'il voulait entrer à son service. Messire Guillaume de Bramborc se fit tuer en combattant avec grand courage. Quand il tomba, les Anglais, qui avaient l'avantage, abandonnèrent la partie, d'autant plus que les Bretons demeurés à cheval se mirent à les charger à outrance. Tous furent faits prisonniers, et les Bretons les emmenèrent à Josselin, où ils furent mis en liberté sur parole, après s'être engagés à payer rançon.

En somme, dans ce combat qui passe pour avoir été si formidable il n'y eut en tout que huit hommes tués, quatre dans chaque parti. Mais il n'y eut pas un seul engagé qui s'en tirât sans blessure, tous avaient été plus ou moins grièvement atteints.

Froissart, qui aime tant les emprises chevaleresques, parle de la bataille des Trente avec une admiration, non. feinte. Douze ans après le rencontre, des Bretons et des Anglais, il vit un des combattants à la table du roi de France. C'était le fameux chevalier Yvain Charruel, que l'on honorait fort, et par-dessus tous les autres assistants : « On voyait bien, du reste, à son visage qu'il savait ce que valent coups d'épée, de hache et de dague, car il était très balaféré. Il me fut dit, continue Froissart, vers ce même temps, que messire Enguerrand de Hesdin avait été lui aussi un des Trente, et que c'était là l'origine de la faveur dont il jouissait auprès du roi de France. »

Longtemps une croix de pierre, dite de la bataille des Trente, se dressa sur la place où était jadis le grand chêne, mort de vieillesse, dont l'ombre avait abrité les combattants. Cette croix, mal entretenue, tomba en ruines en 1775. L'année suivante, on la remplaça par une autre que les hommes de la Révolution s'empressèrent d'abattre, comme si toute la gloire de la France antérieure au régime qu'ils apportaient fût une insulte aux grands principes. La croix fut brisée, comme la pierre où était gravée une inscription. Mais, le 11 juillet 1819, un petit monument fut érigé, en grande cérémonie sous la présidence du préfet, comte de Chazelles, et du lieutenant général, comte de Coutard. Cette pyramide de granit qui se lève dans la plaine bretonne prête à la réflexion. Elle affirme l'incertitude des jugements humains qui prétendent faire de l'histoire la servante de nos désirs et de nos vœux.

LES TARD-VENUS

I — LES COMPAGNIES

Lorsque le traité de Brétigny eut rendu la paix à la France, la position du pays n'en devint pas meilleure. Car, si avant le 8 mai 1360 les Anglais foulaient cruellement les campagnes et rançonnaient les villes, ce furent dès lors les défenseurs du sol eux-mêmes qui continuèrent à le piller sans pitié, sans compter que les envahisseurs furent très longs à évacuer les provinces. Tous les gens d'armes rassemblés sous prétexte de combattre l'ennemi ne se séparèrent point à la fin de la guerre ; mais leurs bandes, grossies sans mesure par tous les soudoyers qu'avait licenciés le roi d'Angleterre, prirent une organisation plus forte et formèrent comme une franc-maçonnerie internationale étendant toute la France pour l'exploiter en détail. Dès lors tout fut régi par le droit du plus fort, et chacun dut songer à s'assurer, par son argent ou son courage, quelques chances de préservation.

Les ravages que firent ces compagnies de routiers furent immenses. Sans doute en a-t-on exagéré la grandeur ; et la plupart des historiens, empressés à rendre la royauté et la noblesse responsables de ces malheurs publics, ont poussé le tableau au noir. Il faut dire, pour rester dans la justice, que la royauté fit ce qu'elle put pour arrêter le fléau, qu'elle trouva de l'argent et des troupes, et que la noblesse se fit tuer en combattant ces

malandrins. Mais la cause de toutes ces calamités, que les âmes pieuses attribuaient au schisme qui divisait l'Église, au relâchement des mœurs, doit être recherchée non dans la faiblesse du gouvernement royal, mais dans l'esprit même du temps. Il y a plus :

Se montrer trop sévère vis-à-vis de ces routiers serait tomber dans un excès d'injustice. Tous ces soldats, très bien dressés et disciplinés, n'avaient pas d'autres moyens d'existence que la guerre elle-même. Inhabiles à tout métier, que pouvaient-ils devenir en temps de paix ? À cette époque, un homme d'armes inactif avait toutes chances de mourir de faim, car il n'avait pas de solde assurée une fois son engagement prenant fin, et sa seule ressource était le butin. Aussi, quand on ne se battait pas contre l'étranger, on se faisait la guerre entre soi, on se mettait à rançon, sans que le vaincu se crût tenu à une haine suivie contre le vainqueur. Demander à ces gens de guerre de vivre tranquilles tant que leur main pouvait tenir une épée, autant attendre d'un loup qu'il se nourrisse de l'herbe des champs.

Le manque de centralisation des pouvoirs, l'esprit séparatiste des provinces et des villes, les rivalités entre corps constitués entretenaient cet état de choses. Des individualités ainsi divisées devenaient la proie facile d'hommes résolus et organisés, décidés à opérer par la force. La police n'existait point. Et d'ailleurs les sergents de justice, voire les sergents royaux, avaient tout à craindre, non seulement des gens qu'ils arrêtaient par ordre, mais encore de ceux qui leur avaient donné cette mission. Car, s'ils mettaient la main sur quelque scélérat trop puissant, si les événements marchaient tandis qu'ils s'assuraient de sa personne, les Sergents étaient bien vite désavoués par leur commettant, et ils demeuraient exposés à tous les dangers d'une instruction criminelle, comme aux vengeances privées et aux violences qui en étaient l'accompagnement obligatoire.

Aucune époque, d'ailleurs, ne fut plus processive que celle-ci, et jamais les parchemins ne gonflèrent autant les sacs de justice. Dans les rapports quotidiens, la citation et l'assignation jouent le même rôle que l'épée et la dague, et nous en verrons de curieux exemples.

En dehors de la crainte qu'inspiraient certaines gens, bien des raisons encore étaient pour s'opposer aux poursuites. Ces hommes de guerre, chargés de crimes, avaient rendu souvent de bons services, et l'on en attendait, à l'occasion, de meilleurs. On pouvait craindre aussi de les froisser et de les voir passer à l'ennemi, non seulement de leurs personnes, mais aussi avec tout leur monde, comme nous verrons

prochainement qu'il en fut du Petit-Meschin et d'autres chefs encore.

Ces bandes d'aventuriers, très nombreuses, très bien armées, mieux commandées encore, se massèrent donc de toutes parts et commencèrent à battre les provinces, pillant, rançonnant, brûlant et au besoin massacrant sans pitié. Il semble que leurs dévastations aient été faites avec beaucoup de méthode, et ce serait tomber en une grossière erreur que de voir dans ces compagnies, — dont certaines prirent le nom de Tard-Venus, — des troupes indisciplinées comme celles des Jacques. S'il en eût été ainsi, elles n'auraient pas tenu la campagne pendant des années, n'auraient pas pris des villes, et n'auraient pas défait une armée royale, comme il advint à la bataille de Brignais que je raconterai à son heure. Composées d'hommes de guerre avec beaux chevaux d'armes et bons harnais d'acier, ces compagnies étaient commandées par des chefs qui tous avaient fait la guerre avec les rois d'Angleterre et de France, et dont beaucoup étaient capables de diriger une armée.

Ces chefs appartenaient à toutes les nations. Les plus fameux, parmi les Anglais, furent John Creswey, John Hawkwood, qui fut condottiere en Italie, Jacques Win, le *Poursuivant d'amour*, qui mérita ce surnom pour sa parfaite courtoisie. Parmi les Français, c'étaient surtout ces bâtards des grandes familles du Midi que l'on nommait des « bours » : le bour de l'Esparre, le bour de Breteuil, le bour Camus, sont restés les plus fameux. Mais il faut citer comme le plus glorieux de ces chefs de bandes Arnaud de Cervoles, archiprêtre de Vélines, dont je conterai l'histoire, et, après lui, Séguin de Badefols et sa compagnie la Margot, Naudon de Bageran, Croquart, Guiot du Pin ; on en nommerait plus de cent.

De ces braves beaucoup étaient de petite noblesse, mais le plus souvent leur origine était obscure, comme celle de l'Allemand Robert Knolles, qui, — sans doute au dire de ses ennemis, — d'humble garçon tailleur devint valet de guerre, puis chef de partisans pour le roi d'Angleterre. On prêtait une pareille origine à John Hawkwood, que les Italiens appelaient Giovanni Acuto, et qui mourut gendre d'un Visconti, seigneur de Bagnacavallo et de Cotignola, plein de jours, d'honneurs et de richesses. Ce Robert Knolles pillard a laissé en France plus d'une trace de son passage, comme à Auxerre, qu'il mit à sac le dimanche 10 mars 1359, exploit après lequel il fut fait chevalier. Le Petit-Meschin, dont la fin fut tragique, n'avait pas une meilleure origine. C'était un Gascon, et il débuta comme valet, puis entra dans les rangs à la solde du roi de France. Le 6 janvier 1362, il abandonna l'armée royale, où il tenait place honorable parmi les lieutenants du maréchal Arnoul d'Audrehem, et passa avec ses bandes à l'ennemi, c'est-

à-dire aux Tard-Venus, contre qui on avait envoyé des troupes.

Les Tard-Venus avaient fait alors des progrès considérables : ils occupaient presque toute la France, et dans leurs rangs se pressaient Anglais, Allemands, Flamands, Bretons, Navarrais, Gascons, sans compter les Italiens et les Français. Cette association si puissante ne se reconnaissait pas de chef suprême ; mais, par un accord tacite, les bandes se partageaient les provinces à exploiter. Elles les appelaient *leur chambre* ! On peut dire, en effet, qu'elles y étaient comme chez elles.

Au mois de juin 1360, quatre mille Tard-Venus passent par la Bourgogne ; d'autres, en plus grand nombre encore, envahissent la Franche-Comté, qu'ils abandonnèrent moyennant une énorme rançon, pour rentrer en France. Partout le fléau grossissait, et le connétable d'Armagnac, avec ses compagnies régulières de Gascons et de Bretons, sans pouvoir porter remède au mal, en était réduit à vivre aussi sur le pays. La détresse était générale, et les gens des campagnes, exaspérés, se levèrent par places contre les hommes de guerre, qu'ils confondaient tous sous le nom commun d'Anglais.

« Certes, dit une ordonnance royale, ces bandes de routiers ont été suscitées par le diable : ... *Ferocibus gentibus, quas... instigatio Satanæ... congregavit*, » C'est à l'instigation de Satan qu'obéit ce bon Camus, qui fait jeter dans une fosse pleine de braise ardente hommes et femmes qui ne peuvent ou ne veulent lui payer rançon ?

Partout on ne raconte que des crimes affreux : des gens enfermés dans une église y ont été enfumés comme des renards, ils y pourrissent sans sépulture ; ailleurs tous les hommes ont été tués, et les femmes emmenées comme des esclaves. Trois *routes*, — c'est ainsi qu'on nommait les troupes des gens de guerre, — de Tard-Venus, après avoir dévasté la Champagne, s'écoulaient vers le Midi en détruisant tout sur leur passage, tout ce qui ne peut s'emporter, s'entend. Car, pour le reste, des milliers de chariots suivent les colonnes. Quelques bandes de traînarde sont bien détruites par les paysans, qui montent de grandes battues, avec des milliers de rabatteurs, où les Tard-Venus traqués sont meurtris à coups de pierres. Mais le gros demeure maître du pays et lève partout des contributions, occupe les châteaux, d'où les pillards se répandront dans la plaine.

Et ils ne respectent rien. Plusieurs milliers de routiers qui s'étaient massés en Bourgogne et en Champagne, puis avaient descendu la vallée du Rhône, bloquent, dans Avignon, le pape Innocent VI. Sourds à l'excommunication, indifférents à la menace de croisade qui pèse sur leurs têtes, ils réclament une rançon énorme, préparent l'assaut et le sac. Cette assemblée de routiers constituait la *Grande Compagnie*. Un de leurs principaux chefs est ce Bernadon de la Salle dont M. Paul Durrieu a si magis-

tralement conté l'histoire. Les autres sont John Hawkwood, Creswey, Naudon de Bageran, Robert Briquet, Espiote, Bataillé, Lamit, le Bour de Lesparre. Ils prirent le Pont-Saint-Esprit le 28 décembre 1360, par une escalade de nuit.

Cependant la croisade se prêchait derrière eux. À la voix du pontife, on commence à s'agiter. Le dauphin Charles enjoint à la grande noblesse de France de marcher contre cette engeance, plus pernicieuse que les Jacques ; de toutes parts on réunit du monde et on monte à cheval ; le roi d'Aragon envoie six cents hommes d'armes. C'est à Bagnols que se réuniront les combattants pour la bonne cause, et le connétable Robert de Fiennes les y attend avec un maréchal de France.

Les Tard-Venus comprirent que l'orage grondait. Ils firent des propositions, se déclarèrent amis des arrangements, et l'on finit par composer avec eux, c'est-à-dire par leur payer une somme ; moyennant quoi ils s'engageaient à vider le royaume. Le pape leur donna l'absolution, et ces Tard-Venus, ainsi mis en règle avec le ciel et les autorités de la terre, passèrent en Italie, sous la conduite du marquis de Montferrat, l'habile négociateur de cette difficile affaire. Grâce à l'argent du pape, le marquis peut prendre presque toute la Grande Compagnie à sa solde, pour faire la guerre au Visconti de Milan.

Mais ce n'était qu'un petit résultat, et le péril allait croissant, comme nous le verrons tout à l'heure. D'ailleurs tous les routiers ne passèrent point les monts. Mais, en trop petit nombre pour continuer l'entreprise, redoutant la peste qui commençait de sévir, ils se dirigèrent sur la Provence, le Limousin et le Bourbonnais.

II — LA BATAILLE DE BRIGNAIS

Donc une bien petite partie des compagnies passa en Italie. La plupart des Tard-Venus trouvèrent même plus simple de s'écarter. Ils s'écoulèrent dans le Forez, le Beaujolais et le Lyonnais, où ils recommencèrent leurs dévastations sous les ordres de Séguin de Badefols, de Béraud d'Albret, de Garcia del Chastel, et pendant plus de deux années opérèrent tranquillement et rançonnant les provinces. Et leurs forces se grossissaient encore par tous les routiers qui revenaient d'Italie. En 1362 leur armée comptait plus de vingt mille combattants, car à la Grande Compagnie s'étaient joints les Tard-Venus revenant des frontières de la Lorraine. Et c'est sous ce dernier nom que l'on désignait le plus ordinairement les routiers.

Cette armée avait pour avant-garde un corps de troupe commandé par le Petit-Meschin, et composé de cinq mille cavaliers italiens, dont trois mille armés de toutes pièces. Le Petit-Meschin avait quitté l'armée royale le 6 janvier 1362 ; sans doute préférait-il demeurer indépendant et faire pour son compte une guerre où il y avait gros à gagner.

Laissant à d'autres bandes le soin de rançonner la Provence et le Roussillon, ce gros de Tard-Venus remonta vers le Forez et l'Auvergne, s'emparant des châteaux, et bientôt ils menacèrent la ville de Lyon par la prise du château de Brignais. Par celle du Pont-Saint-Esprit, ils tenaient déjà les communications du Rhône.

Le château de Brignais, situé à trois lieues de Lyon, devint ainsi un repaire d'où les Tard-Venus inquiétaient la ville. Les bourgeois se mirent sur la défensive, et les plus grands sacrifices d'argent furent acceptés, tant était grande la terreur qu'inspiraient ces bandes farouches. Le chapitre engagea le trésor de la cathédrale, où, entre autres richesses, brillait le fameux *Texte* où évangile émaillé, sur quoi l'on prête l'énorme somme de deux cent cinquante florins d'or, environ quatre-vingt mille francs de pouvoir d'argent actuel. Si un seul objet rapporta un aussi gros denier, on peut se faire une idée du chiffre total des espèces que réunit le chapitre. Mais plusieurs millions n'étaient pas de trop pour payer les hommes d'armes qui devaient défendre la ville ; car, moins à cette époque qu'à toute autre, les gens de guerre ne marchèrent sans argent. Le maréchal Arnoul d'Audrehem, qui commandait les gens d'armes de secours, ne cessait de demander des subsides, et il avait toujours à craindre de voir ses hommes

se débander le jour où la solde cesserait d'être payée.

C'est alors que le roi, vivement pressé par les doléances de la ville de Lyon, résolut d'en finir avec les Tard-Venus du Lyonnais, et il donna l'ordre au sire de Tancarville, son lieutenant, de diriger des troupes vers cette province, en même temps qu'il enjoignait au comte Jacques de Bourbon de lever la noblesse de la Marche et du Forez, et de s'unir à son lieutenant. Les lieutenants du roi, ainsi que nous l'apprend le docteur Humbert Mollière, avaient formé le projet de cerner les compagnies et de les écraser d'un seul coup.

Le comte Jacques était alors dans le Languedoc, où il s'occupait à livrer au sénéchal du roi d'Angleterre, Jean Chandos, les forteresses cédées par le traité de Brétigny. Il se rendit dans le Forez en passant par Montpellier et par Avignon, et fit un court séjour auprès de la comtesse sa sœur, qu'il ne devait plus revoir.

D'aucun seigneur les chroniques n'ont laissé si bonne mémoire. Mgr Jacquemont, comme on l'appelait dans la Marche, fut une fleur de chevalerie. En courage, en loyauté, en courtoisie, il ne la céda à aucun. Sa réputation de libéralité, de galanterie, s'étendait par toute la France ; aussi ce fut une grande joie pour toute la ville de Lyon quand elle apprit que le comte Jacquemont, fils du duc de Bourbon, arrivait avec toute sa noblesse, et son fils, ses neveux et son beau-frère, René de Forez.

Le sire de Tancarville ne jouissait pas d'une renommée moindre ; ce seigneur était cité comme un de ces beaux types de chevaliers braves comme leur épée, et qui ne connaissaient rien de meilleur que la déconfiture des ennemis et le respect des dames.

Le comte de Bourbon, le sire de Tancarville, n'avaient pour émules que Gaston de Foix et le capital de Buch, sire de Grailly, qui par pure chevalerie s'en étaient allés faire un grand massacre des Jacques. Ceux-ci bloquaient dans le marché de Meaux, avec la ferme intention de les meurtrir vilainement, les plus nobles dames de France. A opposer à ces paladins, l'Angleterre eut Geoffroy de Mauny, le capital de Buch et Jean Chandos, le grand sénéchal de Poitou, dont la mort fut si belle que nous vous la raconterons.

Certes, s'il s'était agi de quelque belle emprise d'armes, on n'aurait pu choisir de meilleurs chefs, ni plus brillants. L'armée de secours rassemblait tous les éléments d'une croisade ; toute la noblesse de la Marche avait tenu à chevaucher avec son comte Jacquemont, et bien des provinces avaient envoyé leur contingent, tandis qu'une compagnie de gens d'armes appartenant au comte de Savoie était là, pour montrer que la France n'était pas seule à se lever contre les bandits qui la dévastaient. Et l'on attendait

toute une grosse route espagnole, commandée par le comte Henri de Transtamare. L'on comptait encore sur la noblesse du Dauphiné qui se mettait en armes. Mais les routiers, qui savaient stimuler à prix d'or le zèle de leurs espions, étaient au courant du moindre geste de tous ces chevaliers qui s'étaient donné rendez-vous devant le château de Brignais.

Le comte Jacques de Bourbon arriva dans le Lyonnais avec six mille hommes d'armes, nobles pour la plupart, et quatre mille sergents à cheval, fournis par la bourgeoisie des bonnes villes. Le sire de Tancarville, qui amenait le ban et l'arrière-ban, le maréchal d'Audrehem, disposaient de nombreuses troupes, et l'archiprêtre Arnaud de Cervoles se joignit à eux avec une compagnie de deux cents lances.

Le fameux routier avait repris du service auprès du roi. Sans doute jugea-t-il utile de songer à se mettre à l'abri des éventualités en s'assurant une protection, et la plus forte de toutes. Sous couleur de faire une campagne pour le compte du sire des Baux contre la maison d'Anjou-Sicile, Mgr Arnaud avait opéré des rapines sans nombre sur les marches du Forez et du Lyonnais. Son engagement au service du roi était d'ailleurs une opération très fructueuse, comme je le dirai par la suite.

Mais si le roi envoyait à sa bonne ville de Lyon une armée de secours, il entendait n'en point payer la solde, et dès les premiers jours il fallut trouver cinq mille florins d'or. La municipalité ouvrit un emprunt ; la somme fut réunie en quelques jours, et le sire de Tancarville put payer son monde. Ce seigneur, à qui était départi le haut commandement de l'armée, ne semble pas avoir été d'avis d'engager trop tôt l'action. Il désirait qu'on attendit les Espagnols d'Henri de Transtamare, tout en assiégeant le château de Brignais. Le comte Jacques de Bourbon voulait qu'on attaquât les Tard-Venus sans plus tarder, tandis qu'une partie des troupes ferait le siège.

On ne sait au juste ce qu'il advint, car on ne possède que peu de renseignements certains sur la bataille. Cependant, des travaux assez récents des érudits lyonnais il ressort que la déconfiture du comte Jacques de Bourbon doit être imputée à cette funeste impatience d'attaquer qui amena tant de revers au cours de la guerre de Cent ans. « Sans attendre les renforts, qui, dit M. H. Mollière, lui arrivaient de toutes parts, Jacques de Bourbon avait déjà pris l'offensive et cherché à reprendre Brignais. Sans doute, il était pressé d'en venir aux mains à cause des inquiétudes que lui inspirait une partie de son armée composée de mercenaires difficiles à retenir sous les armes. Mais son ardeur belliqueuse paraît l'avoir emporté sur toute autre considération. Les murs n'étaient pas encore si délabrés qu'il ne fallût des échelles et des mantelets de bois pour

les escalader. Mais les assauts furent repoussés, et les troupes royales durent camper devant cette bicoque, d'où elles n'avaient pu déloger quelques malandrins. »

Je crois, pour mon compte, que ces quelques malandrins étaient de redoutables gens de guerre qui l'emportaient en qualité sur les sergents d'armes du roi. En tous cas, les Tard-Venus qui vinrent secourir les assiégés savaient manœuvrer, car ils réussirent à entourer l'armée de l'ordre et à la mettre en déroute, et cela par la faute de Jacques de Bourbon, qui ne prit pas la peine d'occuper les coteaux qui encerclent la plaine, d'Ivigny jusqu'à Barolles et aux collines du Bonnet. Toujours est-il que, le 6 avril 1362, l'armée royale était enlevée, dispersée et détruite. Le Petit-Meschin avec ses cinq mille Italiens, assisté de Séguin de Badefols avec sa compagnie la Margot, surprirent brusquement les gens du roi, qui se gardaient si mal.

Tandis que les Tard-Venus de Bataillé, de Lamit, du bour de l'Esparre et de Guiot du Pin, écrasaient du haut du château les assiégeants avec des pierres, d'autres routiers sortaient et lapidaient également les gens d'armes d'Arnaud de Cervoles, que le comte Jacques fit charger inutilement par trois fois, jusqu'à ce que l'archiprêtre fût mis par terre avec la plupart des siens. Le comte Jacques voulut charger à son tour, sans plus de succès, et les gens du Petit-Meschin, tombant sur les flancs des batailles de Tancarville, achevèrent la déroute.

Les vainqueurs payèrent-ils chèrement leur victoire ? Comme ils restèrent maître du terrain, ils ensevelirent leurs morts sans se croire obligés de publier leur nombre. Mais les vaincus furent cruellement éprouvés : au premier rang comptèrent Mgr de Bourbon et son fils ; ils semblent avoir été frappés par erreur. Sans doute les Tard-Venus ne reconnurent-il point leurs armes ; peut-être encore les deux preux refusèrent-ils de se rendre. Le sire de Tancarville, le bailli de Mâcon, Renaud de Forez, Jean de Chalon, Jean de Saarbruck, furent faits prisonniers avec cent autres nobles hommes, comme le maréchal de Bourgogne et un chambellan du duc de Normandie. L'archiprêtre tomba lui-même aux mains des Tard-Venus. Tout donne à croire que, tirés de la presse par les Tard-Venus à qui ils s'étaient rendus, les deux princes furent d'abord couchés sur ce gros bloc erratique que l'on voit encore aujourd'hui sur la dernière élévation des Barolles, et que les gens du lieu ont de tous temps appelé *la Pierre souveraine*. Une croix de fer y remplace l'antique croix de pierre qui la surmontait. Et, d'après une tradition locale, la croix de pierre posée là au lendemain de la bataille, avait toujours été religieusement remplacée quand elle venait à tomber. Quand ils virent que les deux Bourbons étaient mortellement blessés, les Tard-Venus,

aussitôt le combat fini, les firent reporter à Lyon, puisqu'ils ne pouvaient pas en attendre une rançon.

A Lyon, la consternation fut profonde quand on vit revenir les blessés, rapporter les morts. Mgr de Bourbon ne mourut pas le même jour, non plus que son fils, qu'il avait armé chevalier au commencement même de la bataille. Tous deux languirent chez le custode Guillaume de l'Espinace, où ils avaient été pieusement recueillis. « Et les vinrent moult bellement visiter les dames et les damoiselles de la ville, dont ils étoient bien amés, » dit le vieux chroniqueur.

La comte Jacques mourut au bout de trois jours ; son fils ne tarda guère à le suivre. On les inhuma provisoirement dans le couvent des Jacobins de la place Confort ; ils y restèrent de longues années, car c'est seulement en 1395, le 4 juin, que leurs dépouilles mortelles furent transportées à Vendôme.

La désolation fut profonde, car ce n'était pas seulement les morts que l'on pleurait, et l'on se lamentait sur cette armée de secours détruite, sur la ville abandonnée aux entreprises des Tard-Venus. Mais, à là vérité, ceux-ci n'étaient point rassurés sur les suites de leur victoire, et sans oser attaquer Lyon, où venait d'entrer le maréchal d'Audrehem avec des forces respectables, ils se retirèrent même complètement. Cette fois ils s'en allèrent dans le Vivarais, en un fief appartenant à Aymar de Roussillon, seigneur qui m'a tout l'air d'être leur complice. Là ils s'occupèrent de mettre leurs prisonniers à rançon. C'est de cette opération financière que je parlerai dans le chapitre suivant.

On s'accorde généralement à rapporter au Petit-Meschin toute la gloire de la bataille de Brignais. Cet homme de guerre devait encore connaître d'autres fortunes ; mais sa carrière fut courte. Six ans après sa victoire, il se fit battre et prendre par le bailli Huart de Raicheval, devant Orgelet, dans le Jura. Il dut payer rançon, et s'en tirer aux trois quarts ruiné.

À peine remis en liberté, il chercha les moyens de relever ses affaires. Les Anglais lui proposaient de capturer le duc Louis d'Anjou, dont ils tenaient à s'assurer, moyennant une très grosse somme. Le Petit-Meschin n'hésita point à tenter l'entreprise ; mais il fut surpris par les espions du duc, avec son coassocié Perrin de Savoie. Et ces deux hommes de guerre périrent obscurément, noyés dans la Garonne, à Toulouse, le 11 mai 1369. Au moins le Petit-Meschin eut-il cette consolation de mourir dans les eaux de sa patrie, quoique beaucoup d'érudits demeurent convaincus que cet homme de guerre était italien,

III - LES RANÇONS

J'ai dit qu'après leur victoire de Brignais les compagnies des Tard-Venus semblèrent effrayées de leur victoire, et que, loin de chercher à en pousser les conséquences en attaquant la ville de Lyon, elles se retirèrent dans le Vivarais. C'est qu'elles avaient à s'occuper d'une affaire pour elles extrêmement importante, qui était de mettre leurs prisonniers à rançon et de réaliser les sommes considérables qui allaient ainsi leur rentrer.

Tout aventureux que se montrèrent les gens de cette époque, ils furent encore plus pratiques, et la guerre leur était un métier fructueux, d'où ils prétendaient tirer le plus d'avantages possibles. Le bénéfice immédiat provenant du butin fourni par les dépouilles des morts, butin prélevé et partagé suivant les lois et coutumes rigoureusement observées par les routiers comme par les gens d'armes du roi, était d'une certaine importance, mais qui ne pouvait se comparer à ce que rapportaient les rançons. Tout homme de guerre pris dans la bataille était le prisonnier de celui à qui il avait rendu, suivant le cérémonial observé, son épée et son gantelet droit. Désormais il appartenait à son vainqueur, qui le prenait sous sa protection pour le tirer de la presse, et qui recevait sa parole de ne pas chercher à s'enfuir. Par la suite, on convenait de la rançon que devait payer le vaincu pour recouvrer sa liberté.

On comprend qu'aux hasards d'une mêlée il devenait souvent très difficile de savoir exactement à qui appartenait un prisonnier d'importance que se disputaient plusieurs hommes d'armes. Ainsi entouré, le chevalier courait risque d'être assommé ou percé de coups au cours de la rixe. Et l'on vit des chefs ordonner, pour empêcher le désordre, de mettre à mort sur place des prisonniers sur qui tant de gens intéressés ne pouvaient tomber d'accord. On a reproché, avec quelque raison, à Bertrand du Guesclin d'avoir fait ainsi massacrer tous les captifs après un combat où il avait eu l'avantage. La brutalité parfois féroce du Breton, qui fut si souvent mis à rançon, l'inspira mal en ces circonstances. Sans doute les hommes de guerre, si âpres à réclamer ce qu'ils considéraient comme leur dû, eussent accepté un arbitrage. Et plus d'une fois vit-on la justice saisie de semblables contestations, qui se jugeaient comme des procès ordinaires. L'arrêt de la cour une fois rendu faisait loi, et nul ne se permettait d'y contrevenir.

On comprendra que de pareils principes étaient faits pour encourager toutes les audaces. Entre la bataille rangée et le combat de détail, voire l'entreprise particulière, la différence n'était pas aisée à faire. Les ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles n'ont pas connu, non plus que le ^{xvi}^e, ces différences subtiles entre belligérants et non belligérants, que prétend régler notre époque. Les gens faits prisonniers par des troupes aussi peu régulières que le furent les routes des compagnies, ne se crurent pas autorisés à manquer à leur promesse ; et lorsque, mis en liberté, souvent sur leur seule parole ; ils auraient pu renier un engagement dicté par la force, tous se firent un point d'honneur de payer les sommes, encore qu'énormes, qu'ils avaient consenties après le combat.

Une des plus grosses rançons fut assurément celle de l'archiprêtre Arnaud de Cervoles. Pris par un de ses compatriotes, le bour de Monsac, le célèbre chevalier périgourdin s'adressa au roi pour qu'il payât une forte partie de sa rançon. Il est probable que, lorsque l'archiprêtre accepta de chevaucher avec sa *Compagnie blanche* sous la bannière de Jacques de Bourbon, comte de la Marche, ses conditions avaient dû être posées d'avance. C'était de tout usage que l'homme d'armes servant le roi reçut non seulement une entrée en campagne et une solde, mais encore que le roi l'aidât s'il venait à être pris par l'ennemi.

On sait que le roi Jean paya en cette circonstance une somme de quatre mille francs d'or, sans doute plus de huit cent mille francs de notre monnaie. Le maréchal d'Audrehem, qui s'était porté garant de l'archiprêtre vis-à-vis du bour de Monsac, fut chargé de payer en espèce sonnantes et trébuchantes. Et le roi n'en fut pas quitte envers l'archiprêtre, car il reconnaissait encore lui devoir trente mille francs d'or. Le créancier royal en réclamait cent mille ; mais il semble s'être contenté de recevoir en gage le château royal de Cuisery (Saône-et-Loire), qu'il s'empressa d'occuper.

Le comte de Tancarville fut mis en liberté sur sa parole ; il s'en alla tout d'abord à Lyon. Il y entra sans argent, et obtint de la ville un prêt de quinze cents florins pour ses premiers besoins. Cela représente un peu plus de deux cent mille francs de notre monnaie actuelle ; mais peut-être ne s'agit-il ici que de petits florins d'argent, la somme serait encore respectable. Les réserves d'espèces monnayées de cette époque semblent avoir été sans fin. Il est certain que les deux batailles de Poitiers et de Brignais coûtèrent à la France aussi cher que la dernière guerre avec l'Allemagne (1870).

Jean de Melun, comte de Tancarville, ne semble pas avoir eu de grandes difficultés à réunir sa rançon ; j'en ignore le chiffre, mais je pense que le roi dut la payer en majeure partie. Toujours est-il que, le 21 avril, il était de retour à Chalon-sur-Saône. Son frère,

Guillaume de Melun, chambellan du duc de Normandie, ne paya que mille francs d'or, ce qui est une bien petite somme en comparaison de la rançon de l'archiprêtre.

On peut juger par ces quelques chiffres des résultats de l'affaire de Brignais pour les Tard-Venus. On comprend aussi pourquoi ils tinrent à se retirer dans un pays sûr, comme l'était le fief de leur ami Aymar de Roussillon, tant ils avaient besoin de tranquillité pour passer leurs conventions, délivrer des sauf-conduits et en obtenir des autorités voisines pour ceux des compagnies qui accompagneraient les captifs jusque chez eux.

Je ne saurais trop revenir sur le caractère véritablement maçonnique que présentaient toutes ces compagnies de gens de guerre ; elles, obéissaient à des lois, à des coutumes toujours observées au milieu du pire désordre. Leur façon de guerroyer était réglée comme les passes d'un tournoi, on n'en enfreignait point les règles. Et les tribunaux eux-mêmes rendaient les arrêts exécutoires contre les coupables. Un exemple typique de ces mœurs de guerre nous est fourni par un homme d'armes anglais, Jean Berkeley, qu'un écuyer français, Jean de Chaponnois, avait fait prisonnier en Bretagne vers 1357. L'homme d'armes anglais, mis à rançon pour la somme respectable de quinze mille livres tournois, demanda un sauf-conduit pour aller chercher ses espèces. Jean de Chaponnois lui en fit donner un en due forme et attendit, tranquille, la fin de l'affaire, tant on était habitué à ne point manquer à de pareils engagements. Mais tout à coup il reçut une mauvaise nouvelle : son prisonnier avait été enlevé, au cours de son voyage, par deux écuyers bretons, qui prétendaient le garder tant qu'il ne leur aurait pas payé une rançon. Les deux braves étaient deux amis de Bertrand du Guesclin, Jean Hogar et Olivier de Porcon, écuyer du sire de Montaigu.

En apprenant ces choses, Jean de Chaponnois n'hésita point à envoyer aux deux écuyers une bonne assignation à comparaître devant le parlement de Rennes. Jean Hogar et Olivier de Porcon s'entendirent bel et bien condamner à restituer messire Jean Berkeley à son légitime propriétaire, et par surcroît à payer au roi une grosse amende, pour leur apprendre à mieux respecter à l'avenir les sauf-conduits.

Mais souvent les juridictions elles-mêmes, obéissant à des motifs de haine, commettaient les pires abus de pouvoir, comme le prouve la mort tragique du Tard-Venu Jean Doublet. Ce Jean Doublet avait fait prisonnier, à la bataille de Brignais, le maréchal de Normandie, Gérard de Thurey. D'un aussi grand seigneur il pouvait attendre une grosse rançon. Mais, soit que le maréchal ait subtilement amené Jean Doublet à ses fins par d'adroits discours, soit que le Tard-Venu ait vu de

grands avantages dans une combinaison plus haute, Gérard de Thurey fut relâché sans rançon ; il s'engageait seulement à faire rentrer le repentant Jean Doublet en grâce auprès du roi. Le maréchal de Bourgogne ne paraît pas avoir traîné les choses en longueur. La bataille s'était donnée le 6 avril ; le mois ne s'était pas écoulé, que Jean Doublet recevait ses lettres de rémission, scellées du sceau royal, par l'entremise du comte de Tancarville. Dès lors il pouvait vivre en paix, tous ses méfaits étaient chose oubliée et dont on n'avait plus le droit de parler sur cette terre. Et, par une faveur spéciale, une ordonnance royale le nommait sergent d'armes du roi. Ainsi mis en règle avec les autorités, Jean Doublet entra, au mois de mai, en la ville de Rive-de-Gier, avec six hommes d'armes, ses anciens compagnons, munis, comme lui de lettres de rémission.

Reconnus sans doute par quelques victimes de leurs violences antérieures, les Tard-Venus furent entourés d'une foule menaçante ; on les arrêta et on les jeta en prison. Leur procès semble avoir été mené assez sommairement ; on les accusait d'être entrés dans la ville pour la livrer aux compagnies. Une bien petite place dut être laissée à la défense, car dans la nuit même ils furent exécutés, les uns noyés, les autres pendus. Ainsi périt Jean Doublet, malgré ses lettres de rémission, et avec lui Jean de Viremont, Michel Bridon, Thomas du Cours, Jean de Lubersac, Jacques Vacenz et Eynard d'Assoyl,

Que tous ces compagnons eussent mérité de faire une mauvaise fin, c'est ce que l'on ne songera point à nier. Mais les circonstances de leur mort pouvaient sembler singulières. Doublet était sergent d'armes du roi, et son exécution fit grand bruit. Le chapitre qui l'avait jugé fut accusé du crime de lèse-majesté, pour avoir osé porter la main sur un homme au service du roi. Le chapitre assura qu'il avait agi de bonne foi, et l'on arrangea l'affaire, c'est-à-dire qu'il fallut financer, soixante francs d'or étaient réclamés comme frais de la procédure royale ; on les paya sans murmurer, en faisant lever sur les bourgeois une taille par le cellérier du chapitre, Me Pierre Revel. Mais les bourgeois trouvèrent peut-être que ce n'était pas payer trop cher la joie d'avoir fait noyer et pendre quelques-uns de ces Tard-Venus.

IV - HISTOIRE DE SÉGUIN DE BADEFOLS ET DE LA COMPAGNIE LA MARGOT

Je veux conter aujourd'hui les hauts faits de messire Séguin de Badefols ; car cet homme de guerre, qui pendant dix années fit trembler deux provinces de France, semble, par une injustice de la fortune, avoir été laissé dans l'oubli. L'histoire de messire Séguin porte en soi une moralité, c'est l'incertitude absolue des chemins qui mènent à la gloire, que l'on veuille y atteindre par le nombre de ses crimes ou par les singularités de ses vertus. Sans doute, si ce grand routier se garda de faire le bien comme du plus grand dommage, ne fit-il pas assez de mal pour que son nom demeurât fameux. Et, par une ironie du sort, messire Séguin, qui chevaucha en son temps à la tête de dix mille armures de fer et resta maître de la vie et des biens de tant de gens grands et petits, n'est plus connu aujourd'hui que de quelques savants et aussi peut-être par les rats, qui, dans des greniers encore inexplorés, rongent la nuit les parchemins où nous pourrions trouver de précieux renseignements sur sa vie.

Au contraire de tant de cadets ou bâtards qui, en ces époques troublées, durent demander aux armes leur subsistance, messire Séguin était fils très légitime et, qui plus est, aîné, du noble homme Séguin de Gontaut, sire de Badefols-la-Linde, en Dordogne, et de la noble dame Marguerite de Bérail, mariée le 15 juin 1329.

Vers 1350, messire Séguin, le fils, guerroyait avec le roi de Navarre, Charles le Mauvais, c'est-à-dire contre la France avec l'Anglais. Plus tard, du reste, on le voit prendre le titre de lieutenant du roi de Navarre, et c'est en son nom qu'il prend villes et châteaux, dont ce vassal avisé se donne bien garde de laisser une part à son suzerain.

De tous les grands chefs des Tard-Venus, messire Séguin de Badefols me paraît avoir été le plus pratique ; nul ne considéra mieux la guerre à son point de vue purement objectif, et il s'enrichit par les pillages et les rançons. Au reste, si l'on a vu certaines époques faire profession de patriotisme, — et, entre toutes, ces époques ont été les moins belliqueuses, — celle de la guerre de Cent ans ne paraît pas s'être inspirée d'une idée aussi haute. Au moins eut elle ce mérite de dépouiller toute hypocrisie. Les hommes de ce temps firent la guerre impitoyable, la poussant avec une inflexible logique jusqu'à ses dernières conséquences, c'est-à-dire jusqu'à s'emparer, corps et biens, de la personne et de la famille du vaincu. Les chefs des compagnies ne se piquèrent

point de chevalerie, et d'ailleurs cette institution débile, basée sur le culte de la femme, culte toujours foulé aux pieds à la guerre, était partout en décadence et ne représentait plus qu'une sorte de code du bon ton. Pouvait-on parler de chevalerie à une noblesse qui, il y avait cinquante ans, était partie pour la Flandre en se jurant de ne recevoir aucune femme à merci ? Car la reine, femme de Philippe le Bel, mortellement offensée du luxe des bourgeois flamandes qui éclipsait le sien, avait de ses mains distribué de grandes broches aux chevaliers français, en leur recommandant, — dans un langage de poissarde qu'atténue le mauvais latin du chroniqueur, — « d'embrocher ces trues flamandes. » Les nobles hommes aux broches trouvèrent sur leur route le canal de Courtray et les milices armées de plançons.

Ainsi patronné par Charles le Mauvais, messire Séguin donna carrière à son activité ; et ses exploits dans le Beaujolais et le Lyonnais, où il se rendit après le traité de Brétigny, à la tête de sa compagnie dite la Margot, comptant près de dix mille combattants, suffiraient à remplir une longue chronique. Il ne fut pas de ceux qui, lors du premier arrangement intervenu entre le pape et les Tard-Venus, passèrent en Italie, comme le fit l'Anglais John Hawkwood. J'estime qu'il eut grand tort, car la fortune du condottiere que les Italiens appelèrent Giovanni Acuto dépassa, dans le Milanais et la Toscane, ce que pouvait raisonnablement espérer un chef de Tard-Venus en France. Son grand portrait équestre se dresse, peint en grisaille par Paolo Uccelli en 1436, sur une muraille de Santa-Maria-del-Fiore, à Florence, comme un souvenir tangible de sa gloire militaire vantée par le Pogge.

De messire Séguin de Badefols nous n'avons point de portrait authentique ; son histoire est peu connue, et, s'il s'empara des villes de Brioude et d'Anse, il ne les garda que peu de temps et n'en fut jamais reconnu seigneur. Tout au plus s'en proclamait-il capitaine pour le roi de Navarre. C'est que la France était un pays où le régime féodal était trop profondément enraciné pour que des aventuriers pussent s'y tailler des principautés indépendantes, comme cela se voyait chaque jour de l'autre côté des monts.

Après la défaite de l'armée royale à Brignais, arrivée le 6 avril 1362, et dont messire Séguin fut un des principaux auteurs, il paraît être devenu tout-puissant. Le 13 septembre 1363, il s'empara de la ville de Brioude, la rançonna, la met à sac sans cependant la quitter. Il l'occupe même pendant une année, et ne l'évacue que quand elle lui a payé une grosse somme. Brusquement alors, par un coup de maître, il s'empare d'Anse-sur-Saône, à cinq lieues de Lyon seulement. La prise de cette place forte terrifia le pays environnant, dont Séguin devenait le vrai roi. Comme Capitaine de Charles

le Mauvais, il délivre des sauf-conduits ; car nul ne peut passer en vue d'Anse ou de ses environs sans être rançonné ou sans être muni d'un passeport signé par messire Séguin. Et il les vend fort cher. A lire ces documents, car il nous en est resté quelques-uns, on est frappé de la tournure héroïque des phrases : cela tient de la rodomontade espagnole et de la proclamation d'un roi d'armes. Mais il faut tenir compte de l'esprit processif et cérémonieux du temps :

« Sachez tous que moi, Séguin de Badefols, capitaine d'Anse pour le roy de Navarre, ai donné bon, sauf et sûr conduit à..., afin que lui et les siens puissent aller et venir par eau et par terre, par le royaume comme par la terre d'Empire, eux et leur suite. Et c'est pourquoi je mande à tous mes bienveillants *alliés* et *sujets* de ne point leur faire ni leur laisser faire de mal, dommage, etc... »

Quand on pense que messire Séguin émettait de pareils mandements au moment même où le roi de France lançait des ordonnances contre toutes les compagnies de Tard-Venus, la Margot comme les autres, « *societas dicta la Margot*, » enjoignant à tous les corps, villes, gens des bourgs et des champs, de courir sus à ces bandits et de les tuer comme « bêtes nuisibles », on se demande si toutes ces proclamations, dont chacun se montrait si prodigue, n'étaient point écrites dans un style conventionnel, comme celui de la procédure moderne.

Ces ordonnances d'ailleurs, si grosses de menaces, ne rendaient point grand effet. Les troupes royales ralliées après Brignais durent abandonner le Lyonnais pour marcher contre les Navarrais vainqueurs à Auray. Les garnisons des villes n'avaient point à courir les champs ; seule la compagnie du maréchal d'Audrehem possédait quelque mobilité ; mais elle ne pouvait être partout à la fois et n'était pas assez puissante pour chasser Séguin de son château d'Anse. Celui-ci négociait avec le duc de Bourgogne, dans l'espoir de se faire embaucher. Ayant dû y renoncer, il changea, — pourrait-on dire, — son bâton d'épaulé, et prépara une expédition pour enlever le duc lui-même et le mettre à rançon. Cette entreprise, qui eût enrichi puissamment son auteur, échoua par la maladresse de quelques espions qui se laissèrent découvrir et que la torture fit parler. Messire Séguin dut chercher ailleurs ; et bientôt il entra en arrangement avec les chanoines de Lyon, seigneurs d'Anse, pour leur rendre la place moyennant six cent mille francs environ (pouvoir d'argent actuel). Mais les pourparlers traînaient en longueur, et le grand routier ne semblait point pressé d'évacuer son château. Les menaces de Bertrand du Guesclin durent hâter la conclusion de cette affaire. Déjà le 20 juillet 1365, messire Séguin avait donné au pape Urbain V promesse

formelle de quitter le pays, moyennant une absolution complète et le payement en deux termes de la somme convenue, le premier exigible à Anse en août, le second à Rodez en Noël suivant. C'est seulement au mois de novembre que Séguin évacua Anse avec la Margot : Bertrand du Guesclin les emmenait en Espagne. Mais, durant la route, liés gens de messire Séguin se conduisirent assez mal, pillant un peu partout sur leur passage, notamment à Montbrison, où ils furent formellement accusés d'avoir dérobé huit porcs, trois couvertures, trois draps et un manteau ouvré ; c'était tout ce que possédait l'hôpital !

Mais, en passant les monts, messire Séguin de Badefols fut pris d'une fâcheuse inspiration : celle de s'arrêter auprès de Charles le Mauvais, qui restait lui devoir quelque argent pour les chevauchées précédentes. Grave imprudence, comme c'en sera toujours une à un créancier de se mettre absolument aux mains de son débiteur ! Séguin mourut chez le roi de Navarre.

« Dou dit monsieur Seghin, dit Froissart, ne sçai-je plus avant, fors tant que j'ay oy depuis compter qu'il mourut assès merveilleusement. Diex li pardoinst tous ses meffais ! »

Une vieille chronique dit que Séguin mourut à Pampelune du feu Saint-Antoine. Ce feu Saint-Antoine ne trompa personne, c'était le poison de Charles le Mauvais : Ainsi le roi de Navarre paya-t-il son compagnon d'armes. Sans doute même mit-il la main sur ses trésors, qui devaient être considérables.

Les grandes Chroniques de France disent que messire Séguin fut empoisonné avec du réalgar, qui est le sulfure rouge d'arsenic, qu'on lui donna dans des confitures de coings ou de poires.

Il ressort d'une pièce de 1367 que le père de messire Séguin de Badefols touchait, comme son héritier universel, les arrérages de la rançon d'Anse.

V - HISTOIRE DE LA RANÇON DU ROI JEAN

Quand les Tard-Venus s'emparèrent du Pont-Saint-Esprit, comme nous l'avons raconté, ce n'était pas seulement pour se procurer une place militaire de première importance. Ils espéraient, du même coup, gagner une énorme somme d'argent ; car c'était dans cette place que devait se trouver un des quartiers de la rançon que le roi Jean, fait prisonnier à Poitiers, payerait au roi d'Angleterre.

Ce quartier de la somme totale, qui était de six cent mille francs d'or, avait été levé par des « aides » sur les sénéchaussées de Carcassonne, de Toulouse et de Nîmes. Mais les Tard-Venus arrivèrent trop tôt au Pont-Saint-Esprit. Quand ils prirent cette place, le 26 décembre 1360, l'argent n'y était point encore arrivé. Le sénéchal de Beaucaire, Jean Souvain, y attendait les commis du trésorier de Nîmes qui accompagnaient les espèces. Il n'y trouva qu'une mort glorieuse en défendant les remparts contre les routiers.

Le lendemain de l'événement, Jean de Lunel et Jean Gilles, commis du trésorier de Nîmes, arrivèrent à Avignon avec les sacs de cuir remplis d'or. Apprenant la victoire des gens des Compagnies, ils eurent sujet de se réjouir de leur retard et s'en retournèrent à Nîmes avec le produit des aides providentiellement échappé à l'avidité des routiers.

La rançon du roi Jean, tant à cause des malheurs du temps que de la pénurie d'argent, ne se paya que lentement, et, plus d'une fois, les sommes péniblement réunies faillirent devenir la proie des aventuriers qui désolaient le royaume. Le roi avait quitté l'Angleterre, où Édouard lui donnait la plus fastueuse des hospitalités, sitôt que les clauses du traité de Brétigny avaient été arrêtées. Le mercredi 8 juillet 1360, il débarqua à Calais, où il s'installa ; car il s'était engagé à n'en pas sortir jusqu'au parfait paiement du premier quartier de sa rançon. J'ai dit qu'elle avait été fixée à six cent mille francs ; cette somme représente environ deux cent cinquante millions de nos jours. Pour réunir tout cet argent, on s'ingénia de mille manières, et le roi trouva un moyen assez singulier, mais qui est bien dans les mœurs du temps.

Le seigneur de Milan, Galéas Visconti, désireux pour son fils d'une union royale, avait fait proposer au roi Jean de l'aider de ses finances s'il voulait disposer en faveur de Jean Galéas de la main de sa fille Isabelle. Le roi Jean accepta le marché, et la princesse,

âgée de onze ans, fut fiancée au jeune Jean Galéas Visconti, auquel elle apporta en dot le comté de Vertus. Ainsi, pendant bien des années, l'abominable Jean Galéas porta-t-il, comme seul titre officiel, celui de *comte de Vertus*. Le nom pouvait prêter à la plaisanterie, porté par un homme auquel on ne connaissait que des vices, et qui ne grandit, comme l'a dit M. Durrieu, qu'à force d'intrigues, de trahisons, de violences et de crimes. Sous ce rapport, notre époque semble être visiblement en progrès.

Le roi d'Angleterre avait quelques raisons pour faire des largesses : il venait de toucher l'argent de la rançon de son royal prisonnier. Les espèces rassemblées à grand'peine avaient été mises en sûreté à Saint-Omer, dans le trésor de l'abbaye de Saint-Bertin, puis de là dirigées sur Calais. Jean retourna à Paris, quittant Calais le 25 octobre.

On a dit que les chefs de bandes, qui occupaient alors toute la France, avaient obligé le roi Jean à leur payer une seconde rançon lorsqu'il traversa le pays entre Calais et Paris. Il n'en fut rien, en vérité : on a mai présenté les choses. Après le traité de Brétigny, le dauphin Charles, régent du royaume, s'occupa de faire évacuer par tous les routiers, quelle que fût leur nationalité, les forteresses qu'ils détenaient en Normandie comme ailleurs. La plupart ne consentirent à évacuer leurs châteaux que contre une indemnité en argent. Tandis que le roi Jean revenait, on s'occupait de payer à ces partisans les sommes dont on était convenu. C'est ce qui a fait tomber bien des historiens dans une erreur que font mieux comprendre les événements qui se passèrent pendant les quelques années d'occupation de certaines provinces par les Tard-Venus.

Le roi Jean trouva le séjour de Paris moins gai, sans doute, que celui de Londres. Il regrettait les fêtes sans fin où il avait vécu d'une douce vie chevaleresque près de son cousin Édouard d'Angleterre. Cette France ruinée ne pouvait pas donner beaucoup de plaisir, et le spectacle de ses maux appelait plutôt la tristesse. En parcourant les diverses provinces de son royaume, le roi Jean put mesurer l'étendue du mal : il n'était pas homme à y apporter grand remède. Cet amateur de chevauchées ne fut point un organisateur,

Aussi prit-il occasion de la fuite du duc de Berry, un de ses otages auprès du roi d'Angleterre, pour retourner chez son cousin Édouard lui porter ses excuses. Il s'embarqua à Boulogne-sur-Mer le 3 janvier 1364, et arriva à Douvres le lendemain. Pendant quelques mois il vécut heureux, exempt de soucis, dans les tournois, les fêtes et les chasses ; puis il tomba malade au mois de mars, et mourut à Londres le 8, vers

l'heure de minuit.

Il dut pardonner facilement à celui de ses fils qui lui avait fait entreprendre son dernier voyage. C'était le duc de Berry, un des quatre otages dits des Fleurs de Lys, qui avaient dû être remis au roi d'Angleterre, en garantie des clauses du traité de Brétigny. Les trois autres étaient les ducs de Bourbon, d'Anjou et d'Orléans. Ces hauts seigneurs ne semblaient point avoir accepté leur otagerie de bonne grâce. Déjà, par les difficultés qu'ils firent pour se remettre aux mains des Anglais, ils avaient attiré bien des ennuis au roi, alors en résidence à Calais. Avant que la rançon fût payée, les otages furent mis en liberté par Édouard, mais sous certaines conditions : ils devaient remettre des terres et de l'argent en garantie. En attendant que ces diverses conditions fussent réglées, on les laissa à Calais, prisonniers sur leur parole. Le duc de Berry ne se crut pas enchaîné par la sienne, et il donna dans l'incident qui suit la mesure de cette faiblesse de caractère dont il ne se départit jamais. Un beau jour il demanda au roi d'Angleterre la permission de se rendre en pèlerinage à Notre-Dame de Boulogne, et il fit serment solennel de revenir une fois son vœu accompli. La permission lui fut accordée, et il partit ; mais il oublia de revenir. Il avait vu à Boulogne sa jeune femme, et les charmes de la duchesse le retinrent, tant était grande sur cette nature molle et sensible l'influence d'une femme. Sans souci de son serment, il la suivit en Bretagne, d'où il refusa absolument de revenir, malgré les représentations de son frère Charles, duc de Normandie, dauphin de France.

J'estime qu'en cette affaire le roi Jean montra la plus coupable insouciance. Il pouvait poursuivre le fugitif et même le forcer à retourner à Calais ou à se déclarer rebelle ; mais il est probable que le souvenir des fêtes de Windsor parlait surtout à son cœur quand il résolut de retourner en Angleterre.

Il est très fâcheux que la France ait pu payer la rançon du roi Jean. L'incapacité absolue de ce prince n'était pas pour en faire désirer le retour, et il ne fit que du mal au pays par son incurie et sa prodigalité. Le règne réparateur de Charles V rétablira à grand-peine les choses en leur état jusqu'à ce que la folie de Charles VI, la perfidie du duc de Bourgogne et l'indifférence des oncles du roi rejettent la France dans les horreurs de l'invasion, du démembrement et de la guerre civile, comme si notre malheureux pays était fait pour montrer qu'il a toujours pu supporter les calamités plus qu'humaines, sans perdre ni son courage ni son incroyable vitalité.

L'ARCHIPRÊTRE ARNAUD DE CERVOLES

I — L'ARCHIPRÊTRE À LA BATAILLE DE POITIERS

Entre toutes les connaissances humaines, l'histoire abonde en incertitudes et en injustices. Plus qu'aucune autre elle reflète nos passions et notre ignorance, et elle ne semble pas, comme certaines, — susceptible de bien grands progrès. Car, soucieux de relier tous les faits en un faisceau commun, en un système qui aboutisse à une conception philosophique, c'est-à-dire purement d'actualité politique, la plupart des historiens se sont complu à établir des réquisitoires où le passé apparaît comme un accusé à qui on refuse la parole pour se défendre. Ou bien on le fait parler, et sa position devient plus mauvaise encore ; car pour le plus grand nombre d'entre nous il parle une langue morte en laquelle il exprime des idées auxquelles notre esprit, insuffisamment préparé, refuse le plus sommaire examen.

C'est envers les hommes des époques très fortes, comme le fut le moyen âge, que les écrivains de notre temps ont déployé la suprême injustice ; car ils ont voulu toujours leur appliquer la mesure de nos idées, de nos intérêts et de nos passions. Et il

semble qu'ils ne peuvent leur pardonner, à ces hommes, d'avoir eu sur le gouvernement des données tout autres que celles de la démocratie moderne, qui ne reconnaît nulle autorité, vint-elle d'un homme ou vint-elle de Dieu.

L'exemple de l'archiprêtre Arnaud de Cervoles m'a paru typique de cette manière étroite et partielle de concevoir et d'écrire l'histoire. Aussi essayerai-je de la conter avec le ferme propos de me tenir dans l'équité stricte et dans la vérité,

Messire Arnaud était d'origine périgourdine ; certains, sans grandes preuves à l'appui, ont cru pouvoir en faire un Talleyrand-Périgord. Il est à croire que son origine fut plus modeste toutefois sans que sa noblesse soit douteuses. Très jeune encore, par une fidélité rare dans ce Périgord, qui tint toujours pour l'Anglais avec plus ou moins de franchise, il entra au service du roi de France comme homme de guerre, sans doute comme capitaine d'une bande de soudoyers qu'il avait réunis et formés en compagnie. D'un caractère avisé, il comprit vite qu'à la cour, comme partout ailleurs, il est mauvais de ne pas avoir de protecteur, et il s'attacha au favori du roi, ce Charles d'Espagne, fait comte d'Angoulême et connétable de France. Arnaud de Cervoles ne tarda pas à lui plaire, et le connétable vit en lui un de ces hommes d'action chez qui la tête est aussi forte que la main, et il l'employa dans des entreprises de guerre comme dans des négociations subtiles.

Mais bientôt le tout-puissant favori mourait assassiné par Charles le Mauvais. Arnaud songea à se pourvoir. Rapidement il fit occuper par ses gens de guerre, toujours sur pied pour combattre les Anglais, trois des châteaux de son protecteur, Cognac, Merpins et Jarnac. Tout alla bien jusqu'au jour où le maréchal Jean de Clermont vint en personne sommer messire Arnaud de lui remettre, au nom du roi Jean, les trois forteresses. Sans entrer en rébellion ouverte, l'avisé Périgourdin répondit qu'il tenait ces lieux fortifiés pour le roi, mais qu'il ne pouvait s'en remettre à un autre qu'à lui-même pour les avoir en bonne garde. Le maréchal n'insista pas ; il était d'ailleurs ami de cour d'Arnaud, et sans doute était-il habitué à de semblables refus. L'autorité royale était surtout faible, à cette époque, contre ses propres défenseurs. Le roi ne semble pas, du reste, lui avoir tenu rigueur ; car, au sujet d'une rente qu'il a accordée à Arnaud, et qui n'a pas été payée, on le voit peu après lui donner un château royal, Château-neuf-sur-Charente, avec la terre qui en dépend.

Non plus que tout autre homme, messire Arnaud ne devait échapper à l'envie. Et beaucoup, mécontents de voir sa fortune monter, cherchèrent à lui attirer quelque mauvaise affaire d'où il ne pût aisément se tirer. Il ne fut pas difficile à cette poignée

de jaloux de trouver un porte-parole : l'écuyer Huart de Roncevaux accusa messire Arnaud de Cervoles du crime de lèse-majesté, et le fit assigner devant le maréchal de Clermont. La mollesse de celui-ci à poursuivre irrita l'accusateur, qui accumula contre Arnaud de nouvelles charges, et ne craignit pas d'avancer que ce félon vassal voulait livrer les trois châteaux aux Anglais, et comme argument suprême il déférait Arnaud au jugement de Dieu, c'est-à-dire qu'il l'appelait en duel. Ce duel judiciaire n'eut pas lieu, et Huart de Roncevaux en fut pour ses démarches. Toutefois Arnaud de Cervoles dut rendre les trois châteaux qu'il n'avait pas cessé de détenir. À ce prix il s'en croyait quitte, quand une nouvelle affaire lui tomba sur les bras.

Pendant son absence, ses hommes d'armes de Jarnac avaient voulu, eux aussi, garder le château pour s'y maintenir en ferme et entière indépendance. Et, pour faire acte de franchise, ils avaient pillé la ville, saisissant comme prétexte quelques discussions un peu vives avec les habitants. Arnaud ne paraît pas avoir pris ces choses en douceur. À ces nouvelles, il partit en hâte pour Jarnac, et, sitôt arrivé, il jugea et fit exécuter sur l'heure trente et un de ses gens. Ses ennemis, en cette occasion, cherchèrent de nouveau à le perdre, en essayant d'apitoyer le roi sur le sort de ces soudards ainsi pendus sommairement. Mais leur tentative n'eut point d'autre succès que d'inquiéter Arnaud, qui se couvrit en se faisant donner des lettres royales de rémission pour la mort des trente et un pillards de Jarnac.

Ainsi se termina, le 27 août 1354, cette affaire, d'où messire Arnaud se tira à son avantage. Dès lors la faveur du roi ne lui fera plus défaut. Chargé de missions secrètes, il opère tour à tour comme diplomate et comme homme de guerre, menant ses routes contre les Anglo-Navarrais qu'il bat en quelques rencontres. À partir de cette époque, il est nommé couramment l'Archiprêtre. Ce vocable, singulier pour un homme de guerre, mérite quelque explication. À ces époques, on voyait assez souvent un laïc titulaire d'un bénéfice ecclésiastique, dont il prenait le titre sans en exercer la fonction, à laquelle il se trouvait impropre. Arnaud de Cervoles possédait au temporel l'archiprêtré de Vélignes, dans le diocèse de Périgueux. On sait qu'un archiprêtré est un curé doyen.

La bataille de Poitiers fut pour l'archiprêtré un théâtre de belles actions et de prouesses, dont les chroniques contemporaines ont gardé bonne mémoire. Il y combattit à une place d'honneur, sous la cotte d'armes armoriée de France, en lieu et place du jeune duc Charles d'Alençon, trop jeune pour aller à la guerre de sa

personne. Certes, si l'archiprêtre eût été le petit routier, le mauvais bandit que disent tant d'historiens, je ne crois pas que Madame Marie d'Espagne, duchesse d'Alençon, mère du jeune duc et cousine germaine du connétable, assassiné par le roi de Navarre, l'eût choisi comme noble homme d'armes devant porter les couleurs des Alençon sur le champ de bataille. Marie d'Espagne n'eut point à se repentir de son choix. Non content de déployer dans ses armes un luxe tel que dans l'armée on le confondait avec le roi lui-même, l'archiprêtre fut de la première charge de la journée, comme de la lutte suprême où Jean le Bon rendit son gantelet à Denis de Montbègue, chevalier d'Artois.

Au commencement de cette fâcheuse journée, l'archiprêtre combattit comme soutien de cette belle avant-garde nommée la bataille des maréchaux, avec les Allemands de Nidau, Nassau et Saarbrück, et sous les ordres des deux maréchaux de Clermont et d'Audrehem. Le connétable Gauthier de Brienne commandait cette charge, qui fut défaite entre les haies du plateau et reconduite en désordre. Mais, quand le roi mit pied à terre pour attendre le choc de l'Anglais, l'archiprêtre était auprès de lui ; ils furent faits prisonniers en même temps, sans que les blessures dont était couvert Arnaut l'empêchassent de frapper de grands et rudes coups.

Sans doute le roi payait-il sa rançon. Toujours est-il que l'archiprêtre ne resta pas longtemps en captivité ; car, au mois de mars suivant (1357), il est un des commissaires royaux chargés de régler les affaires litigieuses avec les Anglais dans le Limousin et le Berry. Dans cette dernière province, il venait d'acquiescer une situation prépondérante par son mariage avec la noble dame Jeanne de Graçay, veuve d'André de Chauvigny, seigneur de Levroux, et qui lui apportait de nombreuses seigneuries et châtellenies.

J'hésite de plus en plus à considérer comme un bandit cet archiprêtre qui menait un tel état dans le monde. Ou bien alors le brigandage était la règle, et la société entière du XIV^e siècle doit être condamnée. J'ai relevé avec soin les faits et gestes de l'archiprêtre sans y trouver jusqu'ici d'autre peccadille que l'occupation des châteaux de Charles d'Espagne. On a vu que le roi Jean s'en était médiocrement inquiété. Il faudrait d'ailleurs posséder toutes les pièces du procès et savoir au nom de qui l'archiprêtre agissait en faisant ainsi main-mise sur une partie de l'héritage de son protecteur. Peut-être fut-il le défenseur discret d'intérêts de famille ? C'est ce qui n'a pas encore été éclairci.

Au mois de juillet 1358, on trouve l'archiprêtre à la tête de plusieurs compagnies de gens de guerre se dirigeant vers la Provence. De longs entretiens s'étaient passés à traiter cette question de l'exode des routiers entre lui et les membres du conseil royal.

Certes, ce ne fut pas sans des instructions précises du régent et de ses conseillers que l'archiprêtre entreprit cette expédition dans une province nullement française et qui était terre d'Empire. On n'oubliera pas qu'à ce moment les compagnies de soudoyers sans emploi commençaient à se grouper pour piller la France, Anglais comme Français prétendaient vivre sur le pays, et ils le foulèrent cruellement pendant dix ans. Jamais on n'a trouvé le nom de l'archiprêtre mêlé à celui des Tard-Venus de toutes langues ; on sait toutefois qu'il les combattit à Brignais, où il demeura leur prisonnier. Ces quelques données sont indispensables pour bien comprendre les événements qui feront le sujet de notre second récit.

II — L'ARCHIPRÊTRE EN PROVENCE ET EN NIVERNAIS

Les compagnies que commandait Arnaud de Cervoles étaient installées dans le Limousin ; c'est de là qu'il partit avec elles pour envahir la Provence, sans doute sur un ordre du conseil royal de mars 1357. Un prétexte s'était offert d'ailleurs pour faire passer ces gens de guerre sans emploi sur la terre d'Empire. Le sire des Baux, de cette maison provençale qui fut surtout sicilienne, et dont les intérêts non plus que les aspirations n'eurent jamais rien de français, avait demandé secours dans des querelles où il était engagé contre la maison d'Anjou-Sicile. La Provence, répétons-le, n'était nullement française ; il lui a fallu des siècles pour réussir à le devenir à demi. Fief impérial, tenu par la maison d'Anjou, elle se croyait à l'abri de la guerre anglaise comme de toute invasion. L'entrée des compagnies de l'archiprêtre fut pour elle comme un coup de foudre ; elle s'adressa à toutes les autorités de la terre, appela l'empereur à son secours par l'entremise du pape, et fit écrire au roi de France.

Mais l'empereur, sachant sans doute quels vassaux incertains étaient ces Méridionaux latins, préoccupé aussi d'affaires plus graves, les laissa se défendre eux-mêmes. La ville de Marseille prit une attitude héroïque, qui s'explique par l'importance de ses richesses exposées à un coup de main. Le 14 septembre, sa municipalité vote la mise sur pied de mille piétons et de mille gens d'armes, la restauration des fortifications, où flottera la bannière de la reine Jeanne de Naples à côté du drapeau de la ville, qui portait l'image de saint Victor. Ces grands préparatifs ne paraissent pas avoir beaucoup intimidé l'archiprêtre. Promenant lentement ses compagnies par le pays, il leur faisait faire le dégât sans livrer grand combat. De temps à autre se contentait-il de repousser les troupes qui le suivaient et de leur infliger quelque défaite. Ainsi, marchant à petites journées, il arriva sous les murs de la grande cité orientale, qui vivait à l'ombre du pavillon napolitain. Il brûla quelques maisons des faubourgs et dévasta la campagne, tandis que les Marseillais s'apprétaient à repousser un grand assaut dont l'archiprêtre leur avait adroitement fait connaître la date probable. Il avait, en effet, chargé un messenger d'une lettre où il annonçait qu'à un jour donné il ferait l'escalade de la ville. Ce messenger, au lieu de porter la lettre au destinataire quelconque qu'avait désigné Arnaud, se fit prendre par les Marseillais, comme les instructions de

l'archiprêtre le lui commandaient.

Mais, tandis que la cité s'appêtait à repousser l'attaque attendue, Arnaud se jetait brusquement sut les tours d'Aix, qu'il enlevait de haute lutte. Il y eut là un sac dont le tour d'esprit des Provençaux dut singulièrement noircir et amplifier les horreurs. Puis il mit le siège devant Aix sans arriver à forcer cette ville, qu'il se souciait sans doute peu de prendre. Le but, tout politique, qu'il poursuivait était de faire vivre les compagnies sur une terre étrangère, et de les tenir à la disposition de la France s'il fallait guerroyer contre l'Anglais. Il s'en fallait malheureusement de beaucoup que les routiers épousassent cette manière de voir. Les déboires de l'archiprêtre semblent avoir, dès cette époque, dépassé la commune mesure ; car, tandis que les peuples de Provence élevaient contre lui des plaintes que grossissaient les trouvères, les gens des campagnes de France, pareillement foulés par des routiers de toutes sortes, rendaient l'archiprêtre responsable de leurs souffrances.

À toute époque les foules ont été simples. Les notions compliquées leur échappent, et elles aiment à donner, vaille que vaille, un corps à leur idée. L'archiprêtre, qui était un homme d'armes réputé, représenta pour elles les gens de guerre, et il fut l'auteur de toutes les violences qu'ils commettaient. Arnaud de Cervoles fut l'Antéchrist de son temps.

Cependant il s'épuisait en efforts pour retenir ses hommes, qui se débandaient pour retourner en France faire une guerre plus facile contre les paysans, qui ne se défendaient pas. Et, quand il lui fallut s'opposer aux Anglais, qui menaçaient la Sénéchaussée de Beaucaire, il se demanda, inquiet, si les compagnies consentiraient à le suivre. La médiation du pape Innocent VI mit un terme à ses embarras ; la paix se fit, à la grande satisfaction des parties. L'archiprêtre s'en fut en Avignon, où le pape lui ménagea une réception « comme s'il eût été fils au roi de France ». C'est qu'en effet messire Arnaud ne représentait point dans cette affaire un petit chef de routiers, mais bien un agent politique du roi, chargé d'une mission d'importance capitale à quoi il se consacra tout entier, et où il devait laisser sa vie.

De sa fidélité à son roi, la preuve n'était plus à faire ; car, lorsque aux prises avec les pires difficultés il retenait à grand'peine les compagnies sous les murs d'Aix, il avait reçu des propositions d'Étienne Marcel, le traître prévôt, qui avait suscité la Jacquerie du Beauvaisis et espérait voir ce mouvement s'étendre sur toute la France, et qui voulait, sous couleur de révolution démocratique, livrer Paris aux Anglo-Navarrais,

lui demandait de marcher avec lui et de le rejoindre en lui amenant les compagnies. L'agent d'Étienne Marcel s'en alla sans avoir rien obtenu de l'archiprêtre, et voilà le grand grief des historiens de « l'école libérale » contre messire Arnaud de Cervoles.

C'est au mois de septembre 1358 que l'archiprêtre quitta la Provence, pour rentrer en France avec les compagnies, qu'il ne pouvait pas quitter. Comme une tunique de Nessus, cette association militaire est collée après Arnaud, jamais il ne pourra la dépouiller. Aucun autre homme, d'ailleurs, n'oserait assumer pareille charge. L'archiprêtre est condamné à traîner partout cette armée avec lui, elle ne l'abandonnera plus. Tout comme l'essaim d'abeilles se groupe autour de sa reine, les routiers entourèrent Arnaud, non pas tant pour lui obéir que pour profiter de sa direction. Le jour où il voulut en purger la France, il périt assassiné.

Le grand conseil le nommait, peu de temps après son retour, conseiller du roi, de monseigneur le régent, et leur lieutenant à Bourges, en Berry et en Nivernais. Les services qu'on attendait de lui expliquent ces hauts titres. Il s'agissait de chasser du Nivernais les bandes anglo-navarraises qui l'infestaient, et de ramener à l'autorité du roi une province qui n'avait pas la docilité comme plus grande vertu.

On a dit que le choix du régent fut dicté par Madame Marguerite de France, comtesse de Flandre. La fille de Philippe le Long eut sans doute à cette époque quelque intérêt à faire nommer l'archiprêtre lieutenant royal en Nivernais, et il s'agissait là de quelqu'une de ces intrigues de cour dont les ressorts demeurent cachés. En toute cette affaire, comme on le verra par la suite, la comtesse Marguerite n'eut en vue que ses plus mesquins intérêts.

Dès le mois d'octobre l'archiprêtre avait rassemblé le ban, sans doute pour remplir les vides continuels que la désertion faisait dans ses rangs. La plupart des routiers préféraient mener la vie de brigands qu'aller à la guerre, où il y avait plus de coups à recevoir que de butin à gagner. Il refondit alors ses troupes et embaucha tous les gens de guerre sans emploi, des Bretons, des Gascons, des Anglais, sous le commandement de seigneurs appartenant, pour la plupart, à la plus haute noblesse, tant la renommée militaire de l'archiprêtre était solide.

La campagne semble avoir été menée assez mollement. On traitait surtout en ce moment, et on se souciait peu de se battre. Les hostilités traînaient ; on attendait une paix dont les conditions se débattaient avec la plus grande lenteur, et qui ne devaient aboutir que deux ans plus tard. Arnaud de Cervoles paraît d'ailleurs avoir été un homme de guerre à l'esprit très pratique, plus porté à rechercher les solutions avan-

tageuses que les grands coups d'épée ; il est surtout diplomate, et en avance sur son temps. Par son caractère, son objectif, sa méthode, c'est un homme fait pour plaire à Louis XI. Mais il était déjà mort que ce grand roi n'était pas né. Comme gouverneur du Nivernais, il se montra à la hauteur de sa tâche en faisant fortifier Nevers, qui devint pour ainsi dire imprenable, en inquiétant sans cesse les Anglais, en donnant impitoyablement la chasse aux routiers. Il fut moins heureux dans ses batailles, car il échoua devant Malicorne, où s'était installé l'Allemand Robert Knolles avec sa compagnie anglo-navarraise, et il se fit prendre dans un petit combat de détail. Sans doute, ayant mis pied à terre pour combattre à l'arme courte, comme c'était l'usage, ne put-il rejoindre son cheval. Il est plus croyable qu'il refusa de s'enfuir, comme tout bon chevalier, qui doit se laisser tuer ou prendre, mais ne pas reculer de plus d'un arpent.

Sa captivité fut courte ; il dut même être relâché de suite moyennant rançon. Par sa femme il était assez riche pour se libérer, et le régent ne pouvait laisser un de ses lieutenants aux mains de l'ennemi. Il rentra dans Nevers avec une petite escorte d'Anglais, de Gascons et de Bretons de ses routes. La populace eut là un sujet de mécontentement. Froissée de ce que des étrangers fissent partie de l'armée du lieutenant royal, cette canaille patriotique, qui n'aurait jamais eu le courage de marcher contre l'ennemi, trouva celui d'assassiner quelques-uns des soldats qui accompagnaient le gouverneur. L'archiprêtre, menacé par l'émeute, dut se réfugier dans une maison ; il y resta trois jours bloqué, et ne put recouvrer sa liberté qu'en promettant aux révoltés de les faire recevoir en grâce. Il quitta la ville le jour même.

Toute promesse extorquée dans ces conditions n'engage pas beaucoup son auteur. L'archiprêtre, une semaine après cette affaire, était aux portes de Nevers. Il vit devant lui ces fortifications qu'il avait fait élever pour garder la ville et qui se dressaient contre lui. Je pense qu'il avait l'esprit trop philosophique pour s'étonner de l'ingratitude du peuple ; il avait aussi le sens assez diplomatique pour se tirer de l'incident à son avantage. Jugeant qu'on ne devait point, dans la ville, favoriser en majorité la révolte, il s'assura l'appui des gens tranquilles en proférant les plus terribles menaces. L'assaut serait donné, il entrerait à la tête de ses troupes par la brèche, et la ville serait mise à sac. Devant cette perspective de ruine et de massacre, les gens de Nevers furent agités de sentiments contraires. Le peuple, comprenant qu'on allait se battre, perdit courage, et les bourgeois se sentirent la force d'imposer à la plèbe des conditions pour le salut de la ville, et, comme c'était eux qui devaient payer de leur bourse, la canaille, qui n'avait rien à perdre, se calma définitivement.

On pria donc le lieutenant royal de vouloir bien rentrer dans sa ville avec une escorte assez nombreuse pour protéger sa personne, mais sans une armée dont tous redoutaient les excès. L'archiprêtre accepta ces conditions, et quand le pont fut baissé, quand ses hommes tinrent la porte, il fit passer jusqu'à seize cents chevaux, sans compter les gens de pied.

Au nom du roi il fit alors justice. Bien des gens furent pendus, d'autres eurent à payer de grosses sommes, et la ville de Nevers fut condamnée à une amende de soixante mille moutons d'or. Étant données les mœurs et les lois du temps, une semblable répression n'avait rien que de légitime ; de tous temps les rébellions à main armée ont été traitées sans indulgence, les gouvernements insurrectionnels étant même ceux qui ont déployé, pour les réduire, la plus grande sévérité.

C'est alors qu'Arnaud de Cervoles eut à soutenir à la cour une haute lutte contre ceux qui voulaient lui faire retirer son gouvernement et qui étaient en vérité de ces esprits antifrçais voyant avec chagrin le roi prendre une grande autorité par ses lieutenants sur des provinces où ils auraient voulu conserver une véritable indépendance. La comtesse Marguerite, à qui appartenait le comté de Nevers, en appela devant le conseil du roi contre le lieutenant de son choix. Le régent, qui avait vu la jacquerie et Étienne Marcel, n'était point porté à l'indulgence vis-à-vis des révoltés, et moins que personne il aimait que le peuple remuât. Mais, circonvenu par le parti féodal, fatigué par les intrigues de cour, il céda aux ruses d'une femme intéressée et astucieuse dont les passions triomphèrent de la justice et de la raison. Toutefois le régent ne prit-il qu'une demi-mesure et qui sauvegardait le principe d'autorité. S'il accorda aux habitants de Nevers des lettres de rémission, s'il annula les saisies, il maintint l'archiprêtre dans son gouvernement, tout en lui ordonnant de faire exécuter les arrêts du conseil. Arnaud prit son temps. et il semble avoir accumulé les précautions. Il fit même maintenir les amendes infligées à son profit, car, en 1364, il inquiétait encore, par une procédure régulière, les bourgeois de Nevers qui ne s'étaient point acquittés.

La situation du lieutenant royal était trop forte pour qu'on osât exercer contre lui des vexations plus grandes, et en toute cette singulière affaire la politique du régent semble s'être orientée du côté de l'archiprêtre, qu'elle considérait comme un de ses meilleurs soutiens. Mais la haine, ou plutôt l'intérêt de Marguerite, parut enfin prévaloir : à la fin de 1359, elle obtint la retraite de l'archiprêtre et son remplacement par Charles de Poitiers, sire de Saint-Vallier. L'archiprêtre ne semble

pas s'être autrement ému de cette disgrâce ; elle n'était, en vérité, qu'apparente. Il prit ses garanties, s'empara de nombreux châteaux forts dans la région limitrophe, sous couleur de se couvrir au sujet de sommes qu'on lui devait. Et, pendant que ces choses se passaient, les Anglo-Navarrais continuaient à faire des progrès, maintenant qu'Arnaud n'était plus là pour les combattre, et les bourgeois s'armaient, moins pour les repousser que pour prendre attitude vis-à-vis des seigneurs.

Retiré avec ses routes dans les châteaux des marches du Nivernais, Arnaud ne donna plus signe de vie pendant plus d'une année. Ses affaires personnelles semblaient l'absorber complètement. Il avait perdu sa femme, Jeanne de Graçay, et il prétendait garder toutes ses terres du Berry. Il perdit ses procès ; mais on n'osa point exécuter les arrêts rendus. Peut-être avait-il mis sur ces biens quelques bonnes garnisons commandées par des gens dévoués.

Au reste, ce disgracié apparent n'avait jamais été plus puissant. Quand le roi Jean fut revenu de sa captivité d'Angleterre, il n'eut garde d'oublier l'homme de guerre qui s'était fait prendre à ses côtés, sous la cotte d'armes aux fleurs de lis. Si la mémoire lui eût manqué, Jean de Melun, comte de Tancarville, pris avec l'archiprêtre à la journée de Poitiers, eût été là pour la rafraîchir. Le sire de Tancarville avait été, à la cour, un des fermes soutiens de l'archiprêtre ; il fit comprendre au roi l'intérêt grand qu'il avait à garder sur les marches du Nivernais une armée commandée par un tel homme, qui marcherait au premier ordre quand cette province ingouvernable refuserait de payer les aides. La comtesse Marguerite ne put longtemps cacher son jeu ; il est vrai qu'il était simple. Elle se flattait d'obtenir pour sa province la protection royale sans avoir à la payer. Le roi entendait être réglé, et il prenait Arnaud comme huissier, en cas de saisie à faire. Aussi lui donna-t-il tout ce qu'il voulut, lettres de rémission et promesses de grosses sommes. Arnaud de Cervoles remit aux commissaires royaux les châteaux que ses garnisons occupaient. Les gens de Nevers n'en furent pas plus satisfaits : ils étaient maintenant sous la menace des gens du roi.

Une occasion de rendre des services d'une importance plus grande encore allait s'offrir à l'archiprêtre. C'est en Bourgogne que nous allons le suivre, et aussi sur le Champ de bataille de Brignais.

III — LES AFFAIRES DE LA SUCCESSION DE BOURGOGNE

Vers la fin de 1361, le sire de Tancarville fut envoyé par le roi Jean dans le duché de Bourgogne, dont la succession fut le plus grand souci du vaincu de Poitiers. Désireux de donner à son fils Philippe, — qu'on avait surnommé le Hardi à cause de son rare courage, — un grand apanage, il avait jeté les yeux sur la Bourgogne, que l'extinction de la maison de Rouvre allait faire tomber en déshérence. Ainsi voulait-il récompenser celui qui s'était tenu près de lui dans le champ de Maupertuis, où tombaient autour de l'étendard royal les hommes d'armes à cottes émaillées comme les fleurs pourprées des champs sous le fer tranchant du faucheur. À chaque coup qui menaçait le heaume couronné d'or, la poitrine armée d'azur aux fleurs de lis sans nombre, l'enfant royal criait d'une voix perçante :

« Père, gardez-vous à droite ! Père, gardez-vous à gauche ! »

La grande bannière était tombée, ensevelissant, dans les plis lourds du cendal tiercelin brodé, messire Geoffroy de Charny, le porte-oriflamme de France, qui n'était plus qu'un cadavre. Et tous avaient été pris, le roi et son fils, l'archiprêtre, Tancarville, d'autres encore ; autour d'eux les Allemands de Nidau formaient un retranchement de corps sur quoi avaient dû monter les Anglais.

Le roi Jean se jura que Philippe serait un grand prince, il le voulut duc de Bourgogne. Ce fut une des folies de son règne, la plus lourde de toutes : la France lui dut la partie la plus sombre de la guerre anglaise et le supplice de Jeanne d'Arc, la simple fille que la voix des saintes et de l'archange fit marcher parmi les gens de guerre.

Le sire de Tancarville était envoyé en Bourgogne pour préparer les esprits. Il crut utile de ne point se présenter aux Bourguignons sans quelque appareil, et il manda à l'archiprêtre de venir le rejoindre avec ses compagnies, dont une était déjà fameuse sous le nom de Compagnie Blanche, sans doute parce que les hommes de guerre qui la composaient portaient une cotte ou une huque blanche par-dessus les armes, pour se reconnaître dans la mêlée ou bien parce que leur armure était d'acier poli ou clair, et non point doré où noirci.

Quelques mois après son arrivée, le sire de Tancarville était appelé par le roi contre les Tard-Venus, qui dévastaient le Lyonnais. J'ai raconté comment les troupes royales

furent battues à Brignais le 6 avril 1362, et comment l'archiprêtre y fut pris avec nombre de nobles hommes. Il fut vite remis en liberté et retourna en Bourgogne, où le sire de Tancarville l'attendait. Son premier soin semble avoir été de remonter les compagnies avec tous les Tard-Venus qu'il put embaucher. Cette tâche lui fut facile, car des routes entières de Bretons battaient le pays. Quand il les eut régularisées, il s'occupa de les faire sortir de France. Mais les longues négociations qu'il entama avec Henri de Transtamare, qui voulait emmener tous les routiers en Espagne, ne réussirent pas comme il l'aurait désiré.

Le plan de l'archiprêtre, qui fut, pour une très faible partie, exécuté par Bertrand du Guesclin, était de diriger tous les Tard-Venus sur les Pyrénées, d'où ils auraient été guerroyer contre Pierre le Cruel et les Anglais pour rétablir Henri de Transtamare ; Arnaud fut l'agent politique du roi auprès des compagnies, dont il était considéré comme le patron, encore qu'il n'eût jamais hésité à marcher contre elles quand, de par leur fait, la paix du royaume se trouvait en danger. Mais ses administrés ne laissaient pas de lui mener la vie dure, car, en Bourgogne même, où elles obéissaient soi-disant à son autorité immédiate, les compagnies faisaient les plus grands ravages, et ses biens mêmes en souffrirent plus d'une fois.

Il était, en effet, devenu propriétaire de nombreuses terres et seigneuries de Bourgogne, du chef de Jeanne de Châteauvillain, qu'il venait d'épouser. Cette dame appartenait à la première noblesse bourguignonne et possédait de grands biens. Aussi, pour se venger des excès commis par les hordes dont on le constituait responsable, les gens lésés envoyaient-ils des hommes armés faire le dégât dans les seigneuries de la dame de Châteauvillain. Les sires de Chalon-Arley se montrèrent les plus âpres dans cette guerre privée, où les sièges, les coups de main et les guets-apens tenaient la place principale. Les Bretons de l'archiprêtre devenaient plus ingouvernables que jamais, et ils s'en prenaient même au bien du roi. C'est ainsi que ces ivrognes invétérés volèrent, au cours d'une reconnaissance, toute la provision de vin d'Arbois destinée à Jean et à sa cour, emportant ce qu'ils ne purent boire sur place sous une grêle de traits que leur envoyait le châtelain de Villaines en Duemsis, dont la tour fortifiée commandait les caves.

La répression était impossible, puisque l'archiprêtre n'avait, pour l'exercer, que ces soldats mêmes qui méritaient d'être punis. On le rendit toutefois responsable des méfaits de ces routiers bretons, et il fallut l'intervention du sire de Tancarville pour mettre un terme à ces incidents, qui se réglaient autant par coups de force que par assignations

devant la justice.

En l'année 1363, le roi vint de sa personne en Bourgogne. On sait qu'il s'entendit longuement avec Arnaud d'un projet qu'il chérissait et sur lequel il était d'accord avec le pape. Il s'agissait d'une croisade contre ces Turcs qui contristaient la chrétienté tout entière en ravageant la Hongrie et les contrées voisines, et que leur hardiesse impudente poussait à venir insulter jusqu'aux murailles de Constantinople. Il y avait, à tenter l'entreprise, un double avantage ; car, sans compter le grand honneur de combattre les infidèles, la France y gagnait, d'être débarrassée de tous les routiers qui l'infestaient.

Mais, pour réunir toutes les compagnies en un même point, pour les y nourrir et les retenir dans le devoir sans les laisser se disperser, il fallait un homme d'une trempe véritablement supérieure. Par ses actions passées, par sa situation particulière vis-à-vis des compagnies, par ses rares qualités de diplomate et d'homme de guerre, l'archiprêtre était appelé à une semblable mission. Je ne sais s'il l'accepta avec joie. Il est permis d'en douter, tant l'entreprise était lourde, d'autant que la croisade ne serait prête avant au moins deux années. Et d'ici là que pourrait-on faire de tous ces Tard-Venus qui ravageaient le pays comme des sauterelles ?

Arnaud en rassembla néanmoins ce qu'il put et trouva vite un moyen de les faire vivre sur une terre d'Empire, la Lorraine, où le comte de Vaudémont guerroyait contre son duc. Avec ses routes il soutint Vaudémont, qui s'engagea à les faire vivre. Mais cette petite guerre ne dura que trois mois. Une partie de la province germanique crut être sous le feu du ciel : derrière eux les gens des compagnies ne laissaient que ruines et que cendres.

Quand l'archiprêtre rentra en Bourgogne, au mois de septembre 1363, le roi vena d'investir son fils, Philippe le Hardi, du titre de lieutenant royal. On sait que ce surnom de Hardi avait été donné à l'enfant de France par le roi d'Angleterre. Un jour, Jean, prisonnier depuis Poitiers, dînait à Windsor avec Édouard III, l'échanson royal servit à boire au roi d'Angleterre avant de verser au roi de France. Philippe, outré de colère, frappa l'officier royal au visage, en lui criant :

« Depuis quand, méchant échanson, sert-on le vassal avant le seigneur ? — Si, dit tranquillement, Édouard, êtes-vous bien appelé le Hardi ! »

Arnaud demeura auprès du jeune lieutenant pour l'aider de ses conseils et aussi de ses troupes, car on préparait la guerre contre les Francs-Comtois. Il fait plus encore : au rôle ingrat d'embaucheur de routes il ajoute celui de banquier, il fait des avances

de ses propres deniers. Par sa femme, Arnaud comptait alors parmi les plus riches seigneurs de la Bourgogne. À la fin de cette année 1363, la province lui doit trois mille florins d'or. Se trouvant à Villeneuve, il ouvre un marché d'hommes de guerre, enrôlant des compagnies entières d'hommes et de chevaux.

Au reste, il jouit de la pleine confiance de Philippe le Hardi, qui en vient, un jour où l'on a oublié d'emporter le grand sceau, à lui emprunter le sien pour sceller les mandements. « Donné à Granci, sous le scel de notre amé chevalier messire Arnaud de Cervoles, le xiv^e jour de décembre, l'an mil trois cent soixante trois. »

La guerre de Franche-Comté se réduisit à peu de choses, et les compagnies n'y firent point bonne figure. Plus elles allaient, plus elles semblaient perdre de leurs vertus militaires, jusqu'à devenir une tourbe de pillards n'osant même plus chercher le butin à la pointe de l'épée. Elles préféraient abandonner le théâtre de la guerre pour retourner en Bourgogne rançonner le pays et prendre même des villes d'où il fallait les chasser. Une bande de Tard-Venus, qui s'était installée par surprise à la Charité, menaçait de ce point la province de' Philippe le Hardi, et les difficultés croissaient de toutes parts, tandis qu'en Normandie il fallait mener la guerre contre le roi de Navarre, dont les bandes allaient se faire battre par du Guesclin à la bataille de Cocherel.

IV — LA GRANDE TRAHISON DE MESSIRE ARNAUD

Les historiens qui ont flétri la conduite que tint l'archiprêtre avant la bataille de Cocherel me paraissent avoir été bien peu au courant des coutumes féodales. Je crois utile de bien préciser les faits, dans l'intérêt de la vérité, sans entrer dans d'autres détails sur ce combat, que je conteraï par la suite.

Lorsque messire Arnaud de Cervoles vint rejoindre l'armée royale et Bertrand du Guesclin, il commandait la troisième troupe dite « la bataille des Bourguignons ». On s'occupa tout d'abord d'élire le chef suprême, et l'on hésita longtemps entre l'archiprêtre et Bertrand. Ce dernier obtint la majorité des suffrages, et c'est sous sa conduite que les Français marchèrent contre les bandes de Charles le Mauvais, dont le chef était messire Jean de Grailly, fameux dans l'histoire sous le nom de capital de Buch.

Mais, au moment où l'on marchait à l'ennemi, il se produisit un incident singulier. L'archiprêtre venait de déclarer qu'il ne pouvait pas combattre, et il quittait le champ de bataille, ouvertement, à la tête de ses routes.

Quelques heures auparavant il avait envoyé son héraut d'armes Prie vers le roi d'armes d'Angleterre, Faucon, pour qu'il le mit en rapport avec le capital de Buch. L'archiprêtre attendait au coin d'un champ, derrière une haie, que Jean de Grailly lui accordât l'entretien demandé. Mais le capital déclara qu'il ne voulait point entendre messire Arnaud :

« Si nous le laissions venir ici, dit-il à Faucon, il nous enjôlerait tous, tant il est rusé, et nous n'en tirerions que dommage et confusion. »

Sans doute le roi d'armes transmit-il ce refus sous des formes plus diplomatiques, et l'archiprêtre s'en fut comme il était venu.

Il est probable qu'il désirait que le capital de Buch le relevât, au moins pour ce jour, de l'hommage qu'Arnaud avait dû lui faire pour ses terres de Périgord, qu'il ne possédait pas en franc-alleu. Par son archiprêtre de Vélignes, Arnaud était l'homme lige de Jean de Grailly, son seigneur suzerain. Combattre contre un homme à qui l'on avait prêté hommage était considéré, dans le monde féodal, comme une félonie ; une telle pratique déshonorait son auteur. C'est pourquoi, lorsqu'à cette époque on s'engageait

à servir, on ne le faisait pas sans restrictions ; on dictait ses réserves. On promettait de marcher à cheval et en armes, loyalement, pour un roi ou un prince, contre tous ses ennemis, excepté ceux qui se trouvaient énumérés dans le contrat.

On remarquera encore qu'à cette époque, les questions de personnes avaient une extrême importance. À Cocherel, on ne se battait pas contre les Anglais, envahisseurs du territoire, mais bien contre le roi de Navarre, Charles le Mauvais, vassal révolté contre le roi de France, son suzerain, en ses fiefs de Normandie. Jean de Grailly, qui commandait les bandes composites de Charles, ne marchait pas en ces circonstances comme lieutenant du roi d'Angleterre, mais bien comme soudoyer du roi de Navarre. C'était une guerre féodale, sans aucun caractère national absolu, quoique, dans la réalité, Charles le Mauvais fût l'homme de son cousin d'Angleterre.

Ce sont les chansons populaires qui ont noirci l'archiprêtre. On sait ce que valent de pareils témoignages et à quoi ils mènent : à faire de l'histoire un ramassis de légendes, de pamphlets calomnieux, de ce qu'on appellera au ^{xvii}^e siècle des guéridons, puis des Mazarinades. Ni du Guesclin, ni les autres hommes de guerre qui combattirent à Cocherel, ne paraissent s'être étonnés de la retraite de messire Arnaud. Si la calomnie s'attacha à lui, c'est que, par sa situation prépondérante en Bourgogne, il donnait prise à l'envie.

Le roi Charles V n'était point, d'ailleurs, l'homme des subtilités féodales. Pour lui, seuls les résultats valaient, et c'est pourquoi il aimait tant du Guesclin, dont les procédés de guerre ouvrent, pour ainsi dire, une période moderne. Il ne s'inquiéta point de l'archiprêtre, qui retourna en Bourgogne près de Philippe le Hardi, et celui-ci garda avec soi son cher conseiller, qu'il appelait son compère.

Philippe avait d'ailleurs besoin d'Arnaud, car les circonstances étaient particulièrement délicates : il s'agissait de notifier à la Bourgogne que son lieutenant royal était devenu son duc, et aussi de régler la solde des compagnies. Car ces gens de guerre n'obéissaient plus à aucun frein, et menaçaient de recommencer leurs ravages. Les mécontents par une répression, fût-elle légitime, étaient dangereux. La Bourgogne avait besoin de toutes ses forces pour résister à une invasion franc-comtoise, dirigée par le comte de Montbéliard ; Arnaud fit face à tous les dangers, et la guerre cessa, sans qu'on eût fait autre chose que se menacer.

D'ailleurs, partout où apparaît cet extraordinaire archiprêtre, on dirait que les armes tombent des mains, que les bourses s'ouvrent, que ce soit pour recevoir ou pour payer. Sa diplomatie vient à bout des pires intrigues, alors même qu'il trouve

sa vieille, ennemie, Marguerite de France, en travers de ses négociations. Et pourtant il lui faut subvenir à tout, calmer les compagnies que la Bourgogne paye mal quand elle ne paye pas du tout, traiter de la reddition des châteaux dont se sont emparés les routiers, éloigner les bandes indociles, mettre les rebelles à la raison, jusqu'à les assiéger dans les forteresses qu'ils refusent de rendre.

Au milieu de ces affaires multiples, l'archiprêtre doit encore défendre ses intérêts, dont personne ne paraît décidé à prendre soin. Comme il réunit toutes ses bandes dans l'espoir d'un prochain départ, d'une croisade, il s'occupe d'effectuer ses rentrées. Son débiteur le plus important est le duc de Bourgogne, il ne le ménagera pas et le poursuivra jusqu'à satisfaction. On lui a promis des otages : il les réclame, et parmi eux le maréchal de Bourgogne, auquel il tient particulièrement. Celui-ci croit s'en tirer en envoyant à sa place son frère et six chevaux se constituer prisonniers chez l'archiprêtre. Arnaud n'y trouve point son compte et parle haut ; le maréchal est obligé de venir de sa personne prendre les arrêts à Châteauvillain. Là on le garda assez étroitement, avec menace de l'envoyer dans un château de Lorraine jusqu'à ce que la Bourgogne ait fourni d'autres garanties. Les sires Jean de Bourgogne et de Ray s'engagèrent par-devant notaire, et Arnaud, plus accommodant, consentit à rendre au duc la forteresse de la Vèvre, qu'il détenait en gage, et aussi son maréchal.

V — L'ŒUVRE IMPOSSIBLE.

Dégagé de ces soucis, il peut désormais travailler à sa mission, il fera sortir de France tous les compagnons qui la rongent. Partout ses agents vont semant l'or et les promesses, la croisade est proche. Pour lui, il passe de sa personne en Lorraine avec le sire Henri de Joinville et le bailli de Chaumont ; ils sont suivis de gens de guerre sans nombre. Bientôt l'archiprêtre dispose de douze mille chevaux sans compter les gens de pied. Il se dirige alors sur Strasbourg pour passer en Allemagne, car l'empereur, d'accord avec le pape, lui a promis le passage ; mais les portes de la ville restent fermées devant lui. Que s'est-il donc passé ?

Les sommations, les explications sont choses vaines quand un peuple égoïste, caché derrière ses murs, tremble pour sa vie et ses biens. Les Strasbourgeois voient piller un de leurs faubourgs, mettre leur banlieue à feu et à sang ; tout leur paraît meilleur que de donner passage aux routiers. Messire Arnaud un moment croit que son armée va lui fondre encore dans la main ; il la réunit enfin et l'entraîne vers la Suisse pour chercher un chemin par Bâle. Les Suisses, en armes, lui défendirent le passage, et, se rejetant sur l'Alsace, il échoua plus misérablement encore. L'archiprêtre sut alors ce que valait la parole impériale. Charles IV s'excusa en disant que l'Allemagne lui avait promis de laisser passer la croisade, mais qu'aujourd'hui elle refusait de remplir ses engagements. Son autorité ne pouvait rien contre ce mouvement d'opinion si fort qui l'obligeait aujourd'hui à venir camper, à la tête de toute une armée, sur cette terre d'Alsace où voulait passer l'archiprêtre.

La félonie de l'empereur fut dénoncée à grands cris sans que Charles IV parût autrement s'en émouvoir. L'Alsace paya plus cher sa lourde et basse perfidie. Arnaud l'évacua en peu de jours. — Mais alors les soudoyers impériaux mirent à feu et à sang la terre qu'ils étaient venus défendre, et y firent, au dire des chroniques locales, mille fois plus de mal que n'en avaient fait les compagnies. L'archiprêtre voyait en quelques jours la destruction de son œuvre de plusieurs années. Son armée se disloqua, les corps reprirent leur vie individuelle, ils rentrèrent en France en pillant les bords de la Saône. Profondément abattu, lui, rentrait à Châteauvillain, heureux pourtant d'avoir vu quelques routes suivre du Guesclin en Espagne. Encore ces routes ne se décidèrent-elles à partir que lorsque Arnaud eut réglé leurs engagements. Il deve-

naît l'homme des routiers, leur propriété, leur chose. Aussi revinrent-ils en nombre se grouper autour de lui, quand il essaya d'opérer leur exode par la Savoie. Mais, au moment où cette opération allait enfin réussir, il tombait assassiné le 25 mai 1368, à Glaisé, près de Villefranche (Rhône). On a accusé du meurtre le comte de Savoie, dont deux espions vivaient près d'Arnaud, et qui quittèrent son camp le jour même de sa mort. Le *Thalamus parvus*, vieille chronique romane, dit qu'il fut tué par un cavalier de sa route, à la suite de paroles injurieuses qu'ils échangèrent. On a des raisons de croire qu'il fut assassiné par des sicaire de ses routiers, car la plupart de ces bandits avaient tout intérêt à rester en France.

Quand ces grands chefs de hordes périssent, il semble que leurs troupes veuillent cacher leur mort, comme si elles perdaient avec eux la meilleure partie de leur force. Les compagnies cherchèrent à dissimuler le meurtre. Elles y réussirent pendant quelques jours, puisque, le 31 mai, la comtesse de Savoie écrivait encore à Arnaud, et que, le 1er juin, le duc de Bourgogne lui envoyait un sergent d'armes. Mais la nouvelle se répandit bientôt, et les bandes, se dispersant, inondèrent à nouveau les provinces. Les propres parents de l'archiprêtre semblent avoir donné l'exemple de ces désordres. Le jour même de sa mort, comme à point nommé, un de ses cousins, connu sous le nom du Petit-Darbi, s'empara de son château du Thil et de Jeanne de Châteauevillain, déjà veuve sans le savoir. La femme de messire Arnaud dut payer une lourde rançon. À cela ne se bornèrent point ses malheurs, car elle vécut encore vingt ans pour voir diminuer sa fortune, qui tomba, suivant certains, à moins que rien. Des deux enfants d'Arnaud, le fils, Philippe, fut bailli royal de Vitry et épousa Jeanne de Poitiers, — ses héritiers sont obscurs ou inconnus ; — la fille, Marguerite de Cervoles, fut mariée au seigneur de Ditinville.

Telle est, sommairement contée, l'histoire de messire Arnaud de Cervoles, chevalier, archiprêtre de Vélines en Périgord, qui semble avoir été, par son entente de la politique, de la guerre et des affaires humaines, supérieur à bien des hommes illustres de son temps.

MORT DE JEAN CHANDOS

Messire Jean Chandos, chevalier anglais, sénéchal du Poitou pour le roi Édouard, fut un guerrier fameux en son temps ; et, s'il faut en croire les chroniques, nul ne le surpassa en courage non plus qu'en vertu chevaleresque. Il trouva la mort dans un combat obscur, tué par un écuyer français, alors qu'il eût dû tomber dans une grande bataille réglée comme un tournoi, ainsi que périt le roi de Bohême à la journée de Crécy.

Jean Chandos avait pris à cœur les fonctions de sénéchal de Poitou que lui avait déléguées le prince de Galles, au mois d'août 1369, et il ne cessait point de chevaucher de jour et de nuit contre les partis français et bretons qui venaient ravager le pays. Aussi les Poitevins aimaient-ils fort leur sénéchal et le suivaient-ils volontiers à la guerre contre les Français, dont les violences et les rapines ne connaissaient point de frein. Parmi ceux-ci, Jean de Kerlouet, Guillaume des Bordes et Louis de Saint-Julien étaient les plus redoutés ; car ils tenaient, comme capitaines, pour le roi de France, les châteaux de la Roche-Posay, de la Haye en Touraine, et de Saint-Savin. Leurs entreprises étaient hardies ; ils savaient en temps utile se prêter main-forte, et on les craignait fortement.

D'ailleurs, dans cette année qui devait être la dernière de sa vie, le sénéchal de Poitou connut les tristesses de la défaite. . Comme il s'était porté en Anjou, au mois de novembre, pour combattre les Français, ravager les marches du Poitou près de Loudun, il opéra son retour par la vallée de la Creuse, et tenta d'enlever Rochechouart. Mais la place, défendue par Thibaut du Pont et Héliot de Taley, résista vigoureuse-

ment, et le sénéchal anglais, battu, dut se replier en Poitou.

Outré de ces insuccès, messire Jean Chandos se résolut à enlever l'abbaye de Saint-Savin, où commandait Louis de Saint-Julien ; il avait enjoint à messire Thomas de Percy, sénéchal de la Rochelle, de lui apporter son concours en cette opération. Aux heures les plus sombres de la nuit, le 30 décembre 1369, les deux chevaliers anglais s'approchèrent de l'abbaye avec leurs hommes de guerre, comptant pouvoir entrer par surprise. Il était environ minuit, et tout semblait favoriser leurs desseins, lorsqu'ils entendirent les sons de cors qui se rapprochaient rapidement. Et, avant envoyé à la découverte, ils apprirent que c'était Jean de Kerlouet qui arrivait avec ses routes de Bretons, comptant plus de quarante lances, pour prendre logement dans l'abbaye de Saint-Savin.

Jean Chandos renonça dès lors à son projet, car il pensait que le veilleur de garde au sommet de la tour avait aperçu les Anglais et qu'il en signalait la présence en sonnant du cor. Il retourna donc sur-le-champ à Chauvigny, près de Montmorillon, et Thomas de Percy le quitta en ce lieu, passa le pont et remonta la rivière avec ses troupes. Mais le 31 décembre, aux premières heures du matin, on apprit au sénéchal, occupé à se chauffer à un grand feu, dans une vaste cuisine, que Jean de Kerlouet et Louis de Saint-Julien étaient dans les environs. Ils avaient quitté Saint-Savin et se préparaient à passer à Vienne au pont de Lussac.

Sans tarder, Jean Chandos se fit armer et monta à cheval avec son monde pour donner la chasse aux Français. Mais, comme ceux-ci avaient une avance d'une grande lieue, le sénéchal ne réussit à les rejoindre qu'au moment où ils tenaient la tête du pont.

Le pont de Lussac (aujourd'hui Lussac-les-Châteaux) n'occupait point alors le même emplacement qu'aujourd'hui. Il était très grand, construit en pierres et disposé, comme tous les ponts de cette époque, en dos d'âne. Très élevé en son milieu, il allait en talus décline vers chacune de ses extrémités, de telle sorte que l'on ne pouvait voir ce qui se passait d'un bout à l'autre.

Les routes anglaises de Thomas de Percy étaient sur la rive de la Vienne opposée à celle que suivait Jean de Kerlouet avec ses Bretons ; il arriva un moment où les deux troupes s'aperçurent. Des deux côtés on poussa les chevaux pour occuper le pont et prendre l'avantage de la position. Les Anglais et les Bretons arrivèrent en même temps, et, pour combattre plus à l'aise, mirent pied à terre, hommes d'armes comme écuyers, et laissèrent un peu en arrière leurs chevaux aux mains des valets. Occupant ainsi chacune une des entrées du pont, les deux troupes ne pouvaient pas se voir, et elles

attendaient l'attaque, les yeux fixés sur le point le plus élevé où apparaîtrait l'assaillant.

C'est à ce moment que Jean Chandos arriva avec ses Anglais et tomba sur les derrières de Jean de Kerlouet. Les valets des Bretons, reconnaissant les armes et les bannières de Chandos, s'enfuirent lâchement avec les chevaux, laissant les maîtres démontés et en très mauvaise position, ayant l'ennemi en tête et en queue. Mais Thomas de Percy ne pouvait savoir que Jean Chandos était là : sans quoi il eût attaqué sans tarder les Bretons.

Ceux-ci se tinrent dans la meilleure ordonnance possible à la tête du pont, attendant de pied ferme Jean Chandos, qui s'avancait à cheval, ne sachant encore au juste s'il avait devant lui les gens d'armes de Saint-Savin ou ceux de Thomas de Percy. Mais quand il eut reconnu les Bretons de Kerlouet et les routes de Louis de Saint-Julien, il fut grandement satisfait de les tenir enfin pour les combattre. Et, encore qu'ils fussent beaucoup plus nombreux que ses lances, dont il n'avait que quarante, il les admonesta durement ; car, dit Froissart, « petit les prisoit et aimoit. »

Les paroles que met Froissart dans la bouche de Jean Chandos sont tellement belles, qu'on les doit citer sans aucun commentaire ; il passe dans la prose du vieux chroniqueur un souffle épique qui rappelle les héros d'Homère.

« Entre vous, François, si estes malement bonnes gens d'armes. Vous chevauchez à vostre aise et à vostre volonté, de nuit et de jour. Vous prenez villes et forteresses en Poitou, dont je suis sénéchal, vous rançonnez povres gens sans mon congié, vous chevauchiez partout à ceste armée, il semble que le païs soit tout vostre, et, par Dieu, non est. Messire Loys, messire Loys, et vous, Kerlouet, vous estes maintenant trop grands maistres ! Il y a plus d'un an et demy que j'ai mis toutes mes ententes que je vous peusse trouver ou encontrer, Or vous voy-je, Dieu merci, et parlerons à vous et saurons lequel est le plus fort en ce païs, ou je, ou vous. On m'a dit et compté par plusieurs fois que vous me désiriez à veoir : si vous m'avez trouvé. Je suis Jean Chandos. Si bien me ravisez vos grans appertises d'armes, qui sont maintenant si renommées, se Dieu plaist, nous les esproverons. »

Les Français ne savaient trop que faire, car ils craignaient, tandis qu'ils combattaient Chandos et ses gens, de voir Thomas de Percy les attaquer en passant le pont. Leur terreur était vaine, car le sénéchal de la Rochelle, pensant que les Bretons étaient partis, avait tiré de son côté et gagnait du pays, sans tourner la tête,

Un Breton cependant n'hésita point à commencer la bataille, et allongeant sa guisarme, arme d'hast dont le fer aigu et tranchant était armé de crochets, il tira à bas de

son cheval le propre écuyer de Jean Chandos, Simekins Dodale, et le porta à terre. D'autres Bretons se mirent alors à frapper l'Anglais à grands coups d'épée, jusqu'à ce que Chandos et les siens eussent mis pied à terre et tira Dodale de leurs mains.

Jean Chandos s'avancait alors contre les Français, « le glaive au poing, » c'est-à-dire armé d'une lance courte. Par-dessus ses armes il portait une grande et longue robe déchiquetée en barbe d'écrevisse, suivant la mode, et ce parement était à ses couleurs et à ses armes « d'un blanc samit à deux pieux aiguisés de gueules, l'un devant et l'autre derrière ». Car les Chandos portaient d'or à un pile de gueules. Sans regarder au nombre des ennemis, furieux de la chute de son écuyer, il les chargea en pleine assurance. Mais il faisait du verglas, ce premier jour de janvier, et le sénéchal du Poitou, s'embarrassant les jambes dans sa grande robe, glissa et tomba au moment même où un écuyer français, Jacques de Saint-Martin, lui envoyait un coup de lance en plein visage. Messire Jean Chandos « avec tout ce meschief... ne portait oncques point de visièrre, » ; le fer lui entra sous l'œil droit qui ne vit pas venir le coup, car il était perdu depuis longtemps, crevé par un cerf au courant d'une chasse en Guyenne.

« Messire Jean Chandos, pour la douleur qu'il sentit, ne se put tenir en estant (debout), mais chut à terre et tourna deux tours moult douloureusement, ainsi que s'il estoit fêru à mort, car oncques puis ce coup il ne parla, »

Quand Jean Chandos fut tombé, les Français cherchèrent à prendre son corps, mais sir Édouard Clifford, oncle du sénéchal, tira à lui son neveu, le prit entre ses jambes et le défendit en frappant de tels coups, que les assaillants renoncèrent. Dans cette lutte, l'écuyer Jacques de Saint-Martin eut les deux cuisses traversées d'un coup de lance que lui envoya un des écuyers de Chandos ; il continua cependant à combattre, car c'était « fort homme et appert durement ».

Les Bretons eurent l'avantage ; mais, par la lâcheté de leurs valets, qui les avaient privés de leurs chevaux, ils virent leur victoire tourner en défaite, et ils demeurèrent tous prisonniers. Car, à la fin de la bataille, arriva une grosse troupe d'hommes d'armes poitevins qui renforcèrent les Anglais. Si les Bretons avaient eu leurs chevaux, ils auraient pu emmener, avant cet incident, les Anglais prisonniers. Mais, armés comme ils l'étaient de pesants harnois, ils ne pouvaient marcher et faire des lieues de pays. Aussi furent-ils pris par les gens du sénéchal et mis à rançon.

Jean Chandos ne donnait pas signe de vie. On l'emporta sur des targes et des pavois, qui sont de grands boucliers, disposés en brancards et reliés à des lances.

Le sénéchal du Poitou survécut un jour et une nuit à sa blessure ; il mourut à

Mortemer, le 2 janvier 1370. Son meurtrier ne tarda pas à le suivre dans la tombe. Jacques de Saint-Martin avait été trop mal soigné de ses plaies, il s'éteignit quelques jours après, dans sa prison de Poitiers. Quant à messire Jean de Kerlouet, il dut payer une rançon de trois mille francs d'or ; elle fut levée sur la ville de Tours.

Sur le vieux pont de Lussac l'on put voir longtemps un monument rappelant la mort du grand sénéchal de Poitou. C'était une table de pierre supportée par six colonnes et sur laquelle se dressait une bannière. Le pont de Lussac a été détruit, comme l'édicule de Jean Chandos. Son tombeau n'a pas été respecté. Il demeura pourtant pendant trois siècles et demi dans l'église de Mortemer, jusqu'au jour où l'architecte diocésain le fit détruire, sous le règne de Louis XVIII, pour y édifier à sa place un autel.

Sa mémoire n'est plus guère honorée que par les rares lettrés que ravit la lecture de Froissart. M. Benjamin Fillon lui a consacré une étude. Mais ses contemporains considérèrent sa mort comme un événement de grande importance ; pour la chevalerie, ce fut un malheur public.

« Ha ! gentil chevalier, s'écrie douloureusement Froissart, fleur de tout honneur, messire Jean Chandos, à mal fut le glaive forgé dont vous estes navré et mis en péril de mort ! »

Le roi d'Angleterre vit ses regrets partagés par le roi de France ; mais je ne sais, pour parler au juste, si Charles V fut si désolé au fond de la mort de Chandos qu'il le laissa paraître. C'était un ennemi dangereux de moins, et le fils du roi Jean était avant tout un esprit pratique. Avec Jean Chandos, c'était la chevalerie qui mourait.

LA DÉTRESSE DU ROI CHARLES VII

Je ne crois pas que prince ait jamais eu de commencements plus pénibles que ce malheureux Dauphin, fils de Charles VI et d'Ysabeau de Bavière, dont une fortune contraire semble s'être fait méchamment un jouet. Certes, les mauvaises fées qui présidèrent à sa naissance étaient de celles que ne désarment ni la jeunesse ni la misère ; longtemps elles devaient peser sur la destinée de celui que les historiens, — pour qui le succès est la seule chose qui vaille en ce monde, — ont nommé Charles le Victorieux. Toute gloire est accompagnée de son cortège d'envieux. Aussi, quand ce prince eut surmonté les difficultés sans nombre qui l'enserraient, plus subtiles et serrées que les réseaux de l'oiseleur, beaucoup de gens essayèrent de le diminuer en l'appelant Charles le Bien Servi. Ils ignoraient, sans doute, qu'il y a plus de mérite à se laisser guider par de bons et loyaux serviteurs qu'à se laisser docilement conduire par le troupeau des flatteurs.

De par son père, il n'avait à attendre que ce trouble d'esprit hérité par l'infortuné Charles VI de ses ascendants, sans que les grand remèdes des médecins ni les soins de la douce Odette de Champdiver pussent y apporter guérison. De sa mère Ysabeau de Bavière, il eut à redouter la haine de jour en jour plus âpre, à laquelle il échappa par miracle, dans cette nuit terrible où l'enfant royal, plus pâle que les draps de son berceau, fut emporté par le Breton Tanneguy du Châtel, tandis que le traître Villiers de l'Isle-Adam entraînait dans Paris, avec ses Bourguignons, par cette porte dont le félon

Perrinet-Leclerc lui avait livré les clefs.

Le dévouement de Tanneguy du Châtel sauva l'héritier de France. C'était le dimanche 29 mai 1418. Ysabeau, d'accord avec Jean sans Peur, et ayant déjà l'intention d'exclure son fils du trône de France, livrait aux Bourguignons les Armagnacs, défenseurs de la France contre l'Anglais, et dont le chef était égorgé par la canaille parisienne, qui exposait son corps mutilé sur la grande table de marbre, comme un symbole de la patrie livrée sans merci à l'étranger. Tanneguy emporta le Dauphin dans l'enceinte de la bastille Saint-Antoine, d'où il le fit passer hors de la ville rebelle. Il ne devait pas y rentrer de sitôt. Et sa mère, à son égard plus dure qu'une marâtre, n'allait pas tarder à donner la main de Catherine de France, sœur du Dauphin, au roi d'Angleterre, en excluant son fils de l'héritage paternel. Elle fit plus encore, s'engageant à poursuivre de tout son pouvoir les partisans de son fils ou à les ramener à son gendre Henri V.

L'histoire n'a pas connu de crime plus noir. Et sans doute de pareils forfaits sont ils demeurés rares chez les particuliers, car c'est une exception de voir une belle-mère soutenir son gendre à l'encontre de son propre sang.

La pauvreté du Dauphin, ainsi abandonné par sa mère et par les hommes, devint bientôt légendaire. Les quelques places de son royaume qui lui demeurèrent fidèles ne semblent pas lui avoir accordé de grandes facilités ni lui avoir fait longtemps crédit, tant le proverbe qui nous apprend qu'on ne prête qu'aux riches semble avoir été de mise en tout temps.

Je n'insisterai pas sur la pauvreté de sa table. Une chanson contemporaine nous montre ce prince dînant bien chichement d'une queue de mouton et de deux petits poulets, tandis que les deux fameux compagnons Poton de Xaintrailles et le sire de Vignolles, bailli de Chaumont, plus connu sous le nom de La Hire, le viennent visiter.

En l'année 1422, le Dauphin Charles se trouvait habiter sa bonne ville de Bourges, dont la malignité de ses ennemis ne devait pas tarder à le sacrer roi. C'était l'hiver, et il ne savait, pour respecter les jeûnes prescrits, comment faire pour se procurer du poisson. Le chapitre de Saint-Étienne ne l'abandonna point en ces circonstances difficiles. Propriétaires de vastes étangs, les chanoines n'hésitèrent point à faire pêcher les carpes, les tanches, les anguilles et les brochets nécessaires à la table de leur seigneur. Ainsi le Dauphin put-il faire maigre aux jours ordonnés. Mais, si sobre qu'il fût, sa dépense était considérable, car il lui fallait nourrir tout son entourage, qui était nombreux. Sa dette alla, montant toujours, jusqu'à devenir énorme. Le chapitre devint

son créancier pour quatre mille livres parisis. Plus de treize années après, en 1435, il en attendait encore le paiement. Mais peut-être pourra-t-on objecter que les intérêts de droit étaient compris dans la somme.

Le Dauphin Charles fut loin de trouver chez les bourgeois de sa bonne ville de Bourges la même complaisance que lui témoignèrent les ecclésiastiques du diocèse, dont le dévouement ne lui fit jamais défaut. Un méchant cordonnier se permit, à l'endroit de la personne royale, l'insolence la plus grande, tant cette sorte de gens, livrés à un travail mécanique d'assez basse espèce, se montrait arrogant et âpre dans le trafic de ses estiviaux, escarpins et autres chaussures.

Le Dauphin était entré dans le magasin de ce commerçant pour acheter des houseaux. En ayant essayé une paire, il la trouva à sa convenance. Déjà il avait chaussé sa jambe droite, quand le cordonnier, apprenant qu'il ne serait pas payé comptant, refusa de lui laisser emporter les houseaux. Le Dauphin Charles dut se faire tirer la tige de cuir et s'en aller comme il était venu, peut-être même avec des chaussures percées.

Sans doute ce cordonnier éprouva-t-il un secret plaisir à abaisser le fils de son roi devant les seigneurs de la cour. Je ne puis croire que la seule crainte d'attendre longtemps le paiement de quelques écus ait été le principal mobile de sa méchante action.

De tous temps, les gens de petit état ont pris un rare et particulier plaisir à humilier, quand l'occasion s'en présente, les personnes d'un rang élevé.

Longtemps Charles fut pauvre. En 1437, il est encore dans une telle pénurie, qu'il ne pouvait payer ses gens de guerre, et ceux-ci menaçaient toujours de l'abandonner. Il dut emprunter à l'église de Vienne une croix et un hanap, qui furent mis en gage pour douze cents écus d'or. Tel autre jour, il donne en gage à son fidèle conseiller Pierre Frotier les boucles, peut-être en or, de sa salade et de son épée. Ainsi, comme l'a fait remarquer M. Clément Simon, ce roi, qui dépensa tant d'argent pour conquérir son royaume, n'en avait jamais. Sa cour n'était pas plus riche, et les seigneurs comme les nobles dames en étaient souvent réduits aux expédients. Nous voyons, en 1440, Mme Radegonde de France, fille du roi, emprunter à Jacques Cœur quatre-vingts livres parisis pour pouvoir s'acheter une robe. Le Dauphin Louis n'avait pas dix écus par mois pour ses menus plaisirs.

Le 18 juillet 1443, la reine elle-même, Marie d'Anjou, écrivait à un receveur des gabelles du Poitou de payer une somme de trois cent quarante-trois livres qu'elle avait empruntées à son valet de chambre, Hélionnet Martin. Et celui-ci n'avait pas prêté l'argent sans garantie, comme en témoignent les termes mêmes de la lettre de la reine :

« Pour laquelle somme lui avons gagé nostre bible, laquelle il nous a rendue, et nous en tenons pour contente. »

La difficulté de trouver de l'argent était grande pour tous à cette époque, et la reine devait encore connaître de semblables ennuis, car elle s'ingéniait plus tard, à défaut d'argent, à se procurer les choses dont elle avait besoin en faisant quelques opérations commerciales. En 1446, elle achetait cinquante tonneaux de vin du Poitou, autant de vin de la Rochelle, et faisait envoyer le tout en Flandre, pour l'échanger contre « d'autres marchandises nécessaires en nostre hôtel ». En 1448, elle s'adressa à Jacques Cœur pour lui remettre quatre cents écus sur une perle fine que lui confie son serviteur Pierre Bérard. En 1452, c'est par Jean Pasquier qu'elle se fait rendre un semblable service ; elle lui emprunta soixante écus d'or neuf, « de bonne foi et en bonne parole de reine, » pour un mois.

La ressource de Charles VII, pendant ces années difficiles, fut dans le dévouement de Jacques Cœur, qui ne lui refusa jamais d'argent. Toute la campagne de 1448, celle de 1449, qui vit les Anglais chassés de Normandie, furent menés avec l'or prêté par le grand négociant qui avança à son roi la somme énorme de deux cent mille écus.

On sait combien Charles VII se montra ingrat et bassement injuste vis-à-vis de Jacques Cœur, en le laissant poursuivre, condamner et dépouiller par ses favoris. Il ne faut pas oublier que tous ces seigneurs étaient les débiteurs de l'argentier, et que la situation d'un créancier est mauvaise quand ses juges lui doivent de l'argent et peuvent s'enrichir de sa ruine. Les Dammartin, les Gouffier, les Villequier étaient coutumiers de pareilles vilenies. Mais que dire des frères Bureau, du peintre Jacob de Litemont, du roi d'armes Berry, de Brézé, d'Alençon, de tant de nobles dames et de seigneurs qui se ruèrent à la curée ! Mais qui, en France, portant alors nom ou titre, n'était pas l'obligé de Jacques Cœur ?

C'était grâce à ces avances en espèces comme en marchandises que toute la cour avait pu déployer ce luxe écrasant d'armes et de vêtements qui fit l'admiration des contemporains. Quand Charles VII fit à Rouen son entrée triomphale, Jacques Cœur était non loin de lui, sur un cheval revêtu d'une housse de satin chargés d'orfrois, et Dunois, qui chevauchait à ses côtés, portait une épée estimée trente mille écus d'or, car la poignée et les garnitures du fourreau étaient chargées de gemmes ; à la seule bouterolle reluisait un rubis prisé vingt mille écus. Son cheval était housé de velours vermeil, avec une grande Croix blanche rapportée en broderie d'applique. Son armure était recouverte d'une robe pareille. Le comte Louis de Saint-Pol avait son cheval

houssé de satin noir semé d'appliques d'argent : celui du roi portait son caparaçon de velours bleu couvert de fleurs de lis d'or.

Telle fut cette époque de misère profonde, dissimulée sous un luxe de surface qui ne parvenait pas à faire illusion. Il est sûr que la principale cause des mauvaises finances de Charles VII fut dans sa mollesse, dans sa paresse d'esprit, sa faiblesse vis-à-vis de son entourage. La dure expérience qu'il fit de la vie dans sa première jeunesse ne paraît pas l'avoir assagi. Toujours il resta prodigue sans vraie générosité. Manquant avant tout de courage moral, il abandonna lâchement ses partisans les plus dévoués devant un complot de cour ; il éloigna de lui Tanneguy du Châtel et le président Louvet, il sacrifia Jacques Cœur.

Et pourtant Charles VII ne fit que peu d'ingrats. Le dévouement de Tanneguy du Châtel lui demeura tout entier. Quand le roi mourut, Tanneguy fit enterrer son maître à ses frais, et, comme l'a fait remarquer le marquis de Belval, employa à ce soin pieux trente mille écus de sa fortune sans aucun espoir de les jamais recouvrer ».

LE FRANC-ARCHER DE BAGNOLET

L'infanterie a toujours été la reine des batailles, le fait est certain, il est prouvé par les guerres de l'antiquité classique comme par celles des temps modernes. Pour ne pas avoir voulu reconnaître cette vérité, le moyen âge s'est condamné à longtemps piétiner sur place, jusqu'à ce que le développement des armes à feu portatives rendit enfin aux gens de pied leur véritable importance dans les batailles.

Il faut reconnaître que les essais que l'on tenta aux XIV^e et XV^e siècles ne furent point couronnés de succès. Les fantassins que l'on menait à la guerre y faisaient pauvre mine, et ils étaient tenus en grand mépris par l'ennemi comme par leurs nationaux qui combattaient à cheval. C'est aujourd'hui la mode de flétrir l'ancien régime en bloc et de dire que les chevaliers par leur indiscipline causèrent la plupart de nos défaites. Il y a quelque exagération dans ces dires, et l'histoire que l'on apprend aujourd'hui aux jeunes générations n'est pas faite pour diminuer la mauvaise idée que l'on a de la cavalerie bardée. On devra cependant reconnaître que l'histoire gagnera à ne point être écrite comme un catéchisme de parti politique. Celle de nos gens de guerre est encore à faire, car jusqu'ici on l'a présentée sous des aspects de circonstance. Les officiers, si instruits qu'ils pussent être, qui ont écrit sur les formations et sur la guerre ancienne, l'ont fait avec des idées de système, sans se préoccuper des mœurs ni des caractères variables suivant les époques. Imbus des idées administratives actuelles, ils n'ont jamais pu comprendre combien étaient flottantes et vagues les ressources militaires du

temps passé et n'ont pas su se figurer que *esprit militaire*, ce fameux cheval de bataille des temps modernes, n'a jamais existé, à proprement parler, dans les bandes du moyen âge.

On a voulu aussi faire des régimes passés les plus affreuses des tyrannies aristocratiques. À l'armée, des prescriptions draconiennes réglaient le rang de chacun, sans que le mérite ou le courage pussent y apporter remède. Écrasé en toutes circonstances, le roturier avait à peine le droit de verser son sang pour la défense de son pays. Seul le noble avait le droit de combattre à cheval. Je pourrais citer bien d'autres mensonges qui se débitent et s'impriment couramment ; mais je citerai aussi telle ordonnance défendant, en plein XIII^e siècle, aux collecteurs de l'impôt de saisir chez les bourgeois leurs armes et leur *cheval de guerre*.

Je n'insisterai point autrement, et je vous conterai simplement l'histoire du franc archer de Bagnolet, que le poète François Villon fait parler dans une pièce de vers demeurée fameuse. Villon fut ce qu'on est convenu d'appeler un mauvais esprit. Observateur sagace, il atteint le tréfond des choses. Dans son monologue, il a voulu se moquer de ces bourgeois qui jouent au soldat, sorte de miliciens de garde nationale qu'une chanson moins bien tournée, dite *des Corporaux*, devait encore ridiculiser par la suite.

Ce franc-archer du XIII^e siècle est un milicien courageux en paroles. Quoique paroissien de Bagnolet, il doit compter des ancêtres dans la patrie de Tartarin. Fier de faire partie des contingents, de servir dans l'armée du roi, il va tirer de l'arc aux jours dits, — ce sont les grandes manœuvres du temps, — puis retourne à ses travaux. Audacieux vis-à-vis des faibles, insolent quand il se croit le plus fort, poltron et vantard, il nous représente à merveille ces gracieux éléments qui se pressèrent dans les rangs de nos fédérés, en 1871. De pareils gaillards né manquèrent point en France dans tous les moments difficiles ; ils prirent part aux exploits des Maillotins, aux tueries des Bourguignons sur les Armagnacs. Marseillais, ils furent héroïques à l'attaque des Tuileries ; Parisiens, ils se signalèrent en fusillant les otages.

Le franc-archer de Bagnolet chemine à travers champs, il se remémore ses exploits. Combien de gens n'a-t-il pas mis à mort ! combien de châteaux n'a-t-il pas gagnés de haute lutte ! mais, comme il est seul, vis-à-vis de lui-même il se croit obligé à quelque franchise. Et il se retrace nombre d'aventures fâcheuses où il a dû filer doux. Le chant d'un coq, s'élevant d'une masure, l'amène à d'autres pensées plus riantes. Il songe à la

maraude et se demande s'il ne va pas aller chercher cette volaille que personne n'osera lui disputer. Et il se réjouit à se rappeler ses hauts faits de pillard, le plaisir qu'on a à maltraiter les faibles, à violenter les femmes. Voilà la bonne guerre. Et l'on comprend que le pays ait peu chéri de pareils défenseurs et qu'il leur ait maintes fois préféré l'étranger.

Mais voici qu'au milieu d'un champ un homme se dresse. Il est armé, vêtu d'une robe portant une croix blanche sur la poitrine, et il épaule une arbalète, dont le vireton empenné menace le franc-archer de Bagnolet. Notre milicien est pris de male peur. Car, tant soit-on muni d'une épée et d'une dague, c'est toujours chose fâcheuse de faire une pareille rencontre. Prudemment il observe l'ennemi, qui se tient immobile, menaçant. Humblement il le salue, se réjouissant de la rencontre :

Je voy bien, à votre croix blanche,
Que nous sommes tout d'un party.

La croix blanche d'Armagnac était le signe des Français contre les Anglais, qui la portaient rouge. Mais voici que l'inconnu se détourne quelque peu. Fatalité singulière ! le dos de sa robe porte une croix noire. Le franc-archer s'écrie, désespéré :

Par le sang bleu ! c'est un Breton,
Et je dy que je suis François,

Ne pouvant renier sa patrie, après ce qu'il a dit tout d'abord, il supplie basement le Breton de le prendre à merci. L'homme à la croix noire garde un silence de mauvais augure et tient son arbalète toujours dirigée sur le malheureux franc-archer. Le paroissien de Bagnolet sait, par expérience, que c'est la coutume des gens de guerre de dépouiller les gens sans défense. Et s'il tire son épée et sa dague de sa ceinture, c'est pour les jeter aux pieds du Breton. Il lui laissera peut-être la vie ! Et le franc-archer quitte ses vêtements, dont son ennemi a sans doute grande envie.

Déplorable destinée ! C'est aux jours du malheureux qu'en veut ce Breton silencieux. Perrinet, tel est le nom du franc-archer, le supplie de lui permettre au moins de se confesser. Il lance la cohorte de ses péchés aux quatre vents du ciel et dicte l'épitaphe qui sera gravée sur son tombeau :

Cy gist Pernet le franc-archer,
Qui cy mourut sans desmarcher ;
Car de fuyr n'eut onc espace.

Et Perrinet, qui sera mort sans reculer, faute de place, se prépare à recevoir le coup mortel. Mais voici que le Breton s'abat à terre tout d'une pièce.

Perrinet se précipite pour l'aider à se relever, et lui souhaite de ne s'être point fait de mal dans cette mauvaise chute. Après un pareil service, — car il va le relever et le remettre sur pied, — il ne peut faire moins que lui laisser la vie.

À toucher ce corps gisant sur le sol, Perrinet s'aperçoit que c'est un épouvantail destiné à effrayer les oiseaux qui viennent piller les récoltes. Le Breton est fait de quelques morceaux de bois et d'un peu de paille, avec une défroque bien usée. Du coup le franc-archer s'indigne :

Qu'est-cy ! morbleu ! On se raille,
Ce cuidai-je, des gens de guerre.

Et pour se venger il emporte le mannequin, se promettant d'en employer utilement la paille ; ce trophée sera un faible dédommagement de la peur qu'a senti passer en lui Perrinet, le franc-archer, « qui cy mourust sans desmarcher (reculer). »

La critique est amère, et certes elle passe la mesure. Les francs-archers rendirent parfois de bons services ; mais toujours ils furent tenus en petite estime par les gens de guerre, qui n'aimaient point beaucoup ces *franc-taupins*. Car ils les appelaient ainsi dédaigneusement, parce qu'ils se terraient comme taupes à l'arrivée de l'ennemi. De même avaient-ils donné par dérision le nom de *péquins* aux gens de pied munis de piques, qui faisaient partie des milices.

Il est certain que les rapports entre les divers contingents des armées, au moyen âge, n'étaient pas des plus cordiaux. Aujourd'hui encore l'esprit de corps n'est pas sans produire des conflits entre les soldats de diverses armes. Les gens de guerre sont comme ces oiseaux de rapine qui ne souffrent guère dans leur voisinage que les individus de même robe. Quand ces miliciens étaient défaits par l'ennemi, les hommes de guerre en concevaient de la joie. Le chroniqueur Pierre de Fenin raconte qu'au combat de Senlis, livré en l'année 1418, « il se trouvait là un capitaine de brigands, c'est-à-dire de soudoyers, qui avait foison de gens de pied, lesquels furent taillés en pièces, et leur mort excita grande risée, parce que c'étaient des gens de pauvre état. »

Le chroniqueur n'a point voulu dire, par cette dernière phrase que c'étaient des gens de rien. Je crois qu'il a voulu dire que c'étaient de mauvaises troupes et qui se tenaient mal. Sans doute ces gens de pied furent-ils détruits par une charge qu'ils ne

surent pas recevoir de pied ferme. Aux yeux des bons soldats, les gens qui se font sabrer en tournant les talons ne méritent pas beaucoup d'intérêt. Je suis assez, de leur avis.

Les francs-archers, malgré les soins que Charles VII et Louis XI apportèrent à les organiser, furent toujours de pauvres soldats. Les gardes nationales, à aucune époque de notre histoire, ne nous ont rendu de bons services. Même pour la défense des places, ces contingents ne valaient rien, leur indiscipline et leur ignorance amenaient les pires catastrophes. On s'en aperçut lorsque le duc de Bourgogne, Charles le Téméraire, assiégea la ville de Nesles en 1472. La capitulation était réglée lorsque les francs-archers qui étaient dans la place assassinèrent le parlementaire qui les venait sommer. Une pareille félonie demandait une punition exemplaire, les habitants faillirent être mis à mort. Ils n'obtinrent la vie sauve que grâce aux prières du sire d'Esquerdes. Mais la ville fut mise à sac. Quant aux francs-archers, qui s'étaient réfugiés dans l'église, ils furent presque tous pendus, quelques-uns furent égorgés, et d'autres s'en allèrent avec les poings coupés. Cette terrible exécution, — que les lois de la guerre actuelle ordonneraient tout de même, — a été interprétée par les historiens qui en ont voulu faire un drame encore plus affreux. Ils ont raconté, sans en donner aucune preuve, que le duc de Bourgogne était entré dans la ville de Nesles au mépris de la capitulation et avait fait égorger tous les habitants.

Il exista des francs-archers jusque sous François Ier. Sous Henri II, ils avaient complètement disparu. L'infanterie était distribuée par bandes, et des milices pouvaient les renforcer au besoin. Mais ces dernières ne rendirent pas beaucoup de bons services ; celles de Paris notamment se firent, malgré leurs belles armes « dorées comme calices », abominablement froter par les huguenots de Coligny à Saint-Denis. Au vrai, on n'a jamais fait et on ne fera jamais de bonnes guerres qu'avec les armées de métier. Les désastres de Napoléon Ier datent de cette fin de son règne où, ayant perdu ses vieilles troupes en Russie et en Espagne, il dut combattre à la tête de recrues. Et, de même, en 1870, une fois que les deux seules belles armées dont disposait la France eurent été livrées à Sedan et à Metz, la défense nationale ne fut plus qu'une sinistre comédie politique que joua un parti pour soumettre la France à ses convoitises, à ses rancunes et à ses malsaines ambitions.

Puissent tous nos jeunes lecteurs à qui fut épargnée la vue de ces malheurs que nous autres aurons, toujours devant les yeux, se rappeler que la République fut achetée, en 1871, par l'abandon à la Prusse de la Lorraine et de l'Alsace,

LA BATAILLE DE SAINT-JACQUES

En l'année 1444, après que les Anglais et les Français eurent fait trêve, les gens de guerre, demeurés sans ouvrage, continuèrent à vivre sur la campagne et à cruellement fouler le pauvre peuple, qu'ils ruinaient et meurtrissaient de toutes manières. Parmi ces Écorcheurs, — car tel était le nom que le populaire donnait à ces hommes d'armes, dont le cœur était plus dur que l'acier de leurs armures, — et il en était d'illustres et qui portaient de grands noms, un des plus fameux fut cet Antoine de Chabannes, seigneur de Dammartin, qui commença par être page de La Hire, puis l'associé de cet impitoyable pillard dans ses courses à travers l'Artois, la Champagne, la Bourgogne et la Lorraine, comme aussi à travers la France.

Non moins illustre fut Jean de Bueil, à qui incombait la lourde tâche de conduire en Suisse cette horde sans foi ni loi. Celui-là fut non seulement un homme de guerre dont personne ne songe plus à discuter le talent, mais aussi un des écrivains les plus originaux et les plus intéressants du ^{xv}^e siècle. Sous le titre bien connu du *Jouvencel*, Bueil nous a laissé un roman d'une forme assez attrayante, où il nous présente un raccourci de sa vie d'aventures. Se prenant pour exemple, il montre comment un noble homme, pauvre et sans puissants protecteurs, arrive par son énergie, et son esprit de conduite à mériter la faveur de son roi, et à exercer les charges les plus hautes où il trouve la récompense de ses services.

Longtemps Jean de Bueil commanda ces redoutables Écorcheurs dont la licence

laisse bien loin derrière elle les suppositions les plus osées de notre époque qui s'est désaccoutumée de l'action. On ne comprend plus que l'homme de guerre est un organe indispensable à toute société qui veut vivre, par conséquent réagir, résister et surtout attaquer. Car il ne faut pas être grand clerc pour comprendre que la fameuse *guerre défensive*, préconisée par les pacifistes, est le plus niais des non-sens, et que l'homme qui attend l'attaque sans s'occuper de la prévenir est plus qu'à demi vaincu.

Quoi qu'il en soit, l'arrivée des Écorcheurs était, pour une province, plus formidable que la peste. Quand ils avaient chevauché par un pays, on pouvait dire que l'herbe cessait d'y croître ; et à l'exception des villes qui se dressaient, défendues par leurs murailles, comme des oasis au milieu du désert, on ne trouvait plus une maison où s'abriter.

On les appelait Écorcheurs, parce qu'ils ne laissaient aux gens qui tombaient entre leurs mains d'autre vêtement que la chemise. Telle était l'habitude où l'on était de pareilles aventures, que l'on s'estimait heureux quand on n'y perdait point la vie. Et, quand on voyait arriver à la ville quelques malheureux ainsi réduits à la chemise, on ne manquait point de se moquer de leur mauvaise rencontre et de leur dire : « Eh bien ! vous avez passé par les mains des Écorcheurs ? » Et, quand le pauvre peuple portait ses doléances aux puissants, ils lui répondaient avec dureté : « Si c'étaient les Anglais, croyez-vous que vous n'en souffririez pas davantage ? Et d'ailleurs vous avez trop de biens ! » Ce qui était vrai, en partie, tant que les Écorcheurs n'avaient point passé par là.

Seul le roi Charles VII ne partageait pas cet avis, car il voyait l'extrême misère du royaume ainsi livré en pâture aux gens de guerre, qui, en temps de paix, sont pour le cultivateur un mal plus grand que les chenilles et la grêle. Mais, comme il ne pouvait se passer de leurs services et comme il n'avait point d'argent pour les payer, il devait fermer les yeux et remettre à plus tard une justice qu'il ne pouvait point exercer.

Une occasion heureuse vint s'offrir à lui de faire passer les frontières du royaume à ces bandes, dont la frénétique impudence ne connaissait plus de frein, et qui dérobaient même les vases sacrés dans les églises.

Cette occasion se trouva dans les dissensions intestines qui armaient les cantons suisses les uns contre les autres. Les Écorcheurs ne demandaient pas mieux que d'intervenir dans ces querelles. Dès 1439, beaucoup d'entre eux avaient rôdé autour de Bâle dont ils convoitaient les richesses. Le pillage de la ville impériale devint

un rêve qu'ils ne cessèrent plus de caresser. Le roi de France, qui connaissait ces dispositions d'esprit, s'empessa d'en profiter en l'année 1444, alors que la paix signée à Tours le 20 mai rendit inutiles au royaume tous ces gens de guerre que l'on n'avait pas les moyens de payer.

Depuis près d'un an, le prétexte s'était offert d'intervenir dans les affaires de la Suisse. Sigismond d'Autriche, ne pouvant obtenir l'appui du duc de Bourgogne, s'était adressé à Charles VII pour le supplier de lui donner assistance contre les Suisses, dont il ne pouvait venir à bout, et qui attaquaient sa bonne ville de Zurich. Charles VII, qui avait alors les Anglais sur les bras, employa les moyens dilatoires. Puis il fallut faire campagne contre le comte d'Armagnac, dans le Midi, où le Dauphin Louis se porta à la tête des Écorcheurs.

Mais, dès le mois de juin 1444, la France épousa la cause de l'Autriche, promit des troupes. Et les capitaines anglais sans emploi dirigèrent leurs compagnies sur la Suisse, quand ils apprirent que Jean de Bueil, donné par le roi comme principal conseiller au Dauphin, était un des principaux chefs de l'expédition. L'ambassade autrichienne, qui obtint ces preuves effectives de la sollicitude de Charles VII pour Sigismond, roi des Romains, avait apporté une lettre rédigée par le secrétaire impérial Æneas-Sylvius Piccolomini. On dit que plusieurs seigneurs de l'Alsace et de la Souabe accompagnèrent cette ambassade. Le plus célèbre d'entre eux était Burckardt Moench, de Landscrone, qui avait, en 1442, défendu Zurich contre les confédérés suisses. Les Français l'appelaient Bourga-le-Moine. L'on peut voir encore aujourd'hui les ruines de son château de Landscrone, près de Leyman, aux environs de Bâle. Burckardt Moench plaida éloquemment la cause des Zurichois, montra l'intérêt général qu'il y avait à réduire ces insolents Waldstættten, ennemis jurés de toute noblesse, démasqua ces montagnards sanguinaires et traîtres à l'Empire, dont ils prenaient ou rejetaient le patronage au gré de leurs intérêts.

Charles VII promit un puissant secours. Plus de dix mille hommes marcheraient, sous peu de jours, vers Zurich ; ils seraient commandés par le Dauphin Louis, entouré des meilleurs capitaines du royaume.

Au reste, autant pour débarrasser le royaume des routiers que pour prendre parti dans les affaires de Lorraine, toute l'armée allait suivre Charles VII, qui partait de sa personne, avec de nombreuses troupes, pour la ville de Metz. Car le roi René voulait réunir sous son pouvoir les Trois-Évêchés, qui sont Metz, Toul et Verdun, et en faire

hommage à la France. Ainsi il comptait échapper à la suzeraineté du Saint-Empire.

Il fut donc décidé qu'on revendiquerait encore, en ces circonstances, les droits traditionnels que la couronne de France se reconnaissait sur les pays en deçà du Rhin. Le Dauphin Louis commanda l'armée de Suisse. Peut-être son père tint-il pour prudent de faire voyager ce cauteleux héritier, en qui il n'avait plus la moindre confiance, surtout pendant que lui serait hors du royaume. Le Dauphin s'achemina en juillet par la Champagne, où il massa ses forces, qui, se grossissant sans cesse, ne tardèrent _ pas à dépasser le chiffre de quinze mille hommes. Mais, dans les quatorze mille chevaux qu'il commandait, il semble qu'il n'y en ait eu pas plus de six mille « de bonne étoffe et conduite ». L'armée du Dauphin était loin d'être composée de troupes d'élite, et les dégâts qu'elle fit sur sa route ne témoignaient pas en faveur de sa discipline.

On s'en étonnera moins, sans doute, quand on saura qu'Antoine de Chabannes était un des grands chefs de l'ost. Plus que tout autre, le patron des Écorcheurs fut l'homme du Dauphin. Quant au maréchal Philippe de Culan, seigneur de Jalognes, il n'était là sans doute que pour surveiller Louis de France. Celui-ci, qui fut toujours « grand praticqueur de personnes », recevait des ambassades à chacune de ses haltes. À Langres, à Joinville, à Montbéliard, ce sont des envoyés de l'Allemagne et aussi du duc de Bourgogne. Ce dernier, alarmé à juste titre des allures de certains auxiliaires du Dauphin, notamment du fameux Mathew Gough, qui amenait des Anglais et des Normands, et du capitaine Robert de Flocques, plus connu sous le nom de Floquet, avait fait garnir ses marches de gendarmes. La vraie raison pour laquelle l'envoyé du duc de Bourgogne, Philippe de Ternant, était venu trouver le Dauphin Louis à Montbéliard, c'est que le duc tenait à se concilier les bonnes grâces de celui-ci dont le voisinage l'inquiétait fortement. Il redoutait la rancune du cauteleux fils de Charles VII depuis que le maréchal de Bourgogne, Thibaut de Neuchâtel, avait infligé une sanglante défaite, dans la vallée d'Époisses, aux Écorcheurs de Chabannes qui s'étaient permis de piller un coin de la Bourgogne, lors du retour de la campagne dans le Midi. Le duc avait donc muni Philippe de Ternant d'espèces sonnantes avec ordre de les distribuer au Dauphin et à ses seigneurs. Trois mille cinq cents saluts d'or, somme très forte pour l'époque, furent distribués, et Jean de Bueil, le conseiller militaire de Louis de France, en toucha douze cents pour sa part. Il est rare que la pluie d'or ne fasse lever une moisson drue de bonnes volontés, et cependant, quand les Français durent traverser le territoire bourguignon, on faillit en venir aux mains, et l'on déploya les

robes d'armes.

Mais d'autres raisons retenaient le Dauphin à Montbéliard. Il ne quitta cette ville qu'après en avoir obtenu la remise, car ce fin politique comprenait que Montbéliard était sa clef de position, et qu'en cas de défaite il s'y appuierait comme dernière ressource. Le 17 août, il était stipulé entre lui et les comtes de Wurtemberg que la ville serait occupée par les Français pendant dix-huit mois. Les garnisons allemandes, bourguignonnes et savoyardes furent aussitôt remplacées par des gendarmes du Dauphin.

Moins de quatre jours après, un conseil de guerre fut tenu, où l'on décida de la marche des opérations. Jean de Bueil devait avec l'avant-garde arrêter un gros de Suisses partis pour mettre le siège devant Farnsburg, dans le Jura. Le Dauphin en personne viendrait après avec le gros de l'armée, qui, grossissant sans cesse, pouvait bien compter trente mille combattants. À l'avant-garde se joignirent bientôt, d'ailleurs, les nobles autrichiens commandés par Burckardt Moench. Ce vétéran des guerres suisses, qui devait combattre à Saint-Jacques sa dernière journée, servait de guide à la colonne.

Pour ces Écorcheurs habitués à combattre en pays plat, la guerre sur un terrain aussi accidenté apparaissait comme une entreprise hérissée de difficultés et de périls inconnus. La marche fut cependant assez rapide, car le 23 août les colonnes d'avant-garde étaient en vue de Bâle. D'autres, passant la Birse avec Dammartin et Salazar, s'arrêtèrent à quatre heures de marche de Farnsburg. Et deux jours après le Dauphin arrivait sous les murs de Bâle, dont il s'approcha sans se nommer. Aussitôt il fut reconduit sans amitié avec les hacquebutes des remparts. Et cette artillerie à mains, pour primitive qu'elle fût, mit cependant par terre une douzaine d'hommes de son entourage.

Au vrai, dans Bâle, on tremblait de male peur, car le concile qui s'y tenait était excommunié par le pape Eugène IV, et on ne savait pas au juste si les Armagnacs venaient sur sa prière ou sur celle de l'empereur. Le Dauphin, qui aimait à tirer des affaires tout ce qu'elles pouvaient donner, paraît avoir laissé à cet égard les Bâlois dans l'incertitude ; et les Zurichois, toujours assiégés, se demandaient pourquoi les Armagnacs n'avançaient pas plus vite à leur secours.

Sans la présomption des Suisses, on ne sait comment aurait fini cette affaire ; mais il semble que ce soit un point commun aux armées des démocraties de se croire toujours invincibles. Enorgueillis par leurs précédentes victoires sur les chevaliers

d'Autriche, les gens des Alliances crurent avoir bon marché de ces étrangers qui prétendaient les déranger dans leurs affaires. Trois ou quatre mille hommes se détachèrent de l'armée qui assiégeait Farnsburg et se dirigèrent sur les Armagnacs, dont la première avant-garde se tenait à Prattelen, lieu séparé de Farnsburg par environ quatre lieues de pays. Cette avant-garde, grosse d'environ neuf cents hommes, fut prévenue à temps et put battre en retraite sur Bâle. À Muttentz elle se renforça de quelques compagnies et attendit les Suisses. Ceux-ci, au grand scandale des gens de guerre français qui n'admettaient pas que des gens de pied pussent manœuvrer en masses, les bousculèrent cependant, et les menèrent battant jusqu'à la Birse. Les Armagnacs repassèrent la rivière en désordre, sans regarder en arrière, et les Suisses victorieux les virent s'enfuir au galop de leurs chevaux.

Des milices aussi indisciplinées et sauvages n'étaient point capables d'obéir à la voix de leurs chefs. Sans daigner se rappeler qu'en les envoyant de Farnsburg reconnaître les têtes des colonnes françaises l'ordre leur avait été donné de ne pas franchir la Birse, les montagnards des Alliances passèrent l'eau. Cependant ils la passèrent en gardant les distances de leurs formations. Divisées en rois corps ou batailles, comptant chacune vingt cinq rangs de vingt-cinq hommes armés de courtes hallebardes, et non point de ces longues piques bonnes contre les gendarmes porteurs de lances, les Suisses reprirent leur marche en avant, comptant culbuter le corps commandé par Jean de Bueil en personne.

Mais, en cela, ils calculaient mal, car ils allaient apprendre à leurs dépens que les Écorcheurs manœuvraient aussi bien que cavalerie manœuvra jamais, que le terrain choisi était en tout favorable à la cavalerie, et que ce n'est pas avec des hallebardes courtes que les gens de pied peuvent soutenir les charges de la gendarmerie. Jean de Bueil avait choisi un terrain assez vaste et plat, d'où il dominait la route qui du pont de la Birse mène à Bâle, en cet endroit que l'on nomme Gundeldingen.

Chabannes, qui, connaissant ces dispositions, examinait les Suisses en train de gravir le plateau dans le dessein d'attaquer les Français, fut d'avis que l'affaire ne méritait pas que l'on fit marcher tout l'ost ; il envoya cependant quelques compagnies d'hommes d'armes qui chargèrent les Suisses en tête et en flanc, par groupes de vingt et cinquante lances. Jean de Bueil réussit à couper en deux le corps pesant d'infanterie Suisse, et tandis qu'un des tronçons, entouré, tombait sous les lances des gendarmes qui demeurèrent à cheval, l'autre, sans réussir repasser la rivière de Birse ni à s'enfuir,

fut poussé vers un enclos où il réussit à se retrancher. Mais presque aucun des Suisses entrés dans la maladrerie de Saint-Jacques n'en sortit vivant. Les hommes vêtus d'acier firent enlever les longues poulaines de leurs solerets ainsi que leurs éperons, et, mettant pied à terre, forcèrent le réduit où les montagnards se défendaient avec leurs hallebardes et leurs morgensterns, qui sont des massues garnies de pointes de fer. Encore dut-on ruiner les murs à coup de canon. Les Suisses n'avaient pas d'armures ; leurs seules défenses consistaient en des gambisons piqués, des chemises et des pèlerines de mailles. Les chevaliers souabes et alsaciens les abattirent tous à coups d'épée et de marteau d'armes ; mais ils payèrent chèrement leur victoire. Burckardt Mœnch y perdit la vie.

La bataille dura près de huit heures. Sur les trois ou quatre mille Suisses engagés, on peut dire qu'il ne s'en sauva pas cent. Les pertes des vainqueurs furent très grandes, mais elles ne dépassèrent pas celles des vaincus ; car, notamment en plaine, les lances, quatre fois plus longues que les hallebardes, couchèrent à terre des rangs entiers.

Le combat de la Birse se donna le 26 août 1444. Il a été diversement raconté, Nous estimons qu'on a singulièrement exagéré le nombre des Armagnacs engagés, et l'on a été jusqu'à dire que douze cents Suisses, pas davantage, tinrent en échec cinquante mille hommes d'armes, pendant tout un jour, avant que de succomber. Il faut beaucoup pardonner aux démocraties. N'ayant pas à magnifier le nom d'un prince vainqueur, elles reportent naïvement sur elles-mêmes une gloire dont l'impersonnalité seule peut excuser l'exagération. Les foules, comme les enfants, sont naïves ; elles sont toujours convaincues qu'elles ont accompli des choses énormes.

La ville de Bâle connut, pendant cette bataille, toutes les angoisses de la peur. Elle avait envoyé un messenger aux Suisses qui se dirigeaient vers la Birse, pour leur faire connaître le danger vers lequel ils couraient. Dans leur féroce et stupide orgueil, les brutes tuèrent l'envoyé de la ville et foulèrent son cadavre aux pieds. Les gens des Waldstæten n'en étaient pas à un meurtre près. On les avait vus à Griffensee, peu de temps avant, égorger la garnison au mépris d'une capitulation, et au combat de la Sihl ils avaient éventré le cadavre du bourgmestre Stüssi et frotté avec sa graisse leurs chausses et leurs armes. Les Bâlois cependant ne renoncèrent pas à sauver ces forcenés quand ils les virent aux prises avec les gendarmes de Salazar et de Bueil. La tentative des Bâlois n'est pas un des épisodes les moins intéressants de cette journée de Saint-Jacques, et pourtant l'on en a toujours passé les circonstances sous silence. Ce fut le peuple de Bâle qui, malgré ses magistrats conscients de l'épouvantable péril qu'il allait

faire courir à la ville, se souleva et sortit en masse, bannière déployée, pour prendre part au combat. Trois ou quatre mille hommes environ, tous en armes, passant par l'Æschenthor, marchèrent vers le plateau de Gundeldingen.

Heureusement pour cette patriotique cohue que ceux qui marchaient en tête ne dépassèrent pas la croix de pierre dressée à cinq cents pas du plateau. La vue du désastre les fit demeurer en place. Et comme la queue de la colonne était à peine sortie de la ville, comme du haut des remparts les Bâlois affolés criaient aux imprudents de rentrer et que les Écorcheurs allaient les couper, comme on voyait la bannière rouge de Hans de Rechberg flotter devant le Petit Bâle, et encore d'autres ennemis en marche, comme le premier enthousiasme s'était éteint, les citoyens rentrèrent dans leurs murs. Et il n'était que temps. Les Armagnacs, qui manœuvraient sournoisement de peur de les effrayer, ne se consolèrent point d'avoir manqué ce coup, qui eût été infailliblement la perte de Bâle. Cette ville si riche échappa ainsi aux dangers de la funeste journée. Les Bâlois adressèrent au Dauphin Louis une solennelle ambassade, au nom du saint concile que Bâle abritait dans son sein : trois cardinaux, quatre évêques, douze docteurs, quatre chevaliers et douze bourgeois. Ils supplièrent Louis de France de ne point entrer dans la ville avec toute son armée, et de préserver la vie et les biens des habitants. Le Dauphin acquiesça à leur vœu, et les Bâlois le traitèrent magnifiquement, tandis que les confédérés, comprenant qu'il n'y avait plus que des coups à gagner, levaient le siège de Zurich. Les Armagnacs tirèrent, pour faire le dégât, du côté de la Souabe, où les paysans se levèrent contre eux et les massacrèrent en détail. Louis de France s'en fut, avec ses compagnies régulières, rejoindre son père en Lorraine. Quoiqu'il n'eût pas été de sa personne à la bataille de Saint-Jacques, il garda bon et fidèle souvenir de ces Suisses qui avaient si audacieusement évolué et vendu si cher la victoire à la gendarmerie de France. La solidité des montagnards suisses lui revint à la mémoire quand, bien des années plus tard, son intérêt lui commanda de les employer. Quant à Jean de Bueil, il tira de la journée de Saint-Jacques cette moralité : qu'une infanterie manœuvrant pour attaquer est nécessairement perdue. Sans insister sur cet aphorisme, on peut remarquer que l'affaire de Marignan présente quelques rapports avec celle de Saint-Jacques.

Mais la France ne fut pas pour cela débarrassée des Écorcheurs : il en demeurait d'autres, et non des plus petits, dont nous raconterons l'histoire.

RODRIGUE DE VILLANDRANDO

Parmi les grands routiers qui pillèrent la France dans la première moitié du règne de Charles VII. Rodrigue de Villandrando tient assurément la première place. Cet Espagnol, qui fit toujours la guerre à son compte, eut des fortunes diverses. Mais par son industrie, ses mérites et son rare courage, il s'éleva d'un rang obscur vers les premières places, épousa une fille de France et mourut riche et honoré. Employant les dernières années de sa vie aventureuse à un retour sur lui-même, il semble avoir pleuré ses méfaits. Dès lors il vécut dans la pénitence et fit une bonne fin. De telle sorte qu'après avoir donné au monde le spectacle de ses crimes, il devint un vivant miroir des vertus théologales, dont la dernière, qui est la charité, paraît avoir fait défaut à ses actions d'homme de guerre.

Mais la mémoire des hommes lui fut moins douce que la miséricorde de Dieu, et dans ces provinces méridionales de la France qu'il ravagea si cruellement, son nom est demeuré comme emblème de toute méchanceté. Ainsi nous l'apprend le vieux chroniqueur limousin, ce père Bonaventure de Saint-Amable, qui explique comment l'épithète de « méchant Rodrigue » s'appliquait couramment à tout homme brutal et cruel. Telle fut la façon dont messire Rodrigue de Villandrando marqua dans le souvenir de ses contemporains. Et pourtant les historiens, que n'aveugle point la passion, le regardent, avec raison, comme l'un des champions les plus déterminés de l'indépendance française. Quicherat semble avoir été le premier à lui décerner ce titre.

Cet Espagnol, né au delà des monts, à Villa Andrando, entre Valladolid et Burgos, dans la vieille Castille, avait cependant du sang français dans les veines. Sa grand' mère était là sœur d'un gentilhomme des environs de Poitiers qui se nommait Pierre de Vilaines, et dont Froissart a laissé un portrait très flatteur. Pierre de Vilaines, qui s'en fut, avec du Guesclin en Espagne, y tut fait comte de Ribadeo sans que ce titre pût le décider à s'y fixer, car il vendit un beau jour son comté, et revint en France, où il acheta le fameux royaume d'Yvetot, par quoi il se rendit cousin du roi de France. Rodrigue naquit vers 1388. Quand il fut adolescent, il s'aperçut vite que sa famille, tombée dans la gêne, ne lui laisserait autre chose sur la terre que ses bons conseils. Aussi n'avait-il pas seize ans qu'il passait en France, où depuis de longues années la guerre nourrissait tous les hommes qui avaient de bonnes armes et du cœur. Le fameux Amaury de Séverac, cet homme de guerre dont les prétentions donnèrent tant de soucis à Charles VII, reçut l'enfant dans sa compagnie d'hommes d'armes en lui donnant d'emblée le rang d'écuyer. Le bras droit des Armagnacs n'avait pas conféré à Rodrigue cette place à la légère. Frappé de la haute taille, de la force extraordinaire et du courage de l'Espagnol il ne le fut pas moins de son adresse à manier un cheval et les armes. Mais l'effet produit par ces mérites sur l'esprit du maréchal fut tout différent sur l'âme des compagnons du nouveau venu. L'envie et la haine sont la monnaie courante vis-à-vis du talent, qui est ce qu'on pardonne le moins. Rodrigue dut quitter la compagnie d'Amaury de Séverac. Je ne crois pas, pour ma part, qu'il prit ce parti poussé par les persécutions d'une coterie de jaloux, car on a la preuve qu'il demeura vingt-deux années dans la compagnie. Il fut obligé de partir, l'indication des chroniqueurs est formelle, mais il demeura en bons termes avec son chef.

On croirait tout d'abord que cet Espagnol, ainsi abandonné à ses ressources, ait été chercher du service auprès d'un capitaine quelconque, gascon ou anglais ; ce serait mal connaître messire Rodrigue, qui, ayant servi pour la France avec le maréchal de Séverac, ne se départit jamais de son premier engagement et ne porta jamais les armes dans les troupes du roi d'Angleterre. Il devint une sorte de chevalier errant. Plein d'une hautaine et sauvage indépendance, il dédaigna de servir sous les ordres d'un chef, quel qu'il fût. Seul, il commença la guerre pour son compte ; attaquant les Anglais isolés, il les abattait et les dépouillait, sans scrupule, de leurs armes et de leur argent. Je ne jurerais pas que messire Rodrigue n'ait jamais détrossé quelque sujet du roi de France.

Il trouva bientôt un compagnon pour l'aider dans ses expéditions, pour en

partager les dangers et les bénéfices. Ainsi il vécut quelque temps dans le Languedoc, où des bandes de toutes sortes dévastaient le pays, car le comte d'Armagnac, représentant pourtant du mouvement national, avait appelé, en haine de Gaston de Foix, les bandes de routiers gascons d'André de Ribes, et elles ravageaient cruellement les campagnes. C'était comme si l'on eût fait entrer les Anglais.

Rodrigue et son compagnon s'associèrent d'autres gens de guerre. Sa petite troupe commença à grossir, et elle ne se composait que de gens solides ayant fait leurs preuves, et disciplinés. La mort du maréchal Amaury de Séverac, que le comte d'Armagnac fit étrangler pour s'emparer de son énorme fortune, dissocia les grandes bandes que cet homme de guerre commandait. Beaucoup de ces soudoyers s'en furent demander du service à Rodrigue, dont la renommée commençait à s'étendre dans le pays. On savait, en effet, que nul n'était plus courageux ni plus juste. Exigeant beaucoup de son monde, il tenait avant tout à la discipline et n'hésitait pas à mettre à mort les mutins. Tenant son camp dans le plus grand ordre, il y avait interdit les querelles et les rixes ; et comme ces troubles surviennent presque toujours quand on partage le butin, il le fit toujours répartir en sa présence, suivant les mérites de chacun.

Rodrigue, comme première expédition importante, marcha contre André de Ribes, car le roi l'avait chargé de purger le Languedoc de ses bandes. Il battit les Gascons et prit leur chef, qui, remis au comte de la Marche, fut condamné à mort et pendu malgré les démarches du comte d'Armagnac, qui alla jusqu'à dire, dans l'espoir de le sauver, qu'André était de son sang, et proposa une énorme rançon.

Mais le roi Charles VII était déjà d'avis qu'il n'y a pas de plus vilain crime que de marcher avec les ennemis de son pays. André de Ribes avait amené en Languedoc les bandes anglo-gasconnes, qui, en vérité, étaient au roi d'Angleterre. C'est pourquoi Charles VII ne voulut rien entendre et fit pendre le protégé du comte d'Armagnac, lorsque, en toute autre circonstance, il lui aurait permis de payer rançon. Et pourtant ses embarras financiers étaient cruels, à ce point qu'il ne pouvait payer Rodrigue de Villandrando qui avait battu les Gascons. Celui-ci se paya de ses mains en dévastant le pays, en rançonnant les villes, en faisant les gens prisonniers. Désormais, dans la région qu'il exploite, on ne pourra avoir la paix qu'en faisant un accord avec lui, moyennant beaux deniers comptants, s'entend ; c'était ce qu'on appelait *apatir*. *Apatir* une ville, c'était lui faire payer une somme moyennant laquelle elle était à l'abri du pillage et de toute contribution ultérieure. C'est là une opération dans laquelle Rodrigue de Villandrando excella entre tous les hommes de guerre, grands ou petits. D'ailleurs or-

ganisateur au-dessus du pair, payant régulièrement son monde, il semble avoir été un des premiers chefs de guerre capables de résoudre, comme l'a écrit M. Camille Favre, le problème des approvisionnements. La rapidité de ses mouvements tenait du prodige. On disait de lui qu'il était toujours présent, en même temps, dans les lieux les plus éloignés. En Biscaye, en Navarre, cette ubiquité devint proverbiale : « Il est comme Rodrigue de Villandrando, ici aujourd'hui, demain là. »

Et il ne courait pas ainsi pour le seul plaisir. Chacune de ses expéditions lui apportait de sérieux profits. Mais, ne respectant personne sur la terre, il se lança dans plus d'une aventure d'où il ne se tira pas sans difficultés majeures.

Cette mauvaise conduite vis-à-vis des sujets du roi de France et de ses bonnes villes n'empêcha point Charles de rappeler Rodrigue et ses bandes contre le prince d'Orange, qui voulut en l'année 1430, s'emparer du Dauphiné avec son ami et allié le duc de Savoie ; et, pour décider Rodrigue à déployer toute son activité dans cette affaire, le roi le nommait écuyer de sa maison.

Rodrigue marcha rapidement contre Orange, qui venait de passer le Rhône, le battit à Anthon (11 juin 1430), et le jeta en telle déroute, que ce prince, sans chercher même le pont, mit son cheval à l'eau au risque de perdre vingt fois la vie, et gagna heureusement la rive opposée, tandis que les siens se faisaient prendre ou tuer. Un chevalier de la Toison d'Or, le sire de Montaigu, accompagna le duc dans sa fuite, oubliant dans sa terreur que les statuts de l'Ordre défendent de s'enfuir du champ de bataille. Rayé du chapitre et dégradé, il s'en fut en Palestine et mourut de chagrin. Le prince d'Orange était trop grand seigneur pour avoir à craindre un semblable châtiment. Le proverbe qui dit que la foudre atteint surtout les hautes cimes me fait toujours sourire ; il y a là de la naïveté et de l'exagération, au contraire de tant de proverbes et d'adages, toujours pleins d'une philosophie grande et d'une bonhomie narquoise. Le prince d'Orange n'en fut pas quitte cependant pour son armée dispersée et tout son bagage perdu : le butin fut énorme, énorme surtout quand les vainqueurs entrèrent dans Orange même, sur les talons des fuyards. La ville fut cruelle ment pillée, rançonnée, mise à sac, et Rodrigue la garda au nom du roi.

Il est probable que ce dernier manquait encore d'argent pour payer son mercenaire, car celui-ci passe bientôt après en Basse-Auvergne, où il enlève les habitants par troupeaux pour les mettre à rançon. Ainsi se passe pour Rodrigue l'année 1431. Il dut gagner de grosses sommes, car le pays ne se débarrassa de lui qu'en payant, et les espèces furent versées par un banquier de Clermont, sous les auspices du sénéchal de Langeac,

qui régla officiellement l'affaire. Il semble que l'astre présidant aux destins de Rodrigue se lève absolument radieux. À peine quelques nuages viennent-ils de temps à autre en obscurcir l'éclat. C'est ainsi qu'en 1432 il perdait son frère d'armes, son lieutenant chéri, son *alter ego*, Valette, qui mourut fâcheusement pendu à Nîmes, après s'être fait prendre sottement par le comte de Foix, à qui il avait tendu une embuscade ; mais celui-ci, prévenu à temps, était arrivé avec une grosse troupe et avait mis la main sur le camp des routiers. Ce contretemps sauva le Languedoc d'une invasion de Rodrigue, qui spéculait sur l'enlèvement du comte pour opérer une descente.

Mais il se consola en trouvant une occasion glorieuse de marcher comme capitaine royal contre les Anglais. Charles VII venait de l'appeler pour déloger le duc de Bedford, qui assiégeait Lagny. L'arrivée de Rodrigue ne se fit point sans quelque dommage pour le pays ; il brûla, pillà, gâta tout sur son chemin ; jamais les Anglais n'auraient fait autant de mal, et la France avait peu à gagner avec de pareils libérateurs. C'est dans ses manœuvres contre Bedford que Rodrigue se révéla ce qu'il était : un homme de guerre hors de pair. Non seulement il oblige le grand capitaine anglais à rompre ses lignes de siège de telle sorte que des convois de vivres rentrent dans Lagny affamé, mais encore il arrive à débloquer la place. Par une contremarche simulée sur Paris, il amène le duc de Bedford à abandonner précipitamment son camp, lui fait faire fausse route, revient sur ses pas, et pille le campement anglais. Les Anglais y perdirent toute leur artillerie de siège.

Après ce succès, Rodrigue se dirigea sur l'Anjou, qu'il mit en coupe réglée. On était au mois de septembre 1432. Abusant de l'absence du duc et roi Louis III, qui était alors en Italie, Rodrigue pousse ses ravages jusqu'aux portes d'Angers, sans respect pour la reine Yolande. Le prétexte de ces violences était une prétendue créance dont il poursuivait, le recouvrement. Il est plus probable, ainsi que l'a remarqué M. Camille Favre, avec Quicherat, que le grand routier agissait à l'instigation de La Trémoille. Ce favori, dont l'influence sur Charles VII fut si néfaste, cherchait une diversion qui obligeât Charles d'Anjou à quitter la cour pour courir à Angers. Car La Trémoille redoutait ce seigneur qui jouissait de toute la confiance du roi. Mais, en Anjou, messire Rodrigue trouva à qui parler. Chargé par la noblesse du pays de mener ses cent lances contre les six cents de l'envahisseur, Jean de Bueil partit de Touraine, entra dans Angers sans que Villandrando eût même soupçonné sa marche, et envoya de là à avantageux Espagnol sommation de déguerpir vivement. Pour toute réponse, celui-ci fit monter son monde à cheval et attendit l'attaque. Jean de Bueil était un manœu-

vrier trop subtil pour ne pas profiter de la mauvaise position de l'ennemi qui s'était, quoique à cheval, barricadé dans une rue. Les gens de Rodrigue, ainsi incapables de charger, furent accablés de traits. Un frère de Rodrigue tomba percé de coups, avec nombre de gens du premier mérite. Bref, ce fut une fâcheuse défaite, et, pour comble de malheur, les hommes de Bueil rapinèrent tout le bagage des routiers et prirent quantité de grands chevaux d'armes, toutes bêtes d'une Valeur considérable. L'invincible Rodrigue, ainsi frotté, poussa des cris féroces. Ce bandit cria au voleur, ce seigneur de grands chemins accusa Jean de Bueil de félonie ! Malheureusement Rodrigue ne fournit point ses raisons, elles eussent été bonnes à entendre.

On ne sait, à la vérité, quand on a affaire à ces gens de guerre, ce qu'il faut admirer le plus, de leur naïveté ou de leur mauvaise foi. Il semblerait que leur habitude de commettre des violences et des spoliations contre des gens désarmés arrive à changer leur nature humaine pour en faire des êtres quasi divins, investis d'une puissance que tous doivent respecter. S'ils se font battre et dépouiller, ils ne savent que crier à la trahison ; être un moment les plus faibles leur apparaît comme une monstrueuse injustice.

Rodrigue considéra la bonne leçon qu'il venait de recevoir, et qui devint fameuse en ce temps où l'on chansonna *La détrousse des Ponts-de-Cé*, comme une injure particulière de la part de Jean de Bueil, et il dénonça sa ferme intention d'aller saccager ses domaines en Touraine. Descendant vers le sud de cette province, il pillait tout, campagnes et villes, sourd aux ordres du roi, qui ne put empêcher la ville de Tours de payer une contribution. Et les gens de ses bandes, en traversant la ville, ne laissèrent pas d'y commettre des méfaits.

C'est alors que le nom de Rodrigue commença à devenir impopulaire. Des chansons et des plaintes se firent contre lui, dont la plus célèbre est la *Complainte et les bēlas du pauvre commun de France*. Lui paraît s'en être peu soucié. Par ses intrigues en Espagne, il venait de se faire donner ce titre de comte de Ribadeo qu'avait porté son ancêtre, Pierre de Vilaines. Désormais il mènera ses bandes de brigands sous la bannière de comte. Au reste, il est toujours resté Espagnol ; il a des émissaires qu'il emploie dans les affaires de l'Aragon ; Ses lieutenants, ses hommes de confiance sont des Espagnols purs. Ses principaux capitaines sont Salazar, Alonzo de Zamora, Sanche de Tovar ; son intendant est un chevalier, messire Pierre de Vivar. Et comme si la fortune de cet aventurier n'était pas assez grande encore, voici qu'il épouse une fille de la maison de France, une princesse de Bourbon !

Le comte de Clermont, fils de ce duc de Bourbon qui, emmené prisonnier en An-

gleterre après le désastre d'Azincourt, ne devait jamais revenir en France, avait tout intérêt à s'attacher par une alliance le puissant chef de routiers. Car, outre qu'il avait son duché à défendre contre le comte de Savoie, il était sans cesse tenu loin de ses terres par le service du roi. C'est le 24 mai 1433 que fut établi le contrat de mariage à Moulins. La jeune mariée apportait son trousseau, de la valeur de deux mille écus, et la seigneurie d'Ussel, en Bourbonnais, rapportant un revenu de mille livres, Rodrigue de Villandrando devait verser huit mille écus d'or comme douaire. Un de ses beaux-frères fut ce fameux bâtard de Bourbon qui fit une si triste fin. Proscrit par le roi Charles VII, à cause de ses crimes abominables, le compagnon d'armes de Rodrigue fut un jour appréhendé au corps, cousu dans un sac et jeté à la rivière.

Tandis que messire Rodrigue, comte de Ribadeo, se mariait, ses compagnies avaient pris leurs quartiers d'hiver dans le Gévaudan et le Velay. De là elles menaçaient le Languedoc, qui restait sans défense vis-à-vis d'une attaque, car le comte de Foix, occupé d'intrigues politiques, avait quitté son gouvernement. L'invasion arriva au printemps suivant ; tout le pays fut, pillé, et la ville de Nîmes se dressa seule au milieu des Campagnes dévastées, à l'abri derrière ses remparts ; encore avait-elle pris la précaution de voter de fortes sommes d'argent pour se mettre en défense, et des guetteurs veillaient, faisant sonner la grosse cloche dès qu'ils apercevaient des bandes de routiers à l'horizon. À la fin de cette expédition, celles-ci prirent leurs quartiers d'hiver dans le Rouergue, tandis que d'autres troupes s'en allaient avec Rodrigue batailler sous la bannière du comte de Clermont contre le duc de Bourgogne, qui voulait envahir le Bourbonnais avec ses Flamands et ses Picards. Clermont et Rodrigue prirent l'offensive. Le routier espagnol était, au mois de janvier 1434, devant la forteresse du mont Saint-Vincent, en Mâconnais, avec quatorze cents hommes d'armes, Salazar et « autres capitaines de son alliance ». Le jour des Rois, ils s'emparèrent de cette place, sise sur une montagne escarpée, véritable nid d'aigle d'où ils dominaient le pays environnant, qu'ils pouvaient rançonner impunément.

Le duc Philippe le Bon se dérangea de sa personne avec toute une armée ; et un beau jour, du haut de leurs murailles, les gens de Rodrigue purent voir défiler dans la plaine toute la chevalerie bourguignonne et les milices picardes. Ils considérèrent cette grosse partie comme dangereuse à jouer, et la nuit suivante ils déguerpirent sans bruit en emportant tout leur butin, et réussirent à gagner le Bourbonnais sans que les assiégeants se fussent aperçus de leur départ. Peut-être aussi ne se soucièrent-ils pas de poursuivre un ennemi qu'ils étaient trop heureux de voir s'éloigner. Mais l'ennemi ne

tarda pas à revenir. Dès que le duc se fut éloigné, il pilla le Mâconnais. Les routiers étaient d'ailleurs trop nombreux pour qu'on pût songer à les repousser facilement par la force. S'il faut en croire le héraut Berry, Rodrigue commandait alors la plus nombreuse compagnie de France ; on y comptait dix mille hommes d'armes.

Le traité d'Arras, signé en 1435, mettait fin à la guerre anglaise, à laquelle Rodrigue n'avait pris qu'une bien petite part. Cette suspension d'hostilités n'était pas d'ailleurs pour le gêner dans ses entreprises. Il continua de ravager le pays comme par le passé. Lorsque se fonda la terrible association des Écorcheurs, dont le sire de Chabannes fut un des principaux chefs, Rodrigue prit ses arrangements et se vit adjudger, comme terrain d'exploitation, la Guyenne qui était une terre anglaise.

Cela donne cruellement à réfléchir sur la moralité de ces gens de guerre, lorsqu'on voit les Français se réserver, comme part de pillage, tout le pays situé entre la Marne et la Seine, et donner à un Espagnol le pays soumis aux Anglais. L'association des chefs du Nord tira du seul Gévaudan une rançon de vingt-deux mille moutons d'or.

Mais il ne faudrait pas croire que Rodrigue ait pillé la Guyenne sans rencontrer de résistance. Un jour même, il reçut dans le Limousin une sévère leçon. Aux portes de Limoges, les gens du pays lui enlevèrent tout le convoi de charrettes contenant son butin et aussi tous ses prisonniers. Le comte de Ribadeo empocha, — si l'on peut dire, — cet outrage dur à digérer pour l'homme qui, peu de temps avant, avait menacé de chevaucher par le Languedoc dans tous les sens, jusqu'à complète destruction.

Cet avantage pris par les gens de Limoges ne réussit pas à les débarrasser du terrible routier, qui se fit donner de grosses sommes d'argent moyennant quoi il abandonna le pays, non sans y garder quelques forteresses. Au printemps de 1437, il dévasta le Berry, et son insolence ne connaît plus de bornes. Il dénonce son intention de marcher sur Tours, qu'il mettra à rançon. Dans cette ville se trouvaient alors la reine elle-même, Marie d'Anjou, et avec elle la Dauphine Marguerite d'Écosse. Rodrigue reçut des lettres où ces princesses le priaient de détourner les ravages du pays. Il y répondit courtoisement et emmena son monde d'un autre côté.

Sans doute le rusé routier voulait-il, par cette marque de condescendance, se réserver auprès du roi Charles VII des appuis. Il prévoyait une disgrâce prochaine et sentait que les excès de ses gens de guerre ne tarderaient pas à amener une énergique répression. En s'éloignant des environs de Tours, ses bandes avaient pillé le pays sans réserve, et, dans le Berry, le bailli royal, Giraud de Goulard, qui avait voulu s'opposer

à ces attentats par la force, avait été tué par le petit Rodrigue.

Ce petit Rodrigue était un lieutenant du comte de Ribadeo, et on l'avait ainsi nommé parce que par son courage et sa personne il ressemblait au grand chef des Écorcheurs du Midi. A la nouvelle de ce dernier attentat à son autorité, le roi déclara qu'il marcherait en personne contre ces bandits, et qu'il ne prendrait de repos avant d'en avoir purgé complètement le royaume. Partout il recueillait des plaintes ; les crimes du comte de Ribadeo et de ses gens apparaissaient innombrables. Et, pour comble d'impudence, voici que les fourriers royaux, qui conduisaient tout le bagage de Charles VII, furent attaqués et dépouillés aux portes d'Hérisson par les routiers de Rodrigue. Ces bandits trouvèrent de bonne prise le mobilier portatif, le linge, la garde-robe, l'argenterie du roi. Celui-ci, d'ailleurs, pendant son voyage dans le Midi, avait été menacé d'attaques de routiers. Ces compagnies marchaient au gré des intrigants de cour, qui, comme La Trémoille, complotaient contre le favori du jour, Charles d'Anjou. Rodrigue de Villandrando avec ses routes était prêt, avec les autres chefs de bandes, à soutenir au besoin les conspirateurs.

La détrousse des fourriers royaux fit grand bruit. Charles VII, qui, entouré de forces considérables, redoutait peu, en fait, les compagnies de routiers, résolut de sévir. Rodrigue, averti en temps utile, comprit que le moment était venu de disparaître. Tournant le dos à l'armée royale qui lui barrait le chemin, il fit des marches forcées, passant l'Allier à Varenne, la Loire à Roanne, la Saône à Trévoux. Il put s'arrêter enfin et regarder sans crainte les coureurs du roi, qui restaient sur l'autre rive. Il était en terre d'Empire, dans ce pays de Dombes qui était un fief impérial de son protecteur le duc de Bourbon. Mais sa position n'était pas meilleure que celle de ce prince. Si le duc de Bourbon était disgracié, avec le roi René d'Anjou, pour s'être mêlés à ces intrigues, Villandrando était, lui, bel et bien banni du royaume. Charles VII, dans cette affaire, poursuivait autant le protégé que le protecteur. Rodrigue vécut ainsi dans l'inquiétude, sans se douter peut-être que la fortune lui réservait de nouveaux déboires. Il vida la pleine coupe d'amertume le jour où Bourbon dut s'humilier devant le roi et abandonner le routier à son mauvais sort. Charles VII, non content de bannir le comte de Ribadeo du royaume, mit au ban le chef et l'armée ; c'est-à-dire qu'on enjoignait à tous, petits ou grands, de courir sus aux routiers et de les tuer partout où on les rencontrerait, sans avoir à craindre aucune poursuite, non plus au criminel qu'au civil. Les chefs qui voudraient échapper à ce ban devaient s'engager à porter les armes contre les Anglais. Il semble que cette proclamation ait relevé les courages et rendu

un peu d'énergie à ces gens des campagnes qui avaient eu tant à souffrir de Rodrigue et de ses bandes.

De toutes parts on se leva contre elles. On les exterminait en détail partout où elles revenaient, et, près de Lectoure, le petit Rodrigue lui-même fut tué par le frère du bailli royal Giraud de Goulard, qui lui passa son épée au travers du corps, vengeant ainsi la mort de son frère.

Rodrigue de Villandrando n'était point homme à se laisser longtemps abattre. Il se résolut à rentrer en grâce auprès du roi, sans la protection duquel il ne pouvait exister. Il chercha des appuis et des soutiens ; il les trouva en Espagne. Par son protecteur le ministre Alvaro de Luna, il pouvait beaucoup obtenir. Cet homme d'État, qui avait toujours soutenu les intérêts de la France contre le roi d'Aragon et les Anglais, jouissait d'une grande influence auprès du roi Charles VII. Il l'employa en faveur du comte de Ribadeo, et lui obtint un pardon qu'à la vérité il ne méritait guère. Mais ce furent surtout les circonstances qui servirent Rodrigue en cette affaire. Les hostilités avaient repris avec l'Angleterre. Charles avait besoin de troupes, et Rodrigue en avait. Aussi apparaît-il, en 1438, dans l'Agenais, contre les Anglais, et aussi dans le Médoc, où il commanda avec Saintrailles.

Mais les routiers de messire Rodrigue ne se conduisirent pas mieux en ces circonstances qu'ils ne l'avaient fait jusque-là. S'ils guerroyèrent courageusement, ils dévastèrent le pays comme les Anglais ne l'avaient jamais fait, et les soldats de Charles VII les égalaient dans leurs rapines. Aussi ne faut-il pas s'étonner si le mouvement national fut, en ces provinces, antifrançais. Les Anglais, par leur gouvernement régulier et ordonné, avaient donné à la Guyenne et aux contrées voisines, une paix et une prospérité qu'elles furent bien longues à recouvrer après l'occupation française. Jamais, ce semble, les armées anglaises ne s'étaient comportées, dans ces pays conquis, comme le firent les soudoyers de Charles VII, qui venaient travailler à leur délivrance.

Il ne faut donc pas s'étonner d'apprendre que les habitants du Médoc aient fait cause commune avec les Anglais et chassé ces gens de guerre de France, qui s'étaient abattus sur leur province comme une bande d'oiseaux de proie. Rodrigue et ses routiers ne s'obstinèrent point et quittèrent le pays pour s'en aller guerroyer avec les Armagnacs contre le comte de Foix. La campagne qu'il fit dans le Roussillon est liée aux intrigues espagnoles. Elle fut dirigée contre les Aragonais. Ceux-ci défendirent Perpignan et Salces, que Rodrigue ne put enlever ; puis un accord se fit, et tous les routiers se répartirent dans le Languedoc. Là les bandes de Rodrigue semblent avoir

pris à cœur de dépasser leur renommée de férocité et d'avidité : Ces gens de guerre se conduisirent comme des bêtes sauvages, sous l'œil indifférent de leur chef, qui empilait pendant ce temps les écus d'or que le roi Charles VII lui avait fait compter pour que lui et ses hommes se tinssent en paix dans leurs quartiers, sans opprimer le peuple. Le Languedoc dut encore payer pour éloigner ces bandits, qui s'en furent dans le pays de Comminges, et le Dauphin Louis vint les y rejoindre. Sans doutes ce prince, à l'esprit avisé et tortueux, cherchait-il déjà des soutiens pour des révoltes futures. Ses intrigues subtiles semblent avoir échoué auprès de Rodrigue, qu'Alvaro de Luna appelait en Espagne. Le comte de Ribadeo vola auprès de son protecteur menacé, avec le roi don Juan, par une révolte des grands, en juin 1439. Quand il arriva, les affaires étaient déjà bien avancées pour la paix ; et, sans s'être battu, Rodrigue fut compris dans le traité de Tordesillas et pourvu d'une situation à la cour.

Dés lors la vie du comte de Ribadeo devient régulière, on pourrait dire édifiante. Il ne quitta plus l'Espagne. Mais on n'y était point, comme la France, d'humeur à se laisser manger par des compagnies de routiers : Rodrigue eut le choix de quitter le pays ou de licencier son monde. Il prit sagement ce dernier parti et renvoya ses routes, avec son lieutenant Salazar, par delà les Pyrénées.

J'ai dit que messire Rodrigue fit une bonne fin. Menant à la cour une vie paisible, il usa avec prudence des biens que la fortune lui avait aveuglément départis, et tous l'honoraient pour son courage, sa haute mine et sa fierté. Nommé maréchal du prince des Asturies, il refusa de participer aux révoltes que ce mauvais fils fomenta contre son père, le roi don Juan, et dans une circonstance critique il sauva son Souverain des embûches de l'héritier du trône. Don Juan, en reconnaissance de ce service signalé, lui octroya ce qu'il lui plairait de demander. Rodrigue exprima le désir de s'asseoir tous les ans à la table royale, — à la fête des Rois, anniversaire du service rendu, — et de recevoir en don le vêtement que le roi portait ce jour-là. Ce qui lui fut accordé, à lui et à ses descendants ; et la coutume était encore observée au XVII^e siècle. Rodrigue devait encore plus d'une fois mettre les armes à la main ; toujours il les porta pour son souverain. En 1446, il semble avoir renoncé aux choses du monde et être demeuré étranger aux intrigues et aux drames de cour qui se jouaient autour de lui. Il mourut dans le jeûne et la contrition, en l'an du Seigneur 1448, au mois d'avril.

Salazar, qui avait ramené les routiers de Rodrigue en France, prit du service auprès du roi Charles VII au moment de cette révolte du Dauphin Louis, que l'on a nommée la Praguerie. Sa faveur auprès du roi fut de courte durée, car, en 1443, celui-ci le cassa

pour le remplacer, en tête de sa compagnie, par un autre Espagnol, Martin Enquirez. Nous le voyons cependant parmi les capitaines de Jean de Bueil, l'année suivante, à la bataille de Saint-Jacques de la Birse, ainsi que nous l'avons raconté. Quand Louis XI monta sur le trône, il ne garda point rancune au capitaine qui l'avait jadis combattu. Il lui rendit au contraire le commandement de son ancienne compagnie dite des Espagnols, qui se faisait remarquer entre toutes par son luxe, tant les hommes d'armes qui la composaient étaient magnifiquement montés et garnis,

DEUX RÉPUBLIQUES ITALIENNES

I — VENISE

C'est aujourd'hui la mode d'aller à Venise et aussi d'en revenir le cœur débordant d'un enthousiasme qui n'a rien d'indicible. Il se traduit en des volumes sans nombre, car écrire ses impressions est un goût de notre époque. On ne compte plus les livres publiés depuis quelques années sur cette ville. Tout jeune couple qui se respecte fait son voyage de noces dans la cité des doges, se promène en gondole, admire les peintures de Tiepolo et bâille devant la statue du grand condottiere Bartolomeo Colleoni, dont l'image est certes mieux connue que l'histoire. On y voit d'autres curiosités encore, et partout l'on y respire, paraît-il, « l'âme des choses ».

Pour moi, ce qui m'intéresse dans cette ancienne fourmilière aujourd'hui morte, mais où s'agita la population la plus active de l'Italie, dans ces palais mornes dont les murailles s'élèvent au-dessus des eaux, c'est le souvenir des hommes de l'ancien temps dont l'esprit plane encore sur ces lagunes. Je veux parler de ces Vénitiens qui conservèrent pendant des siècles un État qui pourrait être pris pour exemple d'un gouvernement fort sous un régime de liberté. Ces citoyens d'un État libre se plaisaient à dire qu'esclaves des lois ils conservaient ainsi leur indépendance. Nul gouvernement

ne fut plus régulier, mais ne s'entoura aussi de plus de mystère.

Le mystère est l'essence même de Venise, et c'est une des raisons du charme qu'elle exerce sur fous, sur le touriste comme sur le penseur. Tout en elle est singulier et obscur, même son origine, qui n'est pas due, si l'on en croit les vieilles légendes, aux arts habituels des hommes. Mais l'histoire nous ramène à des notions plus précises. C'est le 25 mars 413 que vinrent de Padoue les fondateurs de Venise ; ils posèrent solennellement la première pierre du Rialto, « qui devrait être un asile inattaquable et sacré dans l'Italie déchirée par les Barbares. » Cet asile, elle le sera encore au xv^e siècle, lorsque les Barbares venus des deux côtés des Pyrénées dévasteront l'Italie livrée, par ses divisions, à leur brutalité et à leurs avides fureurs.

Dans les poèmes où il célèbre la grandeur de Venise, Marc-Antonio Sabellico s'écrie avec le prêtre qui bénit cette première pierre :

« Quand nous tenterons un jour de grandes choses, c'est alors ô Ciel, que nous aurons besoin de ton appui. Aujourd'hui c'est au pied d'un pauvre autel que nous t'implorons : mais, si nos vœux ne sont pas stériles, un jour viendra où cent temples de marbre et d'or s'élèveront en ton honneur ! »

Mais la prospérité et la richesse sont, tout comme le talent, ce qui excite le plus l'envie et ce qu'on pardonne le moins facilement. Aussi Venise ne tarda-t-elle pas à exciter la haine de tous les petits États italiens, car à chacun d'entre eux elle apparaît comme un exemple, et surtout comme un reproche.

Les Vénitiens surent, au moyen âge comme aux plus mauvais jours de la Renaissance, conserver leur indépendance vis-à-vis de ces voisins, malveillants ou avides, résister aux brutalités sounoises de Louis XII, éviter d'autres dangers encore. Assez habiles pour composer avec l'arrogance espagnole, ils demeureront bientôt seuls à conserver leur indépendance. Sachant se garder des mauvaises rencontres, ils ne sont pas moins versés dans la connaissance du temps, ils orientent leurs voiles et sentent d'où viendra le vent. Au moment le plus terrible du conflit entre les chrétiens et les Turcs, lorsque le Grand Seigneur rêvait de faire de la Méditerranée un lac ottoman, ils payèrent de leurs soldats et de leurs galères, et prirent la part prépondérante de la journée de Lépante. Les Turcs n'eurent point, suivant les époques, de plus dévoués compères ni de plus déterminés ennemis. Essentiellement pratique, rebelle à toute politique sentimentale, Venise défend avec une fermeté égale sa dignité comme ses intérêts. Si la France se fût appuyée alors sur les mêmes principes de gouvernement, elle eût mieux résisté à Charles-Quint et peut-être ruiné son empire.

On a dit beaucoup de mal des aristocraties, aujourd'hui on en pense plus de mal encore. J'estime qu'elles font la force d'une nation, surtout quand elles se recrutent parmi les meilleurs, j'entends parmi les plus intelligents, les plus éclairés, et aussi ceux qui cultivent d'un pareil amour le goût de l'indépendance et de la justice. Par elles, un contrôle sévère et incessant ne cesse de s'exercer sur les gouvernants ; c'est le principe de l'inquisition d'État. Cette institution n'est pas sans taches, mais il faut mesurer son importance aux services qu'elle a rendus. Faire à Venise le reproche d'avoir eu un gouvernement mu par des ressorts cachés est une naïveté qui cadre encore assez bien avec les nombreuses prétentions à la perfection politique dont se parent les historiens, également politiques, de notre siècle.

Certes, Venise n'a point versé dans ce travers. Il est peu d'États, considérés dans l'espace et le temps, où l'on ait aussi peu parlé de politique. Occupé de ses affaires, le Vénitien laisse ce soin aux membres des corps constitués. Il sait que ses intérêts ne sont pas différents des leurs, mais qu'au contraire, ils coïncident étroitement avec eux, et que la ruine de l'État est faite de celle des particuliers. Ceux-ci n'ont point à s'occuper des affaires publiques, et ils se soucient peu des secrets de l'État. Un proverbe courant de Venise nous explique cette sagesse politique : *Pane in piazza, justicia in palazzo*, « on trouve à gagner sa vie sur la place, et on rend la justice au palais. » Ces citoyens n'en demandaient pas plus, ils avaient peut-être raison.

L'histoire de Venise prend surtout son importance dans les rapports avec l'Orient ; c'est celle de la civilisation latine en rapport avec la barbarie ottomane. Lentement les traitants vénitiens ont préparé les relations entre des peuples que tout séparait et que la haine religieuse divisait à ne pas faire croire à un accord, si reculé qu'il put être. Cette intolérance religieuse, Venise ne l'a point connue, et on lui en a fait de grands reproches. Toutefois faut-il reconnaître qu'elle se borna à contracter avec le Turc des traités de commerce qui garantissaient ses marchandises comme les personnes de ses nationaux. Jamais elle ne fit campagne avec le Turc, jamais on ne la vit contracter l'alliance impie, comme firent les Valois. Seuls de tous les souverains d'Europe, François Ier et Henri II marchèrent avec les Turcs, qui remplissaient notre port de Toulon des captifs chrétiens qu'ils avaient enlevés en Provence même pour les vendre à Constantinople, à Tunis, au Maroc ou à Alger.

Le gouvernement de Venise ne fut pas absolument libéral ; il le fut même très peu, la chose est certaine. Toutefois il montra en maintes circonstances un véritable esprit

d'indépendance. Asile ouvert à tous les exilés, la ville des lagunes recueille, avec, la même indifférence hautaine, les proscrits du continent comme les Grecs échappés aux Turcs. Je ne dis pas que toujours ces fugitifs y aient trouvé un asile sûr. La politique de l'époque se nourrissait de perfidies et de violences : il faut en faire le reproche au temps et non aux hommes. D'ailleurs, Venise, en toutes choses, ne consulte jamais que ses intérêts. Quand Florence lui demande son alliance contre les Visconti de Milan, elle refuse par des motifs purement commerciaux :

« Il vaut mieux, disent les gouvernants, laisser succomber les Florentins ; habitués à vivre sous le régime des villes libres, ils émigreront chez nous avec leurs métiers à tisser la soie et la laine, ainsi que l'ont fait les Lucquois chassés de chez eux. »

Mais si Venise désire voir les industries étrangères s'installer chez elle, elle ne permet pas que les siennes l'abandonnent pour aller enrichir l'étranger. Les Vénitiens qui vont exercer en France ou en Allemagne quelque art dont la république se considère comme possédant le monopole sont poursuivis par des affidés qui les assassinent, les tuent par le fer ou par le poison. Le grand conseil ne fait pas exécuter les délinquants d'une façon arbitraire ; il a rendu des arrêts dans ce sens, comme celui de 1547, qui vise les verriers :

« Si un ouvrier (de Venise) transporte son art dans un pays étranger au détriment de la république, il lui sera envoyé l'ordre de revenir ; s'il n'obéit pas, on mettra en prison les personnes qui lui appartiennent de plus près. Si, malgré l'emprisonnement de ses parents, il s'obstinait à vouloir demeurer à l'étranger, on chargera quelque émissaire de le tuer. »

Et ces règlements prohibitifs, ces menaces ne sont pas chose vaine : on verra en plein XVIII^e siècle, en 1754, un verrier vénitien, Pietro de Vettor, tomber à Vienne sous les coups des sbires du grand conseil. Pour Venise, toute atteinte à son industrie, venant d'un de ses citoyens, est une trahison, un crime de lèse-patrie. Car cette cité si riche et si bien administrée ne doit sa prospérité qu'à son commerce. Tout doit donc tendre à le protéger, à en augmenter les ressources, à en favoriser l'extension. Aussi les Vénitiens apportent-ils dans la réglementation des moindres affaires corporatives la même attention que s'il s'agissait d'un traité à conclure avec l'étranger. Rien chez eux n'est fait à la légère, livré, aux caprices de la fantaisie, à l'inspiration du moment,

Et, en voyant dans leur ville ces hommes calmes et graves, de haute taille, blonds de poil, vêtus de noir et toujours avec une grande simplicité, on se demande si l'on a affaire à des Italiens. De l'Italie ils ont l'esprit délié et ouvert, la finesse et cette souplesse morale qui est une des qualités foncières de la race. Pour le reste, on dirait des

Autrichiens ou des Allemands. Mais ils sont plus tristes, plus durs et plus énergiques encore. Aucune brutalité chez eux ; ils sont féroces comme les hommes de leur temps où plutôt comme le veulent les mœurs, les habitudes générales. Mais ils sont beaucoup plus policés et plus doux de manières que les autres peuples d'Europe.

S'ils avaient la haute culture intellectuelle, ils leur seraient en tout supérieurs. Mais chez les Vénitiens l'esprit de trafic tue la curiosité de l'esprit. Parmi les Italiens, ils seront les derniers à aimer les lettres et à admirer les lettrés. Ils s'y mettent cependant, vers la fin du ^{xv}^e siècle, et s'ils ne produisent pas alors de grands humanistes ni de grands artistes, ils leur font bon accueil et n'hésitent pas à payer très cher leurs enseignements. Auparavant, les seules sciences que Venise estimât étaient celles qui avaient un caractère pratique : la statistique, la médecine et le droit. Pour la première, elle n'eut rien à envier à l'étranger, les statisticiens de Venise étaient les premiers du monde. Pour les autres, elle s'adressait à l'université de Padoue, et payait des sommes énormes les consultations dont elle avait besoin.

C'est que, comme les gens dont les finances sont bien équilibrées, elle peut être prodigue à ses heures et toujours généreuse. La flotte est là dont les vaisseaux sillonnent la Méditerranée et s'en vont soit en Orient chercher les produits que rapportent les caravanes des Indes, soit en Égypte, où elle monopolise le commerce de la mer Rouge, autre route des grands entrepôts de l'Asie. Aussi les deux plus grandes catastrophes qui affligèrent Venise à l'époque de la Renaissance furent-elles la découverte de la route des Indes par les Portugais et la chute de la domination des Mamelucks en Égypte. C'est alors qu'elle dut s'ingénier à demeurer en bons termes avec le sultan, et elle ne cessa pas d'être le grand entrepôt de l'Extrême-Orient, et sa flotte comme son arsenal demeurèrent les premiers du monde.

Lorsqu'au ^{xvi}^e siècle l'arsenal de Venise fut détruit par les flammes, on accusa les Turcs d'avoir payé des gens pour l'incendier. Et pareil reproche fut adressé aux Vénitiens lorsque pareil malheur arriva à Constantinople. L'accident fut vite réparé, et au ^{xvii}^e siècle on citait l'arsenal de Venise comme le plus beau et le mieux entretenu de l'Europe ; on y voyait huit cents canons et des armes pour cinquante mille hommes. La richesse de la ville était à la hauteur de celle de l'arsenal ; il y existait d'énormes fortunes, comme celles que possédèrent jadis les armateurs carthaginois. Il y a du reste plus d'un point commun entre ces deux républiques, notamment celui de ne point avoir d'armées permanentes et de n'user que de mercenaires.

Telle demeurait encore, sous Louis XIV, la prospérité de la ville, dont un voyageur du ^{xvi}^e siècle avait dit : « Venise est la cité la plus belle et la plus plaisante du siècle... Les marchandises y courent, comme fait l'eau des fontaines. » Elle avait résisté au temps et aux entreprises des hommes, gardé son indépendance. Qu'étaient à cette heure les plus belles et les plus illustres cités de l'Italie, qu'était cette Florence, la gloire de la Renaissance, source de toute lumière, fleur de civilisation ?

Il faut admirer Venise et ne pas en médire avec ces sentiments mélodramatiques que les romantiques nous ont trop souvent inspirés. On pense trop aux Plombs et au Pont des Soupîrs, aux sbires et aux inquisiteurs d'État, aux noyades nocturnes. Sans doute Venise ne vécut-elle pas sous des institutions libérales, au sens moderne du mot. Mais ce fut peut-être une raison de sa puissance et aussi de sa durée. Florence, qui a connu les régimes démocratiques, n'en a pas moins été étouffée, peut-être plus sûrement même. On a dit que ce qui a sauvé Venise, c'était sa situation matérielle et ses ressources navales. Ce sont aussi ses principes de gouvernement.

Sans doute elle a souvent marché dans des voies sanglantes, et quand ses intérêts se trouvaient en jeu, n'a-t-elle point connu la pitié. Quand elle faisait tuer les citoyens qui emportaient à l'étranger les secrets professionnels qu'elle entendait se réserver et qui faisaient sa richesse, elle se montrait réfractaire à l'idée de liberté dans la concurrence. Cette notion est de notre temps. Mais les gouvernements des ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles ont eu des procédés pires encore. Et l'Italie, quand elle fut ensauvagée par l'Espagne d'où sortaient les Borgia, les del Vasto, les Pescaire et les Aragonais de Naples, commit dans des intérêts dynastiques des crimes beaucoup plus abominables, puisqu'ils allaient contre le droit des gens, si précieuse qu'il fût encore. L'assassinat des agents diplomatiques de François est un procédé que n'employa jamais la République des lagunes.

II — FLORENCE

Quand on étudie Florence, on ne peut s'empêcher de l'aimer. Elle vous charme et vous déconcerte, tant ses aspects sont variés et changeants, tant les qualités de son peuple sont faites de contrastes. Ses défauts même sont aimables, et toujours ils donnent à penser, car tout en eux est solide et tire son principe de ce qu'il y a de plus haut comme de meilleur dans l'humanité.

Si Venise donne l'impression d'une force qui tend, sûre d'elle-même, vers un incessant progrès, sa marche en ce sens est lente et donne l'illusion d'une quasi immobilité. Dans Florence, tout est mouvement, jeunesse et lumière. Sa civilisation évolue comme un printemps de l'humanité, les fleurs qu'elle produit sont sans nombre, et elle les épand avec une insoucieuse prodigalité. Exubérante de force, d'activité et de jeunesse, elle n'hésite devant aucune expérience. Ses aventures politiques ont été sans nombre. »

Comme politique intérieure, elle peut se vanter d'avoir connu tous les régimes, depuis la démocratie sans frein jusqu'à la tyrannie absolue. Mais, quels que soient les états où elle passe, sa vie intellectuelle ne cesse jamais, et les essais de réaction les plus sauvages ne peuvent arrêter chez elle l'essor non plus que les manifestations de la pensée. C'est qu'elle se considère comme héritière du patrimoine intellectuel de l'antiquité, c'est elle qui relève le flambeau de la civilisation romaine, qui ne s'est point éteint complètement sous les pieds des barbares.

« Rome décline, s'écrit le grand historien Giovanni Villani, tandis que ma patrie s'élève, elle est prête à accomplir de grandes choses : c'est pourquoi j'ai voulu retracer son passé. »

À l'antiquité les Florentins empruntent cet amour profond de la patrie qui n'exclut pas le sentiment le plus large de l'humanité, ni la plus haute indépendance d'esprit ; en ce sens, ils sont les précurseurs de la pensée moderne. Quel que soit le régime politique qu'ils connaissent, ils demeurent toujours libéraux. Mais, aussi, parfois ils se laissent égarer par leurs passions de parti et deviennent odieux, comme ce Ser Farinata degli Uberti, qui livra les hommes d'armes de sa ville aux ennemis, et se réjouit de voir les eaux de l'Arbia rougies du sang florentin.

C'est qu'avant tout les Florentins sont vivants. Quelle que soit l'activité de leur

esprit, leur goût pour l'étude, ils sont d'abord des hommes, des hommes du temps qu'ils vivent. Ils ne connaissent point l'abstraction philosophique ; ils ne sont point spéculatifs, mais bien hommes de parti. Et ces partis sont toujours nombreux, âpres à la lutte, intransigeants sur les intérêts comme sur les principes.

Entre ces divers camps, il n'y a point de place pour les esprits détachés ; du plus petit au plus grand les préoccupations politiques sont les mêmes. On ne vit pas d'État où moins de citoyens se désintéressassent de la chose publique. L'intérêt de cet État leur est cher avant tout autre, et ils pensent naturellement que leur opinion sur le gouvernement des affaires est la meilleure. Ils n'hésitent jamais devant la force pour la faire prévaloir. Florence est la ville des émeutes, des séditions, des attroupements quotidiens, des conspirations et des complots.

Pas de si petit qui ne donne son avis et ne cherche à le faire prévaloir. Un moine profite d'un sermon qui retient son auditoire attentif pour parler contre une mesure financière qu'il juge impolitique. Tel humaniste, en parlant de l'antiquité dans ses discours, termine en montrant les enseignements qu'elle fournit pour essayer de doter Florence d'une meilleure constitution. De la constitution modèle ils en rêvent tous, ils en deviennent malades, ils ont tous la folie politique, et malheureusement ils ne s'en tiennent pas à la théorie.

« Lorsque Dante, dit Jacob Burckhardt, comparait Florence, remaniant et corrigeant sans cesse sa constitution, à un malade qui change de position à chaque instant pour échapper à la souffrance, il mettait le doigt sur l'éternelle plaie de sa patrie. La grande erreur moderne, qui consiste à croire qu'on peut *faire* une constitution, c'est-à-dire la créer en se basant sur le calcul des forces et des tendances existantes, reparait toujours à Florence dans ses périodes d'agitation, et Machiavel lui-même n'a pu s'en affranchir. »

On a beaucoup écrit sur les Médicis, et des gens graves ont consacré de lourds volumes à prouver qu'ils furent tous les derniers des hommes. Ce furent, en tous cas, des despotes intelligents, et, quoi qu'en disent certains, la Renaissance leur doit beaucoup, car ils firent tout pour en favoriser le mouvement. Ces banquiers florentins, qui s'emparèrent du pouvoir grâce aux circonstances, et qui le conservèrent par la force ou par la ruse, ont fait vivre de beaux jours aux humanistes, à tous les artistes, à tous les lettrés. Grâce à eux, Florence devint un véritable écrin, où étaient renfermées les plus belles productions de l'art, et aujourd'hui encore elle apparaît aux esprits délicats,

comme un sanctuaire qui exerce sur toutes les âmes éprises du beau la plus douce fascination.

La tyrannie des Médicis fut amenée par la mauvaise entente et l'intolérance des partis. Les démocraties sont rarement des gouvernements paisibles. Comme Saturne, elles ne subsistent qu'en dévorant leurs enfants, c'est-à-dire en usant les hommes politiques sans cesse précipités du pouvoir par des compétiteurs avides d'atteindre à de pareils avantages. À la fin du moyen âge italien apparaît un homme qui résume en lui toutes ces haines et tous ces regrets de la lutte. Vrai type du réfugié politique, Dante Alighieri commence cette longue série d'exilés et de proscrits qui traînèrent par l'Europe leur misère et leur tristesse hautaine, jusqu'à ce que la maison de Savoie fût substituée à l'Autriche dans le gouvernement de l'Italie.

C'est dans les poèmes du barde florentin qu'il faut rechercher cette âpre — et surtout naïve — intolérance politique, qui fait de la haine un argument de raison. Ce gibelin théorique, qui voit dans le Saint-Empire le gouvernement divin sur la terre, jette dans l'enfer tous les gens qui ont combattu l'empire et aussi les opinions de Dante Alighieri.

Il remonte aux origines et damne les Grecs, qui ont combattu les Troyens ; car Énée, le pieux Énée, est un ancêtre des Césars. Dante exilé en vient à maudire sa patrie, qu'il chérit cependant d'un amour qui ne finira qu'avec sa vie. Une ville si mal gouvernée va aux abîmes, il lui prédit les plus grands malheurs ; et, en homme tout moderne, il déclare qu'il est désormais citoyen de l'humanité. Il saura trouver une autre patrie, une patrie intellectuelle et qu'on ne peut prendre à l'exilé.

Certes, jamais les accents de la passion n'ont atteint telle puissance, jamais poésie ne fut plus grande. Complète, large, sûre d'elle-même, elle coule superbe comme un fleuve roulant ses flots d'argent dans des prairies en fleurs ou les précipitant dans des gorges abruptes pour retomber en cascades qui résonnent dans des abîmes sans fond. Dante a écrit ses vers avec son sang, car Florence lui a arraché le cœur, et, de sa poitrine déchirée, la plaie ne s'est jamais fermée. Comme écrivain, Dante Alighieri ouvre la période moderne ; le premier, il a fait de la polémique, et dès son essai il atteint au sublime. Entre ses mains, le pamphlet prend l'allure d'un poème épique ; il flagelle avec un fléau d'acier rougi et ne s'adresse qu'aux puissances. Qui ne fut touché à Florence de la grandeur et de la force de cet amour chez cet homme qui se mourait sur la terre d'exil d'avoir trop chéri sa patrie ?

Dante, avec sa conception si singulière du Saint-Empire, ne voyait pour sa patrie de sort plus enviable que de vivre sous l'ombre tutélaire des ailes de l'aigle impériale. D'autres patriotes, partisans d'une intervention étrangère, songèrent, à une autre époque, à demander protection à Charles VIII de France. Le bouillant Savonarole avait prédit les malheurs qui désolaient sa patrie :

« Je vois, s'écriait-il, s'avancer les Barbares. »

Si Dante, partisan de l'Empereur, avait représenté le vieil esprit gibelin, les partisans de l'intervention française se recommandaient des guelfes. Les guelfes, en effet, furent en Italie, lors de la grande querelle des investitures, les défenseurs du pouvoir temporel des papes, pouvoir qui avait été institué et maintenu par les rois de France. Disons, en passant, que la question est très obscure ; car il faut savoir si l'on entend Charlemagne comme roi de France ou comme empereur allemand.

Les Florentins, en appelant Charles VIII, commirent une grave imprudence. La France, à la fin du ^{xv}^e siècle, était, par rapport à l'Italie, dans une infériorité de civilisation excessive. À peine quelques centres de culture existaient-ils en Bourgogne et dans l'Ile-de-France ; les arts et les lettres étaient partout ailleurs tenus en profond. discrédit. Il y avait peu de différence entre les hommes d'armes qui chevauchaient avec Charles VIII et ceux qui avaient détruit la civilisation albigeoise avec le père de saint Louis. Le roi Charles VIII, très jeune encore, était difforme de corps et faible d'esprit. La ville de Florence courait donc un danger sérieux en recevant dans ses murs cette armée libératrice ainsi commandée, et qui ne demandait qu'à piller. On sait que le sac de Florence ne tint pour ainsi dire, qu'à un cheveu. Quelles que fussent la brutalité et l'avidité de ces hommes d'armes, qui se sentaient en forces au milieu de tant de richesse, leur prudence parla encore plus haut dans leur cœur que leurs mauvais instincts. Quand ils surent que la seigneurie avait appelé tout son monde, ils eurent peur d'une bataille de rues et se résignèrent à ne point mettre à feu et à sang la ville où on les avait appelés et traités comme des libérateurs.

Il est heureux pour la France que cette action infâme ne soit pas consommée. C'eût été pour elle une tache pire que celle qui éclaboussa plus tard l'Espagne, quand Charles-Quint, pour terroriser l'Italie, fit sournoisement piller Rome par les lansquenets d'Allemagne et ses vieilles bandes espagnoles.

Les chefs-d'œuvre dont cette Florence est pleine ont échappé à l'avidité et à la méchanceté des gens de guerre. Il faut nous en réjouir grandement, car, comme l'ont dit maints excellents écrivains, les richesses d'art de la ville des Médicis sont le patri-

moine de la vraie Renaissance, de la renaissance de l'humanité. Et c'est pourquoi, malgré les mesquineries de la politique et les intérêts dynastiques, malgré l'ingratitude de la maison de Savoie, — elle a fourni à la France ses plus solides ennemis, — il faut aimer Italie ; car Florence la résume tout entière, comme le vase renferme le parfum distillé dans le grand appareil du chimiste. On peut se montrer sévère pour Venise, on est vis-à-vis d'elle dans une situation plus froide, on peut parler raison avec elle et lui demander compte de ses actes. Vis-à-vis de Florence, on ne ressent que cette immense indulgence que donne l'amour et qu'inspire toujours la beauté. Sa beauté à elle est autant dans les monuments, les tableaux et les statues que dans les livres ; rien de ce qui a trait aux arts ne l'a trouvée indifférente, ne lui est resté étranger.

Quelles qu'aient été ses fautes et ses faiblesses, elle est grande au-dessus des autres nations par la force de l'esprit. Elle tient la première place dans l'humanisme. Nulle n'a chéri plus qu'elle l'antiquité, n'a prodigué avec une facilité égale ses richesses pour acquérir ses œuvres, n'a plus encouragé les lettrés et les savants. Elle a possédé les plus grands artistes de l'Italie, compté parmi ses concitoyen Boticelli, Donatello, Michel-Ange, s'il faut s'en tenir aux plus grands.

Enfin, pour une ville riche comme elle le fut, elle ne se montra point dure aux pauvres. Ses fondations de bienfaisance parlent pour elle. Certains lui reprochent de n'avoir pas brillé beaucoup à la guerre ; c'est une gloire qu'elle parait avoir peu cherché. Elle l'a trouvée cependant dans la défense qu'elle fit contre la tyrannie espagnole. Elle succomba sans faiblesse, et sa fin fut très belle.

Trahie par le condottiere Malatesta Baglioni, qui, suivant l'expression du chroniqueur florentin, vendit once par once le sang de ceux qu'il était chargé de défendre, abandonnée par tout le monde, Florence résista jusqu'au dernier jour à l'armée de Charles-Quint. Elle se rendit seulement lorsque son armée de secours eut été détruite avec son chef, le courageux Ferucci, lâchement assassiné par le Napolitain Maramaldo. En se livrant à la première sommation de l'Empereur, Florence eût évité bien des pertes d'hommes et d'argent, la dévastation de ses environs. et de ses faubourgs, la ruine de ses villas. Elle préféra lutter. C'est la plus belle page de son histoire, comme c'est aussi la dernière. Désormais elle ne compte plus comme individualité, c'est un terme fiscal de plus dans l'Italie exploitée par l'Espagne. La fondation du grand-duché de Toscane fut la mort de cette république si vivante, où l'on lutta avec une égale ardeur pour les affaires de l'argent, de la politique et pour les choses de l'esprit.

LES CHEVALIERS DE MALTE

Traverser la Méditerranée en tous sens est aujourd'hui une petite affaire, ce n'est même plus un voyage. Le seul danger qu'on y court est la fortune de mer, et encore est-il petit, tant les navires sont bien construits et tiennent facilement leur route. Il n'en fut pas toujours ainsi. Et, une fois que la marine de Soliman le Grand se fut développée, que Barberousse se fut installé à Alger avec les corsaires barbaresques, nul vaisseau, si puissant qu'il fût, ne put se vanter de faire, sans male aventure, la traversée de Marseille à Palerme ou de Cadix à Naples. Être enlevé par les Turcs et vendu comme esclave était alors une aventure commune et qui ne surprenait point, tout comme le pillage des côtes de l'Italie par les pirates. Les captifs chrétiens abondèrent sur les marchés de l'empire ottoman, qui devait pendant trois siècles exercer sa suprématie sur toutes les côtes de la mer intérieure, sans en excepter celles de l'Espagne, de l'Italie et de la France.

Purger la Méditerranée des corsaires qui l'infestaient, délivrer les chrétiens enchaînés sur les galères de l'Islam, telle fut la tâche à laquelle se consacrèrent les chevaliers de Malte. Ils luttèrent pendant près de trois siècles, sans se décourager, avançant l'œuvre que notre roi Charles X paracheva en faisant la conquête d'Alger.

Les origines des chevaliers de Malte sont anciennes. Il faut remonter au XI^e siècle, jusqu'à cette confrérie charitable de marchands francs qui avaient fondé en Palestine des hôpitaux pour les pèlerins. Cette fondation de bienfaisance, riche et puissante,

était composée de laïcs. Le succès de la première croisade lui donna un caractère religieux. Quand les Francs eurent pris Jérusalem, les Hospitaliers, ainsi les nommait-on, prononcèrent les vœux et se firent d'Église. Mais ces religieux ne tardèrent pas à changer complètement leur genre de vie ; ils se donnèrent une autre mission et se consacrèrent aux armes, pensant qu'il était encore plus agréable à Dieu de combattre les infidèles que de soigner des malades. Sans renoncer cependant à entretenir leurs hôpitaux, ils s'organisent en ordre militaire, et ils nomment cet ordre *la Religion*. Mais on les connaît surtout sous le nom d'Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem.

Leur puissance devint bientôt grande, et leurs richesses considérables. Avec les Templiers leurs émules, ils représentaient une force imposante, et ils surent la garder, tandis que les premiers, victimes de leur imprudence, de leur orgueil et surtout de leurs richesses, disparaissaient sous la main de fer du premier grand roi politique que la France eût encore possédé. La ruine des chevaliers du Temple profita aux Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem : ils héritèrent la plus grande partie de leurs richesses. Aucun concurrent ne vint modérer leur ambition, et les chevaliers de *la Religion*, aveuglés par la prospérité, se crurent invincibles jusqu'au jour où Soliman le Grand leur infligea la plus terrible leçon.

Dès 1187 ils avaient dû abandonner Jérusalem ; plus tard ils doivent aussi quitter Saint-Jean-d'Acre ; alors ils s'établissent à Rhodes, qu'ils occupèrent deux cent vingt ans. Souverains de l'archipel qui confine à l'antique Carie, étendant leur domination sur l'île de Lesbos et sur le territoire de Smyrne, ils ne tardent pas à donner à la chrétienté le spectacle d'une association violente, ambitieuse, intérieurement troublée par des passions jalouses, et bien peu fidèle, à coup sûr, au serment naguère prononcé de renoncer au siècle.

Mais ce sont avant tout des hommes de guerre. Les vœux monastiques s'allient mal avec les qualités militaires. Aussi voyons-nous que ces braves gens se piquèrent peu d'être humbles, qu'ils se gardèrent de la pauvreté, et que pour le reste ils s'en tinrent aux mœurs de leur temps.

L'humilité ne leur est pas nécessaire, car leur recrutement lui-même est fait pour flatter leur orgueil. Pour devenir chevalier de l'Ordre, il faut être de noble souche, faire preuve de huit quartiers sur lesquels il n'y ait pas une tache. Ceux qui voudront faire profession sans avoir de naissance devront se contenter du titre de frère servant, et ils ne le quitteront jamais. Encore ne seront-ils admis dans l'Ordre, malgré la modestie de leur rang, qu'après une sévère enquête sur l'honorabilité de leur famille, et

on s'assurera si aucun de leurs ascendants n'a pratiqué « aucun art vil et mécanique ». Tous indistinctement, chevaliers ou servants, porteront sur leurs armes une robe noire avec une croix blanche à huit pointes cousue au côté gauche de la poitrine. À chacune de ces huit pointes correspond une béatitude, et la couleur noire est le symbole de la simplicité dont les soldats de Saint-Jean ne doivent pas se départir.

Les chevaliers cependant ne sont pas longs à s'en défaire, et ils portent par-dessus leur harnois une soubreveste écarlate avec la croix brodée richement. Les servants continueront à se battre sous la couleur noire ; leur humilité, à eux, est définitive. Ils savent, d'ailleurs, que leur condition ne changera pas et qu'ils ne pourront jamais devenir chevaliers, quels que soient leurs mérites ou même leur avancement dans le monde. Dès le ^{xiv}^e siècle, une ordonnance du grand maître Roger de Pins a nettement établi que tout servant, même anobli par un prince, ne sera point chevalier de l'Ordre. Cependant, par la suite, on verra des gens de distinction recevoir le titre de chevalier « ad honores », comme ce Michel-Ange de Caravage, qui, au commencement du ^{xvii}^e siècle, peignit le portrait du Grand Maître Alof de Wignacourt.

Quant à la pauvreté, elle n'existe ni pour l'Ordre ni pour ses membres, qui souvent sont riches et n'attendent point après leur solde. Les donations sans nombre dont l'Ordre bénéficie ne lui permettent pas seulement de multiplier les fondations charitables. Partout il possède des terres et des biens, administrés par des chevaliers chargés de ce soin. Il a même institué des *commanderies*, sortes de fiefs dont les chevaliers titulaires ont l'usufruit ou viager à charge pour eux de verser à la communauté, une somme fixe à titre de redevance. Les commanderies se groupent sous la suzeraineté des *prieurés* ; ceux-ci sont le bien des prieurs, grands dignitaires de l'Ordre, hauts administrateurs du temporel,

Mais tous les chevaliers ne sont point munis de pareils bénéfices ; la plupart résident dans des couvents qui appartiennent à l'Ordre, et qui sont disséminés en tous pays d'Europe. On donne à ces couvents le nom d'*auberges*, et le chevalier qui en est le supérieur prend celui de *pilier*. Là tous les chevaliers, — et ils sont nombreux, leur nombre étant dans le principe presque illimité, — trouvent asile, la table et le couvert, aux frais de l'Ordre. Le pilier de l'auberge est un haut dignitaire. Dans le nobiliaire, il porte le titre de *bailli*. L'Ordre, étant recruté dans toutes les contrées de l'Europe civilisée, est partagé en grandes catégories, qui sont les nations ou *langues*. Il en existe huit : Auvergne, France, Provence, Italie, Castille, Aragon, Angleterre et Allemagne. Sous

la conduite de leur bailli, les chevaliers de chacune des langues vivent dans les commanderies, combattent à la guerre. Le *bailli capitulaire* est un chevalier possesseur d'un fief, le *bailli conventuel* est un généreux chevalier qui entretient souvent à ses frais les chevaliers de sa langue,

Telles sont les divisions, on pourrait dire foncières ou *financières*, qui servent de base à l'administration des biens de l'Ordre. Mais au-dessus des dignitaires, commandeurs, prieurs et baillis, se dressent les grands chefs de l'Ordre, qui sont nommés d'après certaines coutumes auxquelles on ne déroge point. Si le *grand maître*, qui est le chef souverain, est nommé à l'élection et choisi sans acception de nationalité, chaque langue a comme privilège de fournir le titulaire des autres grandes charges. Le *grand commandeur* appartient à la langue de Provence, le *maréchal* à celle d'Auvergne. La charge de *grand hospitalier* est à la France, celle d'*amiral* à l'Italie, celle de *grand conservateur* ou *drapier* à l'Aragon. Le *grand chancelier* sera de la langue d'Aragon ; le *grand bailli*, d'Allemagne. La charge de *grand turcoplier* ou *turcoplier* est à l'Angleterre. Cette dernière porte un nom singulier et qui mérite explication. Le *grand turcoplier* était le chevalier commandant les contingents islamites que l'Ordre entretenait jadis à sa solde. Ces Turcs, ainsi enrégimentés sous les bannières chrétiennes, étaient des hommes achetés et que l'on nommait turcoples. Comme ils combattaient à cheval, on ne cessa de donner, après leur disparition, le nom de *turcoplier* au dignitaire qui commandait la cavalerie de l'Ordre. Enfin la langue de Castille fournissait le *grand chancelier*.

Si l'Ordre ne défend point à ses membres de posséder des richesses et d'en augmenter l'importance, il n'entend pas toutefois que ces biens viennent à passer en d'autres mains que les siennes. Tout chevalier ou servant ne peut avoir d'autre héritier que l'Ordre lui-même : ainsi s'augmente sans cesse le trésor, dont le grand maître a la disposition absolue. Il a encore d'autres avantages : une part importante dans toutes les prises, le droit de faire faire la course pour son compte. Il possède une commanderie dans chaque prieuré et la fait administrer par un chevalier. Si grande que soit son autorité, elle n'est point cependant sans contrôle, et il doit accepter la discussion. Un chapitre général de cinquante membres choisis parmi les hauts dignitaires peut diriger sa conduite et lui imposer sa volonté. Au-dessous de cette assemblée, qui ne se réunit que rarement et dans les circonstances graves, à peine tous les cinq ans, deux comités permanents règlent les affaires, le *conseil ordinaire* et le *conseil complet*,

Ce sont les deux juridictions devant lesquelles les membres de l'Ordre exposent et plaident leurs différends. Le second sert de cour d'appel à l'autre. Les chevaliers et les servants s'engagent à ne point plaider devant les tribunaux du siècle et à accepter les arrêts du conseil qui a jugé en dernier ressort. S'il ne s'agissait que de procès, la chose ne serait point trop grave ; mais trop souvent s'agit-il de séditions ou de rixes à main armée.

Mais il faut beaucoup pardonner à ces hommes de guerre, qui vivent toujours dans les combats. Leur humeur aventureuse les pousse vers toutes les entreprises difficiles, et c'est une des grandes préoccupations des dignitaires de l'Ordre que d'empêcher les chevaliers d'aller faire la guerre dans les armées des souverains du continent, lorsque leur devoir est d'être toujours embarqués ou au péril de la mer pour lutter contre le Turc.

Leur courage, à la vérité, est sans frein, et leur dévouement admirable. Peu de ces braves qui, durant le ^{xvi}^e siècle, meurent de leur belle mort dans leur lit ou ne soient criblés de blessures. Habitué aux rencontres navales, aux guerres de siège, aux escalades sans merci, ils font à l'Infidèle une guerre sans trêve, et grâce à eux l'Europe respire jusqu'à la bataille de Lépante, où la capitane de l'Ordre perdit tout son équipage et ses officiers. Le commandeur dal Pozzo devait écrire quelque temps après cette victoire si cruellement achetée : « Presque tous les mariniers, presque toute la chiourme, périrent. De la poupe à la proue, la galère de Giustiniani était ensanglantée, couverte de morts et de mourants. Aucun n'avait abandonné ses armes avant de perdre la vie. »

Certes, les Turcs, dans cette mêlée effrayante où se joua presque le sort de l'Europe civilisée contre l'Islam, ne ménagèrent point leurs vieux ennemis. Partout ils les trouvaient dressés contre eux. Quand ils les chassaient d'un point, ils reparaissaient sur un autre.

Lorsque, le 1 janvier 1523, le grand maître de l'Ordre, Villiers de l'Isle-Adam, dut évacuer l'île de Rhodes, d'où le chassait Soliman le Grand, les Turcs purent se croire débarrassés de leurs dangereux ennemis. Bientôt ils les trouvaient installés dans l'île de Malte, d'où ils ne purent jamais les chasser. L'empereur Charles-Quint établit, en 1530, sur cet îlot de rocs, les chevaliers qu'il prétendait opposer aux corsaires de Barberousse. Ceux-ci ne faillirent point à leur mission, et pendant cinquante ans il ne se passa pas un jour sans combats ni coups de main.

En 1551, les Turcs essayèrent de s'emparer du repaire de leurs ennemis. Sinan-Pacha, ne pouvant enlever la place fortifiée, fait dans l'île un dégât sans merci et assiège la ville, dont la seule protection est le château Saint-Ange. L'entreprise échoua. Les Turcs se retirèrent avec du butin, mais sans beaucoup d'esclaves ; car, à l'annonce de leur arrivée, tous les habitants s'étaient réfugiés dans l'enceinte. Toutefois ils prirent leur revanche en enlevant l'île de Goze ; ils y firent six mille captifs, brûlèrent la ville et coupèrent tous les arbres avant de se rembarquer.

L'entreprise était manquée toutefois. Les Turcs attendirent une occasion plus propice ; tout en s'irritant profondément contre ces chrétiens qui poussaient maintenant leurs galères dans la Méditerranée, en toutes directions, et capturaient les galions et les fustes du sultan. Ils lui tuaient aussi ses janissaires, et attachaient au banc des rameurs les prisonniers, quel que fût leur rang ; ils avaient même pris et gardaient en captivité la nourrice de la princesse Mihrmah, la fille de Soliman le Grand et de Roxelane. De pareilles choses affligeaient tous les croyants, et, quand ils voyaient le Grand Seigneur traverser la ville à cheval, ils s'écriaient en se prosternant :

« Que ta bonté, seigneur, nous délivre des corsaires de Malte ! Rends-nous la consolation qu'ils nous ont ravie d'aller visiter en paix la sainte maison de la Mecque ! »

Et tous ces Turcs, pirates, massacreurs, marchands d'esclaves, se plaignaient ainsi avec naïveté qu'on leur rendît la pareille. Devant cette poussée de l'opinion publique, Soliman prépara la guerre ; car il avait résolu « de faire disparaître une race impie et opiniâtrement parjure de la surface de la terre ». Et il désigna le fameux Piali-Pacha pour commander l'expédition contre Malte ; Moustapha dirigerait les opérations du siège. Les arsenaux se vidèrent, on leva des hommes de toutes parts, on arma des navires sans nombre. La chrétienté s'émut ; mais Soliman avertit Venise qu'il ne se tramait rien contre elle, et Catherine de Médicis qu'il désirait plus que jamais rester en bons termes avec la couronne de France.

La chrétienté ne donna pas toujours à cette époque, contre l'ennemi commun, le spectacle d'une parfaite entente. Le Turc fut assez habile pour faire croire aux deux puissances maritimes qu'il pouvait redouter que cet armement était fait contre Malte, c'est-à-dire contre l'Espagne.

Philippe II n'attendait secours de personne. Aux premières nouvelles il renforça la Goulette, au cas d'une attaque, d'un gros de trois mille soldats que le vice-roi de Naples, don Garcia de Tolède, conduisit en personne. Ce personnage alla ensuite visiter Malte et conférer avec le grand maître, Parisot de la Valette. Il trouva les fortifi-

cations dans le meilleur état, les arsenaux pleins d'armes, les magasins bondés de vivres et de munitions. Les deux ports étaient sous la protection des canons du fort Saint-Elme, et on avait enclos d'une enceinte très forte la petite ville sise au pied de la place, et qu'on appelait le Bourg. Le vice-roi quitta Jean de la Valette le 13 avril 1565, après avoir passé tout son monde en revue. On comptait cinq cents chevaliers de l'Ordre, deux mille trois cents soldats espagnols et italiens, et cent cinquante cavaliers, sans compter deux mille Maltais aptes à porter les armes et huit cents esclaves qui travaillaient aux remparts.

Jean Parisot de la Valette, dont ce siège de Malte devait rendre à jamais le nom glorieux, avait alors soixante-dix ans. Depuis huit années il était grand maître, et tous l'honoraient pour son courage et sa droiture. Très au courant des affaires de Turquie, il avait été bien vite informé des préparatifs que Soliman tramait contre lui. Un Vénitien qu'il envoya à Constantinople lui apprit la force de l'artillerie que les Turcs embarquaient, et le grand maître fit terrasser d'autant ses murs, accumuler les fascines, raser les maisons où l'ennemi eût pu trouver un logement. Et il ferma le port des galères au moyen d'une grande chaîne de fer forgée à Venise, dont chaque anneau avait coûté dix ducats d'or, et qui avait plus de six cents mètres de long.

Cependant il multipliait les précautions, évacuant sur la Sicile les femmes, les enfants, toutes les bouches inutiles, et il avait des hommes. Le vice-roi lui envoyait des soldats espagnols, au nombre de quatre cents : et le pape lui en promettait d'autres, ainsi que de l'argent.

Soliman fit enfin partir sa flotte. Jamais, au dire des contemporains, on n'avait vu pareille armée, si riche, si bien munie de toutes choses, les moindres soldats étant dorées. Le 22 mai, l'escadre de cent vingt-cinq galères quittait Constantinople ; elle s'arrêta en Grèce, pour y prendre encore des hommes ; elle ne repartit que le 12 mai. Dans la nuit du 18 au 19 mai, Piali-Pacha réussissait à débarquer trois mille hommes sur l'île de Malte. Conduite sur divers points, l'opération de la descente n'éprouva point d'obstacles ; bientôt vingt mille Turcs occupèrent l'île et se retranchèrent fortement. Le fort Saint-Elme fut bloqué tout d'abord. Mais les Turcs, quand ils voulurent faire leurs approches, essayèrent une furieuse sortie de deux troupes, l'une de cavaliers, l'autre de gens de pied. Tandis que la lutte se poursuit, les deux chefs turcs, à l'abri derrière leurs forces massées, examinent la place et poussent leur reconnaissance.

Dés lors c'est le journal du siège qu'il faudrait tenir, avec le compte rendu mono-

tone des sorties et des attaques de tranchées, tandis que les assiégeants poussent leurs travaux d'approche. On attend toujours un secours qui ne vient pas, et on s'use dans des actions de détail sans résultat. C'étaient les Turcs qui sans cesse recevaient des renforts, et leur flotte devenait si puissante, que Philippe II n'enverrait pas sans doute ses navires pour les affronter. La victoire de Lépante n'avait pas encore appris aux chrétiens que les Turcs n'étaient pas invincibles sur mer.

Bientôt le fort Saint-Elme est entouré de travaux, les communications avec la place sont interceptées ; à grand'peine le grand maître peut-il envoyer des renforts à la garnison, que des assauts terribles, menés chaque jour pendant plusieurs heures, déciment sans relâche. Plus de quatre mille Turcs sont morts sous le feu ou l'épée des défenseurs, les pertes de ceux-ci se comptent par centaines. Le fort Saint-Elme succombe enfin, aucun de ceux qui l'occupaient n'en sortit vivant. Dociles à l'ordre du grand maître, qui leur enjoignait de mourir jusqu'au dernier plutôt que d'évacuer le fort, ils jonchèrent de leurs cadavres les débris des tours et les murs écroulés que le canon des Turcs avait réduits en poudre.

Le premier assaut s'était donné le 3 juin, le dernier vint le 23 du même mois. Pendant vingt jours quelques centaines de chevaliers et de soldats avaient tenu la place contre dix mille Turcs, qui montaient sans cesse aux brèches, d'où ils se retiraient en comblant les fossés de leurs morts. Un moment le vieux Moustapha s'était demandé avec angoisse s'il n'y laisserait pas son armée.

Le grand maître n'avait plus qu'à se préparer à une vigoureuse résistance Son ouvrage avancé était aux mains de l'ennemi, qui eut dès lors un port abrité. Parisot de la Valette envoyait des chevaliers au vice-roi de Naples pour le presser de lui expédier des secours que les calculs de la politique ou la mollesse des commandants ne laissaient point arriver. N'ayant plus guère à compter que sur lui-même, l'intrépide grand maître repoussa les propositions de capitulation honorable que lui faisaient les pachas. Il refusa de recevoir leur parlementaire, et répondit à son interprète :

« Va dire à Moustapha que je n'ai voulu. ni voir son ambassadeur, ni l'entendre. Un barbare tel que lui ne mérite pas qu'on donne audience à ses messagers. Qu'il nous fasse tout le mal qu'il pourra ! Le grand maître met sa confiance en Dieu, et Dieu lui donnera la victoire ! »

Telles sont les fières paroles qu'un historien, qui sut joindre le charme et l'originalité du récit le plus vif à l'érudition la plus solide, le vice-amiral Jurien de la Gravière, met dans la bouche du grand maître. Elles sont bien conformes au caractère

de l'inflexible vieillard, qui se considérait vis-à-vis des infidèles comme le porte-épée de Dieu. Il avait ordonné aux défenseurs du fort Saint-Elme de mourir à leur poste, il se devait de se dicter la même conduite.

Moustapha et Pia ne se leurraient pas sur les difficultés du grand siège qu'ils allaient être obligés d'entreprendre, et à considérer les pertes qu'ils avaient éprouvées devant le seul fort Saint-Elme, ils craignaient de n'avoir pas assez de monde pour venir à bout de cette entreprise. Encore la mort du célèbre Dragut, le roi des écumeurs de mer, arrivé avec de nombreux combattants, n'était-elle pas pour leur donner grand courage. Le plus audacieux des corsaires ne devait pas longtemps aider les deux pachas de ses conseils que Soliman le Grand mettait au-dessus de tous les autres. Tandis qu'il examinait les positions que les Turcs attaquaient aux derniers jours de la résistance du fort Saint-Elme, un boulet ricocha sur un rocher, dont un quartier s'en vint lui fracasser le crâne. Les deux pachas craignaient aussi que les Espagnols ne se décidassent à envoyer une armée pour débloquer Malte. Il n'était pas de nuit où quelque frégate ou autre menue embarcation ne forçât le blocus, apportant quelques hommes et des lettres. Et, le 1er juillet, Jean de Cardone amenait un petit renfort de six cents soldats, qui occupèrent la vieille ville. Six cents hommes, c'était peu de chose. Mais l'effet moral fut considérable, l'Ordre ne se considéra plus comme abandonné.

Toutes les attaques des Turcs sont repoussées, les infidèles n'en seront bientôt plus à compter leurs morts. Combattant derrière leurs ouvrages, les chrétiens sont couverts de bonnes armures à l'épreuve, et il est telle de leurs rondaches qui peut affronter le choc d'une balle d'espingle. Leurs arquebuses de rempart font autant de dégâts dans les troupes turques que des pièces d'artillerie. De celles-ci d'ailleurs ils ne manquent point, non plus que de munitions. Et quand les Turcs veulent monter à l'assaut, on les précipite en bas des murs dans le fossé, avec des armes d'hast et des épées de brèche.

Ces épées de brèche étaient de longues épées à deux mains à lame rigide et tranchante ; on s'en servait comme arme de taille. De certaines, la lame mesurait plus de cinq pieds. Longtemps on se servit de ces espadons, et il n'y a pas deux cents ans on les voyait encore, sur les remparts des places fortes, fixées de distance en distance aux merlons, où elles attendaient le besoin des combattants. On s'en servait aussi dans les batailles, et parmi les lansquenets il en était toujours quelques-uns au premier rang qui portaient de ces grandes épées sur leur dos en bandoulière, comme une guitare ou une basse de viole. Mais c'est surtout dans les combats navals que cette arme terrible trouvait son emploi ; souvent un homme résolu s'ouvrit-il un passage au milieu des

ennemis, qu'il fauchait comme des épis. À la bataille de Lépante on vit Sébastien Veniero reprendre ainsi à lui seul sa capitane envahie par les Turcs. Déjà ceux-ci avaient repoussé les chrétiens jusqu'au milieu du navire, lorsque le terrible vieillard se précipita dans la mêlée. Pour ne pas glisser dans le sang, il s'était fait entourer les pieds de lisières et de filasse. Semblable à l'ange exterminateur, il frappait les Turcs de sa grande épée, abattant à droite et à gauche les hommes, que ses compagnons achevaient. Ainsi le septuagénaire providiteur purgea sa capitane de la horde des infidèles. Puis il vola vers d'autres exploits. Et, encore qu'il eût tenu tête à don Juan d'Autriche, il mérita les éloges des Espagnols eux-mêmes, qui ne l'aimaient pourtant pas, car il avait fait pendre quatre d'entre eux à propos d'une sédition survenue à bord d'un de ses navires.

La défense de Malte connut de pareils faits d'armes. Des deux côtés on déploya pareil courage, et les Turcs se montrèrent admirables, car ils n'avaient point à combattre couverts par des murailles et ne portaient pas d'armures pour les préserver des coups. Mais leur indifférence vis-à-vis de la mort était grande. On en vit quatre plonger, armés de marteaux et de ciseaux à froid, puis s'installer sur la grande chaîne du port, dont ils commencèrent à couper les anneaux. Et, malgré les arquebusades, ils continuaient leur travail. Il fallut, pour les déloger, envoyer quatre Maltais qui se mirent à l'eau, tenant leur épée aux dents, et leur donnèrent la chasse. Un des Turcs disparut, noyé, percé de coups, les autres abandonnèrent la place. Mais, si Moustapha eût voulu, il aurait trouvé cent hommes pour les remplacer. Il renonça à l'entreprise, parce qu'il n'en attendait point de bon résultat, et il essaya d'autre chose.

A cette époque la guerre de siège abondait en ruses ingénieuses et atroces, le métier d'artificier y déployait toutes ses ressources. L'historien des chevaliers de Malte, Baudoin, nous a donné la description d'engins extraordinaires que Parisot de la Valette expérimenta contre les Turcs : « Le grand maître fit préparer quantité de cercles de tous bois légers et flexibles, fit bouillir dans de grandes chaudières poix, résine écaillée et lie d'huile. Dans ce mélange, il faisait tremper les cercles, après les faisait entortiller d'étoupes et les faisait encore tremper une seconde fois. Cela fait, on les laissait refroidir et sécher. Quand ces cercles étaient enflammés, on les prenait avec certaines forces de fer, et on les jetait sur les ennemis, là où ils étaient le plus épais. Ces cercles descendaient roulant par l'air et enfermaient deux ou trois ennemis, qui étaient contraints d'aller deux à deux, ou trois à trois, se jeter dans la mer. Autrement ils brûlaient tout vifs. » Ou bien encore on garnissait le fossé de substances inflammables, de fascines soufrées, huilées, goudronnées. Quand les ennemis l'avaient envahi et com-

mençaient à dresser leurs échelles le long des remparts, on jetait quelque substance enflammée du haut des murs. Le feu prenait dans le fossé, et les assaillants périssaient dans les flammes s'ils n'avaient point le temps de remonter sur le glacis. Les Turcs, vêtus de longues robes, devaient particulièrement redouter ce genre d'artifices.

Leurs assauts pour enlever le fort Saint-Michel et le Bourg furent repoussés. Un seul leur coûta quatre mille hommes, sans compter les blessés. Ils se mirent alors à rapprocher leurs tranchées, et ils poussaient leurs mines jusqu'aux murailles. Quand ils avaient ruiné une partie du retranchement, ils en trouvaient un autre derrière, que l'on avait eu soin d'élever. Car l'ingénieur de l'Ordre, maître Évangélista, était aussi habile que les Turcs dans tout ce qui touchait l'art des fortifications.

Enfin les pachas se crurent capables d'enlever la place par la force, et, le 7 août, ils attaquèrent de toutes parts, poussant leurs épaisses colonnes de janissaires contre les murailles en partie ruinées des bastions. Plus de vingt et un mille Turcs se ruèrent contre le fort Saint-Michel et le Bourg. Pendant cinq heures cette marée monta, à tous instants grossie par des renforts, sans pouvoir couronner les murailles de l'Ordre. Un moment le bastion, défendu par le chevalier Melchior de Robles, est forcé. La panique va se produire. Mais le grand maître accourt, et l'on voit l'héroïque vieillard charger les Turcs, la pique à la main. Autour de lui plus de vingt chevaliers sont tombés; il a reçu lui-même un coup de pierre à la main droite, mais le bastion est dégagé, et Parisot de la Valette peut retourner au Bourg, d'où il dirige la défense. Une habile sortie de la cavalerie fait tourner la journée à la confusion des Turcs. Pris à dos par des charges furieuses, ils croient qu'une armée de secours est sur leurs derrières, et s'enfuient en désordre. Piali-Pacha lui-même se rembarque précipitamment avec ses troupes de marins. Moustapha ne peut arrêter la débandade de son armée. Le vieux pacha déchire sa robe de désespoir. Le roi d'Alger, qui l'assiste, partage sa douleur. Piali-Pacha est la cause de la déroute. L'assaut est manqué, quatre mille Turcs ont été tués ou blessés en pure perte. Les chevaliers n'ont que quatre-vingts morts et cent cinquante blessés.

Moustapha dès lors ne laissera plus un jour de répit aux assiégeants, dont les rangs s'éclaircissent. Le brave des braves, Melchior de Robles, tombe frappé d'une arquebuse à la tête; le bailli d'Aguila le suit dans la tombe, bien d'autres seraient à nommer. Du côté des Turcs les pertes sont aussi cruelles, et ils perdent tant d'hommes, qu'ils en sont réduits à des stratagèmes misérables.

Pour épouvanter l'ennemi, Moustapha déguise, sous des costumes de janissaires

morts, des valets de guerre ou des soldats de la dernière catégorie. Ainsi vêtus, ils sont poussés à l'assaut, sans plus de succès d'ailleurs, et le vieux pacha roule à terre, étourdi sous un coup de canon qui lui fait tomber son turban. Toute une colonne d'assaut, massée sur un point miné par les chevaliers de Malte, saute en l'air au milieu d'une formidable explosion avec l'ouvrage de fortification qu'elle avait enlevé à grand-peine. Une autre fois, les Turcs vont à l'assaut de confiance, sous des torrents de pluie, car l'eau, qui éteint les mèches, ne permettra pas aux chrétiens de se servir de leurs arquebuses. Les chevaliers se servent d'arbalètes, et les Turcs, au lieu de rouler sous les coups de feu, sont tués à coups de carreaux qui percent leurs chemises de mailles.

Philippe II cependant n'avait point abandonné l'Ordre. Mais il avait froidement étudié la manière de sauver ces chevaliers que l'on nommait le boulevard de la chrétienté, et donné ses instructions au vice-roi de Naples, don Garcia de Tolède, pour lever et diriger sur Malte une armée de secours. La responsabilité de celui-ci était lourde, car il craignait de voir détruire la flotte qui porterait l'armée de débarquement, ce qui eût été ajouter un désastre à un autre, puisque dès lors la perte de Malte fût devenue certaine. Le vice-roi massa les troupes de secours en Sicile. En Italie, en Espagne, les gentilshommes se préparaient à l'expédition comme si c'eût été une croisade. Le jeune don Juan d'Autriche se sauva, sans avoir pu obtenir l'autorisation de son royal frère de passer à Malte ; mais à Barcelone un ordre de Philippe II lui défendit de quitter l'Espagne et lui enjoignit de revenir à Madrid.

Soliman ne laissait point que d'être inquiet de toutes ces choses. On était au commencement de septembre ; les chevaliers de l'Ordre tenaient toujours, et un secours allait leur arriver sous peu. Il envoya un ambassadeur au roi de France Charles IX, pour lui demander son alliance contre l'Espagne. Celui-ci n'avait pas voulu aider l'Ordre de ses galères ni de ses soldats, car il considérait l'alliance de son grand-père, François Ier et de son père, Henri II, avec la Porte, comme l'engageant lui-même dans cette voie. Il n'en traitait pas pour cela avec le Turc ; il éconduisait son ambassadeur sous divers prétextes. Enfin, pressé de se décider, le fils de Catherine de Médicis déclara qu'il n'y avait pas lieu de renouer l'ancienne alliance, et que lui, roi de France, ne pouvait prendre les armes contre le roi d'Espagne, qui venait d'épouser sa sœur. Il se contenterait de garder la neutralité.

Cette neutralité était déjà peu noble, et le petit Valois aurait pu se rappeler que l'Ordre renfermait de nombreux chevaliers français, et que le grand maître Jean Parisot

de la Valette appartenait à la langue de Provence. Il aurait dû ne pas oublier qu'on l'appelait le Roi Très Chrétien et que dans cette affaire le christianisme se trouvait en face du croissant. On regrettera pour lui cette abstention, comme on regrettera plus tard de ne pas avoir vu les galères françaises à Lépante. Leur place y était cependant plus marquée que celle des navires français, près de trois cents ans plus tard, au combat de Navarin.

Philippe II eut une idée plus haute de son devoir. Il pressa le vice-roi de Naples d'envoyer à Malte l'armée de secours. L'expédition se mit plus d'une fois en route; les hésitations des chefs, le mauvais temps, les croisières ennemies l'arrêtèrent, et elle revint en Sicile. Don Alvaro de Bazan, parti d'Espagne avec une escadre, devait rejoindre la flotte de Sicile. Il commença par prendre des hommes en Italie, rallia d'autres galères, arriva à Messine avec quarante-deux navires et plusieurs milliers de soldats à la fin de juillet. Un conseil de guerre réunit les chefs des diverses escadres sous la présidence du vice-roi. Les avis les plus timides furent émis, comme les plus hardis. Mais ceux-ci furent loin de prévaloir, tant, dans une réunion de beaucoup d'hommes, les idées les plus médiocres ont de chances de rallier la majorité des suffrages. Incertain, malade, assiégé de noirs pressentiments, le vice-roi chercha à gagner du temps, se persuadant que les forces dont on disposait n'étaient pas suffisantes pour secourir utilement l'Ordre de Malte. Dix jours après arrivaient quatre mille hommes du duché de Toscane, amenés par Jean-André Doria. Don Garcia de Tolède est d'avis d'attendre encore les quatre mille soldats du duc d'Urbino. Puis il se décide brusquement, et, sans souci de ce renfort qui reste en arrière, il fait embarquer tout le monde le 25 août 1565, et monte lui-même sur sa capitane.

La flotte partit de Syracuse, divisée en trois escadres. Mais par de mauvaises manœuvres ces unités se séparèrent, se perdirent dans la nuit, dispersées par un violent coup de vent. On mit une partie des troupes à terre. L'expédition était manquée, la flotte ne quitta point les eaux de la Sicile. Enfin le 6 septembre on se remit en route : don Garcia de Tolède venait de recevoir la nouvelle que la côte de Malte était libre. À une heure après midi il était en vue de l'île avec toute son escadre. Entrant habilement de nuit dans le canal de Malte, il débarqua ses troupes dès l'aube. Personne n'était là pour les repousser. Tous les équipages turcs étaient à terre, pour le grand assaut qui devait se donner le jour même.

Malte était sauvée. Piali-Pacha, étant allé reconnaître la flotte chrétienne, voyant qu'elle se retirait après avoir débarqué les troupes de secours, comprit qu'il n'y avait

plus qu'à lever le siège. Ses troupes à lui ne pouvaient pas attendre en bataille rangée l'armée espagnole et tous les chevaliers de l'Ordre. Moustapha et Piali durent évacuer leurs ouvrages sous le feu des canons de la place et chercher à mettre leurs troupes et leur flotte à l'abri des entreprises des Espagnols. Cependant ils se résolurent à la fin à tenter un dernier effort et à tailler en pièces, dans la plaine, ces chrétiens qu'ils n'avaient pu exterminer dans leurs murs. Mais l'engagement ne tourna pas à leur avantage, et ils durent se rembarquer après avoir perdu quinze cents hommes. Toute l'expédition leur en avait coûté près de trente mille. L'Ordre avait à regretter la mort de deux cent cinquante chevaliers, sans compter les servants et les soldats.

Au sujet de cette belle défense, qui dura près de quatre mois, le pape donna à Parisot de la Valette une épée et une dague à montures d'or émaillé, qui se voient aujourd'hui, la première au cabinet des médailles de Paris, la seconde au musée du Louvre dans la galerie d'Apollon.